

COMITÉ DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE
72^e session
Point 3 de l'ordre du jour

TC 72/3
9 août 2022
Original: ANGLAIS

Diffusion au public avant la session

**PROGRAMME INTÉGRÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE :
RAPPORT ANNUEL POUR 2021**

Note du Secrétariat

RÉSUMÉ

<i>Résumé analytique:</i>	On trouvera dans le présent document le rapport annuel sur les activités de coopération technique qui ont été menées dans le cadre du Programme intégré de coopération technique (PICT) en 2021, ainsi que des renseignements sur la mise en œuvre des projets thématiques à long terme.
<i>Orientations stratégiques, le cas échéant:</i>	1 et 8
<i>Résultats:</i>	1.1, 1.6, 1.9, 1.10, 8.3, 8.4 et 8.7
<i>Mesures à prendre:</i>	Paragraphe 3
<i>Documents de référence:</i>	TC 71/3(b), TC 72/4(b) et TC 72/4(c)

1 Conformément aux dispositions relatives à la présentation des rapports qui avaient été approuvées par le Comité de la coopération technique à sa soixante-deuxième session, en juin 2012, le Secrétariat soumet dans le présent document un rapport annuel sur le Programme intégré de coopération technique (PICT) de l'Organisation. Il est rendu compte dans ce rapport annuel des résultats de l'exécution du PICT en 2021, deuxième année de la période biennale 2020-2021. On trouvera également dans le présent document des renseignements sur la mise en œuvre des projets thématiques à long terme en 2021.

2 Le rapport annuel sur le PICT est structuré en deux annexes permettant de distinguer les résultats des activités menées sur le terrain et les résultats d'exécution en termes financiers, auxquelles vient s'ajouter une troisième annexe comprenant un glossaire de termes et expressions. Le rapport annuel complet sur le PICT pour 2021 se compose donc de trois parties distinctes, qui correspondent aux annexes suivantes :

- .1 annexe 1 – une synthèse des travaux accomplis pendant l'année, accompagnée notamment d'une description détaillée des résultats des différentes activités;

- .2 annexe 2 – un aperçu de l'utilisation des ressources financières, étayé par des statistiques, des renseignements sur les tendances relatives à l'exécution des activités, un profil des contributions aux ressources, des données sur les ressources et les dépenses, et des illustrations comparatives des décaissements par région et par domaine maritime; et
- .3 annexe 3 – un glossaire de termes et expressions.

Mesures que le Comité est invité à prendre

3 Le Comité est invité à prendre note du rapport annuel sur le PICT pour 2021 qui figure à l'annexe du présent document, ainsi qu'à formuler les observations et à prendre les décisions qu'il jugera appropriées, lesquelles seront prises en compte lors de la mise en place des activités de coopération technique à l'avenir, y compris celles qui relèvent du PICT.

ANNEXE 1

PROGRAMME INTÉGRÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE

**Rapport annuel pour 2021
Aperçu de l'exécution du PICT et de la mise en œuvre
des projets thématiques à long terme en 2021**

PROGRAMME INTÉGRÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE

Rapport annuel pour 2021 Aperçu de l'exécution du PICT et de la mise en œuvre des projets thématiques à long terme en 2021

TABLE DES MATIÈRES

	Paragraphe(s)
INTRODUCTION	3
APERÇU ET EXÉCUTION DU PROGRAMME	4
Aperçu de l'exécution du PICT en 2021	4
Données récapitulatives pour 2021	5
Apprentissage en ligne	8
APERÇU DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES RÉGIONAUX EN 2021	9
<i>Afrique : aperçu des activités menées dans la région en 2021</i>	9
<i>États arabes et Méditerranée : aperçu des activités menées dans la région en 2021</i>	11
<i>Asie et Pacifique : aperçu des activités menées dans la région en 2021</i>	13
<i>Asie occidentale et Europe orientale : aperçu des activités menées dans la région en 2021</i>	15
<i>Amérique latine et Caraïbes : aperçu des activités menées dans la région en 2021</i>	17
APERÇU DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES MONDIAUX EN 2021	19
Résumé de tous les programmes	25
Projets thématiques à long terme	27
Contributions en nature à l'appui de l'exécution du PICT	31

Appendice – Activités prévues dans le cadre du PICT en 2021

INTRODUCTION

1 Les activités de coopération technique de l'OMI, y compris celles qui relèvent du Programme intégré de coopération technique (PICT), sont conçues pour aider les pays en développement¹ à appliquer les règles et les normes maritimes internationales de manière efficace et harmonisée, conformément au mandat global de l'OMI, qui a pour objet de "promouvoir, par le biais de la coopération, la sécurité, la sûreté, l'efficacité et la viabilité des transports maritimes ainsi que le respect de l'environnement". Ainsi, le PICT, qui s'appuie sur les objectifs de la mission de coopération technique de l'OMI, vise à répondre aux besoins des États Membres en matière d'assistance technique, tandis que, parallèlement, sa planification méthodique garantit la pertinence, la transparence, l'efficacité et l'efficience de l'assistance technique fournie. L'exécution du PICT permet à l'OMI de satisfaire aux objectifs de renforcement des capacités maritimes régionales et de promotion du développement des transports maritimes dans le monde entier.

2 Le PICT s'articule autour d'un cadre intégré de programmes régionaux et mondiaux qui est planifié et présenté tous les deux ans au Comité de la coopération technique (Comité TC) aux fins d'approbation. Les programmes annuels sont parachevés dans le cadre des documents sur l'exécution du programme et prêts à être exécutés au début de chaque année civile.

3 En 2021, la pandémie de COVID-19 a continué de perturber l'exécution des activités de coopération technique de l'Organisation, y compris celles qui relevaient du PICT. Néanmoins, les résultats afférents à l'exécution du PICT en 2021 sont le fruit du travail collectif de quelque 32 fonctionnaires chargés de l'exécution et de leur personnel d'appui. Parmi ces fonctionnaires figurent des membres du personnel de l'OMI qui travaillent au Siège, à Londres, et dans les bureaux de présence régionale, ainsi que des représentants des partenaires extérieurs et des organismes régionaux.

4 Si le présent rapport décrit en détail les activités menées dans le cadre du PICT et des projets thématiques à long terme, d'autres renseignements pratiques sur des aspects spécifiques de la coopération technique sont soumis à l'examen du Comité de la coopération technique au titre de différents points de l'ordre du jour. Lorsqu'il y a lieu, il est fait référence à ces documents dans le texte du présent rapport.

5 Il est rendu compte dans le présent rapport des résultats annuels pour 2021, tant en termes financiers qu'en termes qualitatifs, afin de donner une représentation complète et transparente des résultats des activités menées. Le rapport se compose de deux parties distinctes, qui correspondent aux annexes suivantes :

- .1 annexe 1 – une synthèse des travaux accomplis dans le cadre du PICT et des projets thématiques à long terme en 2021, accompagnée de résumés et de statistiques sur les activités du PICT, y compris d'un appendice décrivant en détail les résultats des différentes activités des programmes régionaux et mondiaux du PICT; et
- .2 annexe 2 – un aperçu de l'utilisation des ressources financières affectées au PICT et aux projets thématiques à long terme, étayé par une analyse statistique indiquant les tendances relatives à l'exécution des activités à long terme, un profil des contributions des donateurs faisant état des ressources

¹ Les mentions "pays en développement" et "régions en développement" sont employées à des fins statistiques et ne reflètent pas un jugement sur le stade de développement atteint par un pays ou une région en particulier.

utilisées² et des données sur les ressources utilisées et les dépenses effectuées par région et par domaine maritime. On trouvera à l'appendice de l'annexe 2 une liste des dépenses effectuées au titre de chaque programme en 2021.

6 Dans un souci de clarté, les renseignements communiqués dans le présent rapport ne portent que sur les dépenses liées aux activités de coopération technique de l'OMI. Des renseignements financiers complets sont communiqués dans le document C 127/5(b) du Conseil, intitulé "Rapport financier et états financiers vérifiés pour l'exercice financier clos le 31 décembre 2021 et rapport du Commissaire aux comptes".

APERÇU ET EXÉCUTION DU PROGRAMME

Aperçu de l'exécution du PICT en 2021

7 Les activités menées dans le cadre du PICT en 2021 ont porté sur un large éventail de questions liées aux domaines maritimes suivants : la sécurité maritime; la sûreté maritime; la facilitation du trafic maritime international; la législation maritime; la protection du milieu marin; l'audit des États Membres; la formation maritime; et le secteur maritime dans son ensemble.

8 Il a été tenu compte, dans le cadre du PICT, des objectifs respectifs des orientations stratégiques et des résultats approuvés qui figurent dans le Plan stratégique révisé de l'Organisation pour la période de six ans allant de 2018 à 2023 (résolution A.1149(32)). Il a été tenu compte également de la vision et des principes directeurs du Secrétaire général en matière de coopération technique. Par ailleurs, il a été dûment tenu compte du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) des Nations Unies, des stratégies régionales et sous-régionales ainsi que des conclusions des audits effectués au titre du Programme d'audit des États Membres de l'OMI. À cet égard, l'accent a été mis en particulier sur le renforcement des capacités institutionnelles et la mise en valeur des ressources humaines dans les régions concernées.

9 Pour compléter les programmes régionaux, les programmes mondiaux ont été axés sur des problèmes techniques spécifiques et sur un certain nombre d'enjeux nouveaux recensés au niveau mondial. Cette souplesse offerte par la structure même du PICT permet de cibler les fonds nécessaires dans un grand nombre de domaines. Les pays en développement tirent parti de la symbiose des programmes régionaux et mondiaux, qui permet de mener des activités dans les pays qui en ont le plus besoin et a également une incidence positive sur le développement durable de la communauté maritime dans son ensemble.

10 La capacité de l'OMI à fournir une assistance technique a été renforcée au moyen des accords de partenariat officiels qu'elle avait établis avec nombre de ses États Membres et avec plusieurs organisations régionales et internationales (TC 72/4(b)). Cela démontre qu'il est important de continuer à établir des accords de partenariat officiels pour promouvoir le programme de coopération technique de l'OMI.

11 La mission de coopération technique de l'OMI a été remplie tout au long de l'année 2021, notamment grâce à la mise en œuvre d'un large éventail d'activités au titre du PICT. Une synthèse de toutes les réalisations obtenues dans le cadre des différents programmes est présentée dans les tableaux et graphiques qui figurent à la fin des sections

² Aux fins de la budgétisation et de l'exécution des activités de coopération technique, le Fonds TC est considéré comme une "entité donatrice" dans le cadre de la gestion du programme de coopération technique.

relatives à l'aperçu de l'exécution des programmes régionaux et mondiaux. On trouvera de plus amples renseignements sur les activités menées, y compris sur les résultats obtenus et les pays participants, à l'appendice du présent rapport.

Données récapitulatives pour 2021

12 Bien que l'OMI s'efforce d'exécuter toutes les activités programmées pour une année donnée, il est parfois nécessaire, dans certaines circonstances, d'annuler ou de reporter des activités pour les raisons suivantes : demande expresse d'un pays hôte; problèmes de sûreté; situation politique; phénomène météorologique ou épidémie; etc. C'est la raison pour laquelle le taux d'exécution des activités programmées n'atteint jamais 100 %. Cela s'est vérifié tout particulièrement en 2021, dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

13 En 2021, 102 activités ont été menées sur un total de 202 activités programmées, ce qui représente un taux d'exécution de 50 %. Ces chiffres constituent une augmentation de 12 % par rapport au nombre d'activités qui avaient été menées en 2020 (81 activités avaient été menées sur un total de 213 activités programmées, ce qui représentait un taux d'exécution de 38 %). Outre les 102 activités qui ont été menées à bien en 2021, 45 autres activités ont été lancées à la fin de l'année 2021, lesquelles ne seront pas achevées avant le premier trimestre de 2022. Bien qu'elles ne soient pas prises en compte dans les chiffres du présent rapport annuel pour 2021, ces activités témoignent des efforts concrets que le Secrétariat a mis en œuvre au cours de l'année civile 2021 et méritent d'être notées.

14 Sur les 102 activités qui ont été menées à bien en 2021, 8 étaient des missions consultatives et d'évaluation des besoins et 44 étaient des cours de formation nationaux et régionaux (ce qui constitue une augmentation par rapport aux 27 formations qui avaient été dispensées en 2020). Les chiffres relatifs aux autres activités, consacrées notamment à l'élaboration et à la traduction de supports de formation, aux réunions des responsables des administrations maritimes, à diverses conférences et aux autres aspects propres à l'assistance technique, sont restés pratiquement inchangés en 2021, dans la mesure où 50 activités de ce type ont été organisées cette même année, contre 49 en 2020.

15 Au total, l'OMI a financé 216 bourses d'études dans le secteur maritime en 2021. Ce chiffre est nettement supérieur à celui de 2020, où l'Organisation avait financé 99 bourses, car les fonds qui n'avaient pas été utilisés en raison de la pandémie de COVID-19 ont été réaffectés afin de financer les bourses d'études. Sur l'ensemble des étudiants boursiers, 82 ont été diplômés de l'un des deux établissements de formation maritime à vocation mondiale de l'OMI, à savoir l'Université maritime mondiale (UMM) et l'Institut de droit maritime international (IMLI) de l'OMI, tandis que les 134 autres ont été parrainés aussi bien par l'Organisation que par des donateurs pour l'obtention de leur diplôme auprès d'autres établissements de formation maritime, tels que l'Institut portuaire d'enseignement et de recherche (IPER) du Havre, en France, et l'Académie maritime internationale pour la sécurité, la sûreté et l'environnement (IMSSEA), en Italie.

16 En outre, quelque 1 592 personnes³ dans le monde ont reçu une formation dans le cadre d'ateliers et de séminaires de formation nationaux et régionaux, ce qui constitue une augmentation considérable par rapport aux 943 personnes qui avaient suivi une formation en 2020. Cette augmentation s'explique par le fait qu'au cours de la deuxième année de la pandémie, il y a eu un accroissement des moyens permettant d'accéder à une formation en ligne. En 2021, quelque 358 hauts fonctionnaires ont également participé à des activités

³ Il convient de noter que ces chiffres sont indicatifs, dans la mesure où il est probable qu'un certain nombre de fonctionnaires aient participé à deux ou à plusieurs ateliers et séminaires de formation consacrés à diverses questions.

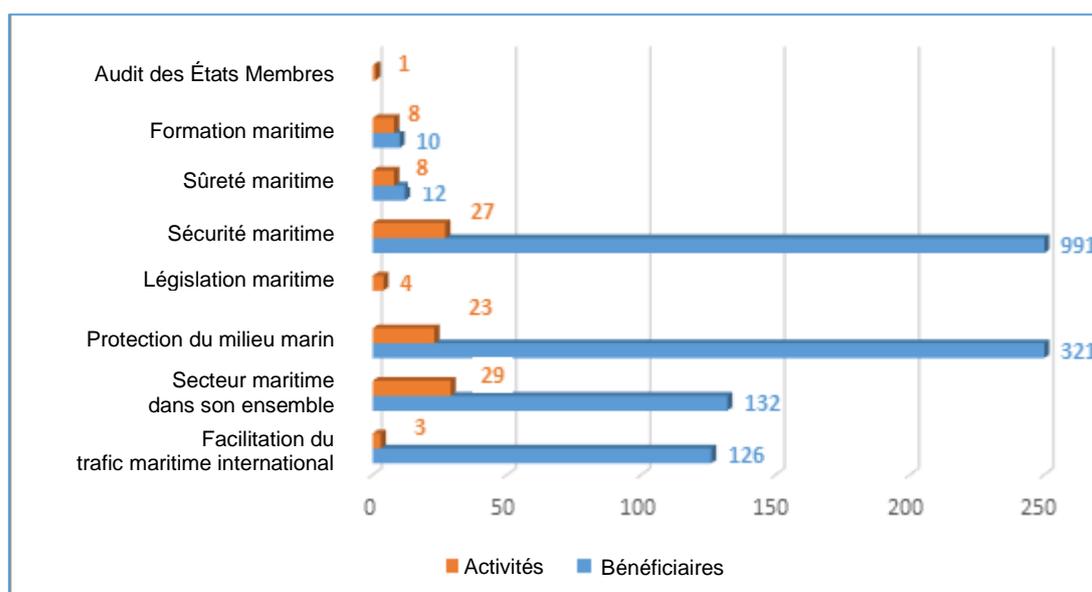
consacrées à l'élaboration de stratégies régionales axées sur des questions maritimes techniques et à leur harmonisation.

17 Le tableau 1 présente le nombre d'activités et les différents types d'activités menées dans le cadre du PICT en 2021, ainsi que le nombre de personnes ayant bénéficié d'une formation et le nombre de boursiers pour cette même année, tandis que le graphique 1 présente le nombre d'activités et de bénéficiaires (boursiers non compris) par domaine maritime.

Tableau 1 – Synthèse des activités menées au titre du PICT, 2021

Activités	2021
Missions consultatives/d'évaluation	8
Activités de formation à l'échelle nationale	19
Activités de formation à l'échelle régionale	25
Autres activités	50
Activités – total	102
Boursiers	
Boursiers (étudiants des établissements de formation maritime à vocation mondiale financés par l'OMI)	82
Autres boursiers (étudiants d'autres établissements de formation maritime parrainés par l'OMI et des donateurs)	134
Boursiers – sous-total	216
Personnes ayant bénéficié d'une formation	
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	1 592
Personnes ayant bénéficié d'une formation et boursiers - total	1 808
Autres	
Responsables chargés de la stratégie	358

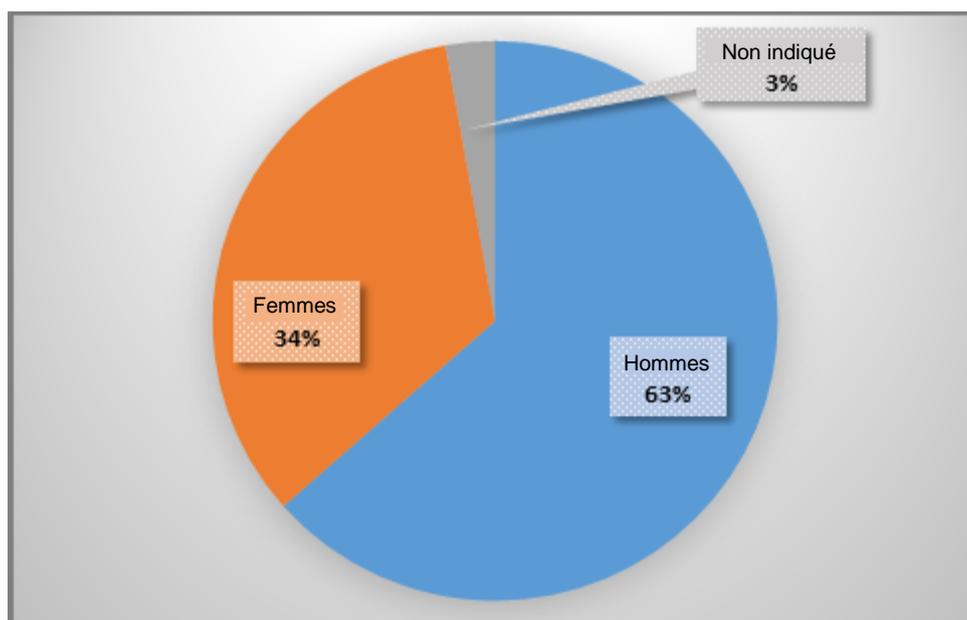
Graphique 1 – Total des activités menées et des personnes ayant bénéficié d'une formation au titre du PICT par domaine maritime, 2021



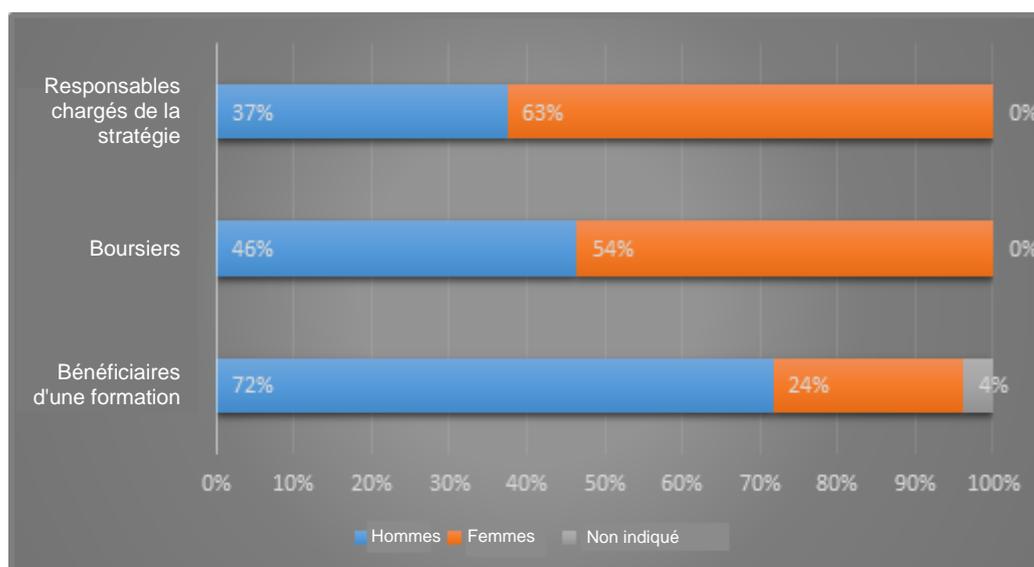
18 Depuis plus de 30 ans, le Programme de l'OMI sur les femmes du secteur maritime assure la promotion des perspectives qui s'offrent à ces dernières au sein du secteur. On trouvera de plus amples renseignements sur ce programme dans le document TC 72/9. Notons toutefois qu'afin de tenir compte de la question de l'égalité des sexes, des statistiques relatives au sexe des participants sont désormais incluses dans le rapport annuel sur l'exécution du PICT. À cet égard, depuis 2018, les participants aux cours et ateliers de formation parrainés par l'OMI sont invités à indiquer leur sexe lorsqu'ils s'inscrivent, en sélectionnant l'une des trois options prévues à cet effet ("Homme", "Femme" ou "Préfère ne pas répondre"). Cela permet à l'Organisation de recueillir des données sur le sexe des participants et, au fil du temps, de dresser un tableau des tendances relatives à la participation des hommes et des femmes aux activités de coopération technique de l'OMI.

19 Comme le montre le graphique 2 ci-dessous, 34 % des participants aux activités du PICT étaient des femmes en 2021, ce qui équivaut pratiquement au taux de 35 % qui avait été enregistré en 2020. Toutefois, comme le montre la répartition plus détaillée présentée dans le graphique 3, les catégories des hauts fonctionnaires et des boursiers étaient composées à 63 % et à 54 % de femmes, respectivement. Ces données sont extrêmement positives du point de vue de l'égalité des sexes. Le pourcentage global de femmes relevant de la catégorie des personnes ayant bénéficié d'une formation a néanmoins chuté à seulement 24 % en 2021, ce qui indique que des progrès restent à accomplir dans ce domaine.

Graphique 2 – Sexe des participants aux activités du PICT, 2021



Graphique 3 – Sexe et catégorie des participants aux activités du PICT, 2021



Apprentissage en ligne

20 Au cours de la période considérée, le Secrétariat a continué de travailler à l'élaboration de cours d'apprentissage en ligne pour compléter la tenue d'activités de coopération technique en présentiel. Ces cours d'apprentissage en ligne sont élaborés et financés dans le cadre du PICT en réponse aux demandes que les États Membres avaient adressées au Secrétariat pour qu'il élabore ce type de cours et facilite la fourniture d'une assistance technique. Notons que les recommandations qui avaient été formulées dans les rapports d'évaluation du PICT pour les périodes 2012-2015 et 2016-2019 avaient déjà mis ce besoin en évidence. Ces travaux sont également conformes aux conclusions et aux recommandations issues de l'examen des pratiques numériques de l'OMI, en vertu desquelles la mise en place de cours d'apprentissage en ligne avait été identifiée comme un élément prioritaire.

21 Les travaux menés dans le cadre du projet pilote d'apprentissage en ligne OMI/UMM qui visent à mettre au point trois cours d'apprentissage en ligne ont bien avancé en 2021 et il est à prévoir que ces cours seront établis sous leur forme définitive et lancés en 2022. Le cours d'apprentissage en ligne intitulé "Introduction à la préparation, à la lutte et à la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures" (cours d'introduction à la Convention OPRC), d'une durée d'une journée, a été lancé le 7 avril 2022 en marge de la neuvième session du Sous-comité de la prévention de la pollution et de l'intervention (Sous-comité PPR). Le cours sur la gestion de l'encrassement biologique, d'une durée de deux jours et demi, sera quant à lui lancé officiellement en marge du TC 72. Pour ce qui est du cours à l'intention des auditeurs du Programme d'audit des États Membres de l'OMI, d'une durée de cinq jours, il est à prévoir qu'il sera établi sous sa forme définitive avant la fin de l'année 2022. Dans le droit fil de ce projet pilote, d'autres cours d'apprentissage en ligne de l'OMI seront mis au point à l'avenir, y compris une version en espagnol du cours d'introduction à la Convention OPRC, dont les travaux préparatoires ont commencé à la fin de l'année 2021.

22 Ces cours d'apprentissage en ligne sont la propriété de l'OMI et sont hébergés sur la plateforme du système de gestion de la formation de l'OMI, le cas échéant. Ils peuvent être consultés sur le site Web de l'OMI ou à l'adresse suivante : <https://ims.imo.org/moodle310/>. Il existe deux types de cours d'apprentissage en ligne :

- .1 des cours en libre inscription ouverts aux parties intéressées du secteur maritime qui peuvent suivre un cours particulier à tout moment; et
- .2 des cours à inscription autorisée qui sont dispensés périodiquement aux échelles nationale, régionale ou mondiale et pour lesquels la participation se fait à l'invitation de l'OMI.

23 Outre le projet pilote d'apprentissage en ligne OMI/UMM, le Secrétariat a également organisé, en 2021, deux ateliers régionaux hybrides de formation des instructeurs à l'intention des gens de mer servant à bord des navires exploités dans les eaux polaires, lesquels se sont tenus en ligne/en mode virtuel.

APERÇU DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES RÉGIONAUX EN 2021

24 Il convient de rappeler que l'exécution des activités du PICT a été perturbée dans toutes les régions en raison de la pandémie de COVID-19. Dans ce contexte, certaines des restrictions de voyage qui ont été imposées et des mesures sanitaires qui ont été prises à titre préventif ont entraîné l'annulation et/ou le report de plusieurs activités prévues pour 2021. Notons toutefois que tout a été mis en œuvre, dans la mesure du possible, pour que ces activités se tiennent en mode virtuel.

Afrique : aperçu des activités menées dans la région en 2021

25 Malgré l'incidence de la pandémie, 18 activités de coopération technique se sont tenues en mode virtuel/en ligne au cours de la période considérée, lesquelles étaient axées spécifiquement sur la sécurité et la sûreté maritimes, la protection du milieu marin et la facilitation du trafic maritime international, et s'adressaient aux 54 États Membres de l'OMI de la région de l'Afrique.

26 En dépit des restrictions, les trois bureaux de présence régionale de l'OMI en Afrique, installés respectivement à Abidjan (Côte d'Ivoire), à Accra (Ghana) et à Nairobi (Kenya), ont continué de jouer un rôle essentiel en fournissant une assistance technique et des conseils et en recensant les besoins pertinents des pays de la région en matière de coopération technique. Dans la région de l'Afrique, 43 % des États Membres de l'OMI sont classés dans la catégorie des pays les moins avancés (PMA) et 11 % dans celle des petits États insulaires en développement (PEID). Par conséquent, il a été tenu compte des besoins spécifiques de ces pays en matière de transport maritime dans le cadre de toutes les activités qui ont été organisées en 2021. Un exemple précis est celui de l'assistance technique offerte au Cabo Verde entre avril et juin 2021 afin d'aider le pays à mettre en œuvre son plan de mesures correctives et, ainsi, à donner suite aux conclusions et aux constatations tirées de l'audit dont il avait fait l'objet au titre du Programme d'audit des États Membres de l'OMI.

27 La répression des actes de piraterie et des vols à main armée à l'encontre des navires dans l'océan Indien occidental et le golfe d'Aden a continué de faire l'objet d'une attention toute particulière, notamment grâce à la mise en place d'activités au titre du programme relatif au Code de conduite de Djibouti (voir le paragraphe 71 ci-dessous). En outre, face à l'augmentation du nombre d'attaques perpétrées dans la région du golfe de Guinée et à la gravité accrue de ces dernières, qui constituent une menace pour la vie et le bien-être des gens de mer ainsi que pour la sécurité des navires exploités dans la région, plusieurs fonctionnaires de la région de l'Afrique ont été parrainés pour participer à un bref cours en ligne de l'IMLI sur le droit international de la sûreté maritime (voir le paragraphe 58 ci-dessous).

28 Les pays de la région de l'Afrique ont également bénéficié d'une série d'activités de renforcement des capacités en matière de sécurité maritime, y compris concernant le Plan mondial de recherche et de sauvetage (SAR), dont l'exécution a été appuyée au moyen d'une collaboration avec la Fédération internationale de sauvetage maritime (IMRF). Une activité de formation à l'organisation et à la gestion de la recherche et du sauvetage a été dispensée en mode virtuel à l'intention du Ghana. Ont également été organisés deux ateliers régionaux sur le contrôle des navires par l'État du port et l'application des instruments par l'État du pavillon, ainsi que deux ateliers régionaux et un atelier national sur l'évaluation et l'examen des gens de mer, à l'intention des instructeurs, des évaluateurs et des administrateurs, sur la base des dispositions de la Convention internationale de 1978 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille, telle que modifiée. Par ailleurs, afin de faciliter la ratification et l'entrée en vigueur de l'Accord du Cap de 2012, l'OMI a organisé un webinaire régional sur la ratification et la mise en œuvre de cet instrument, auquel ont pris part 97 représentants de pays africains.

29 En ce qui concerne la facilitation du trafic maritime international, le Nigéria bénéficie d'un appui continu pour l'élaboration du système communautaire portuaire (SCP) de son autorité portuaire. Lors de la première phase du projet, l'OMI a organisé six webinaires à l'intention des parties prenantes concernées. À cette occasion, les participants ont pu acquérir une compréhension globale du concept de SCP, ainsi que des liens qui existent entre ce dernier et le principe du guichet unique dans le contexte des normes de la Convention visant à faciliter le trafic maritime international, 1965, telle que modifiée (Convention FAL).

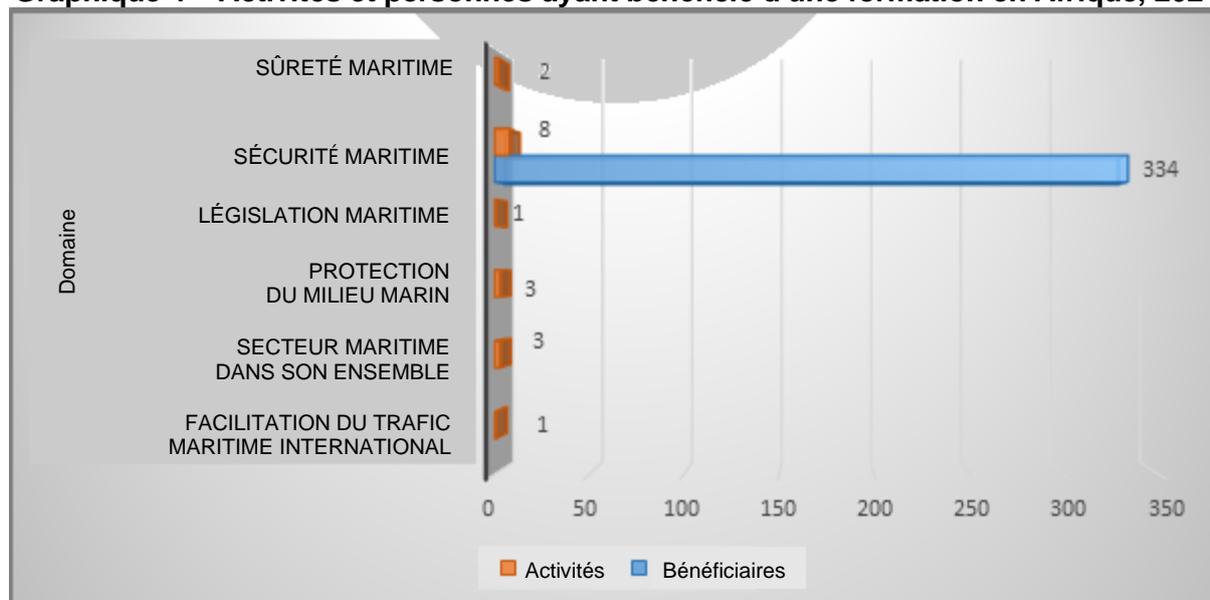
30 Conformément à l'action menée par l'OMI en vue d'appuyer la création d'associations de femmes du secteur maritime, le bureau de présence régionale d'Accra (Ghana) a facilité la création de l'Association des femmes du secteur maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WIMOWCA) en juillet 2021.

31 Le bureau de présence régionale de Nairobi (Kenya) a quant à lui pris part à plusieurs conférences et réunions pertinentes qui se sont tenues en mode virtuel, y compris la deuxième conférence sur la croissance de l'économie bleue, les réunions mensuelles du groupe de travail de l'administration maritime somalienne et la réunion sur le développement durable des ports de l'océan Indien occidental.

Tableau 2 – Synthèse des réalisations dans la région de l'Afrique, 2021

Activités	2021
Missions consultatives/d'évaluation	2
Activités de formation à l'échelle nationale	5
Activités de formation à l'échelle régionale	6
Autres activités	5
Personnes ayant bénéficié d'une formation/Boursiers	
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	334
Boursiers (étudiants des établissements de formation maritimes à vocation mondiale financés par l'OMI)	40
Autres boursiers (étudiants d'autres établissements de formation maritime parrainés par l'OMI et des donateurs)	56
Autres	
Responsables chargés de la stratégie	174

Graphique 4 – Activités et personnes ayant bénéficié d'une formation en Afrique, 2021



États arabes et Méditerranée : aperçu des activités menées dans la région en 2021

32 Comme dans les autres régions, les activités de coopération technique qui ont été menées dans la région des États arabes et de la Méditerranée se sont poursuivies en mode virtuel/en ligne en 2021. Avec un total de sept activités organisées, les 22 pays de la région ont pu se concentrer sur des questions telles que la sécurité maritime, la protection du milieu marin et la facilitation du trafic maritime international.

33 La majorité des activités (quatre) qui ont été menées portaient sur le renforcement de la protection du milieu marin. Parmi elles figurait un atelier national sur la mise en œuvre et l'application des Annexes V et VI de MARPOL, qui s'est tenu en présentiel à Djibouti. L'objectif de cet atelier était de renforcer les capacités nationales relatives à la mise en œuvre et à l'application effectives de la Convention grâce à la mise en place d'installations de réception portuaires, ainsi que d'appuyer la ratification future des deux annexes susmentionnées de MARPOL.

34 L'OMI a également tiré parti de ses partenariats régionaux et a collaboré avec le Centre régional méditerranéen pour l'intervention d'urgence contre la pollution marine accidentelle (REMPEC) en vue d'organiser un atelier sous-régional sur l'utilisation du Manuel de l'ARPEL et de l'outil d'évaluation de la préparation aux déversements d'hydrocarbures (RETOS™). Elle a aussi collaboré avec le PNUD afin d'appuyer l'élaboration de mesures de planification d'urgence face au risque de déversement d'hydrocarbures provenant de l'unité flottante de stockage et de déchargement SAFER, située au large des côtes du Yémen, lesquelles devraient être achevées en 2022.

35 Les pays de la région ont également bénéficié d'un cours de formation sur les aspects techniques du nettoyage des déversements d'hydrocarbures et de la gestion des déchets, qui s'est tenu au Liban, et une stratégie nationale de gestion des eaux de ballast a été élaborée au Maroc.

36 En ce qui concerne la sécurité maritime, l'OMI a organisé un webinaire national à l'intention du Maroc sur les responsabilités relatives à l'application des instruments par l'État du pavillon et au contrôle des navires par l'État du port, au cours duquel les participants ont pu suivre une formation sur la manière d'effectuer des inspections appropriées à bord des

navires et de procéder aux vérifications qui s'imposent, conformément aux prescriptions des instruments pertinents de l'OMI.

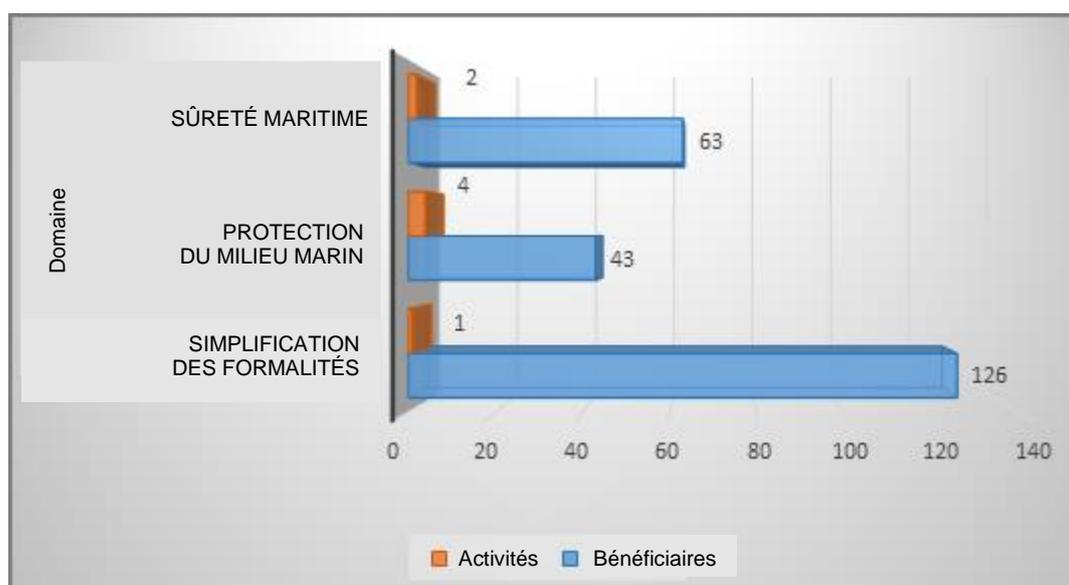
37 Les pays de la région ont également bénéficié d'un webinaire sur la ratification et la mise en œuvre de l'Accord du Cap de 2012, en vue de sa possible entrée en vigueur le 11 octobre 2022, c'est-à-dire à la date du dixième anniversaire de son adoption.

38 En ce qui concerne le domaine de la facilitation du trafic maritime international, 126 participants issus de la région des États arabes et de la Méditerranée ont participé à un webinaire régional visant à promouvoir la ratification et la mise en œuvre effective de la Convention FAL. Ce webinaire visait à sensibiliser les participants à l'importance que la Convention FAL revêtait en tant qu'instrument essentiel de la facilitation du commerce, en leur permettant d'acquérir une meilleure compréhension du principe du guichet unique, ainsi que des techniques de traitement et d'échange électronique des données pour l'accomplissement des formalités concernant les navires, les personnes et les cargaisons dans les ports.

**Tableau 3 – Synthèse des réalisations dans la région
des États arabes et de la Méditerranée, 2021**

Activités	2021
Missions consultatives/d'évaluation	0
Activités de formation à l'échelle nationale	3
Activités de formation à l'échelle régionale	2
Autres activités	2
Personnes ayant bénéficié d'une formation/Boursiers	
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	232
Boursiers (étudiants des établissements de formation maritimes à vocation mondiale financés par l'OMI)	7
Autres boursiers (étudiants d'autres établissements de formation maritime parrainés par l'OMI et des donateurs)	8
Autres	
Responsables chargés de la stratégie	0

Graphique 5 – Activités et bénéficiaires d'une formation dans la région des États arabes et de la Méditerranée, 2021



Asie et Pacifique : aperçu des activités menées dans la région en 2021

39 En dépit des restrictions imposées dans le contexte de la pandémie de COVID-19, l'OMI a eu recours aux méthodes d'exécution en ligne et a ainsi pu mener à bien un total de 26 activités dans les régions de l'Asie et du Pacifique, lesquelles visaient principalement à renforcer la sécurité maritime, à améliorer la protection du milieu marin et à favoriser le développement du secteur maritime dans son ensemble. Le coordonnateur régional de l'OMI pour l'Asie de l'Est et le fonctionnaire de la coopération technique de l'OMI établi au sein de la Communauté du Pacifique (CPS) pour les pays insulaires du Pacifique ont continué d'interagir avec les États Membres de leur région respective et de les aider, y compris en leur donnant des conseils et en leur fournissant une assistance pour l'exécution d'activités nationales et régionales, principalement en mode virtuel.

40 L'OMI a reçu un large soutien par l'intermédiaire des différents accords de partenariat qu'elle avait établis avec plusieurs États Membres et partenaires régionaux, tels que l'Australie, la Belgique, la Chine, la République de Corée, la CPS et le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE). Les États Membres ont organisé plusieurs activités dans le cadre de ce soutien. À titre d'exemple, la République de Corée a instauré un programme de formation à bord dans la ville de Busan, auquel de nombreux participants de la région de l'Asie ont pris part.

41 En réponse à la crise que les gens de mer traversent du fait de la pandémie, plusieurs tables rondes et réunions virtuelles ont été organisées pour remédier aux difficultés rencontrées par ces derniers dans le cadre de leur rapatriement, y compris dans les lieux de transition vers les pays du Pacifique, et des mesures ont été prises par les États Membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) concernant l'accès des gens de mer à la relève des équipages, au rapatriement et aux programmes nationaux de vaccination.

42 Tout au long de l'année, des efforts considérables ont été mis en œuvre pour permettre le lancement d'une étude sur la sécurité et le rendement énergétique des navires à passagers effectuant des voyages nationaux aux Philippines. En outre, les pays de la région de l'Asie ont continué de bénéficier du projet à long terme MEPSEAS, qui est financé par la Norvège et qui fournit une assistance à sept pays d'Asie du Sud-Est (Cambodge, Indonésie,

Malaisie, Myanmar⁴, Philippines, Thaïlande et Viet Nam) dans le domaine de la protection du milieu marin.

43 Par ailleurs, afin de renforcer les capacités des États insulaires du Pacifique, des efforts considérables ont été mis en œuvre de façon concertée par les parties internes et externes, les partenaires régionaux et mondiaux et les États métropolitains de la région des îles du Pacifique en vue d'organiser un atelier conjoint sur la ratification et la mise en œuvre effective des conventions en matière de lutte contre les déversements d'hydrocarbures, de responsabilité et d'indemnisation. La première phase de cet atelier régional s'est concentrée sur l'expérience pratique acquise dans le cadre des déversements d'hydrocarbures, les enseignements tirés à l'égard de ces derniers et les meilleures pratiques à suivre en la matière, et, pour ce faire, elle s'est fondée sur l'exemple de l'incident du **Solomon Trader**.

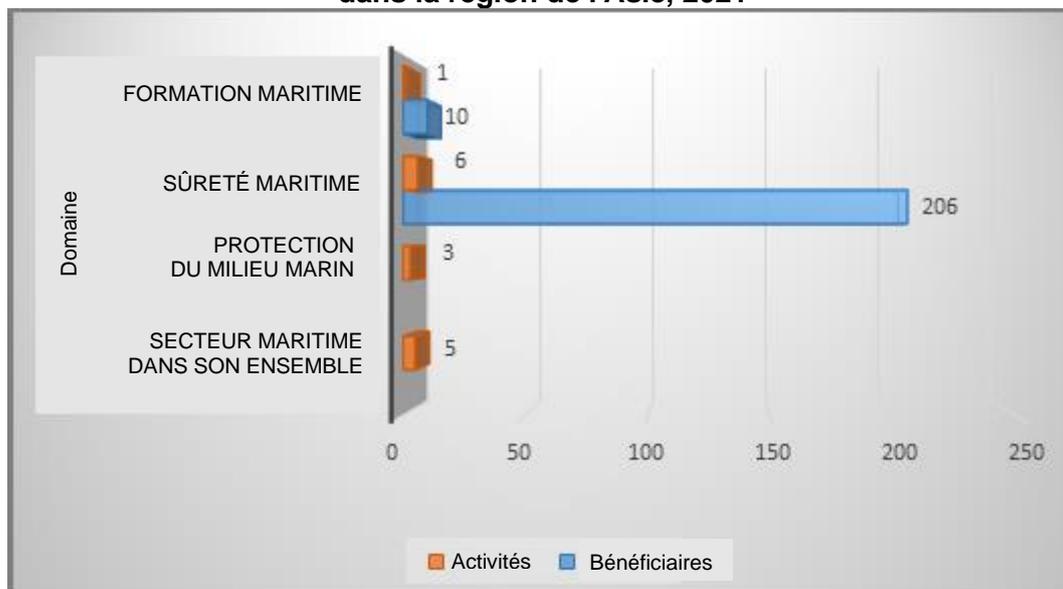
44 La reprise des activités a été assurée au titre du programme de renforcement des capacités de l'Autorité maritime des Îles Salomon (SIMA), qui est financé par la Belgique. En outre, plusieurs réunions virtuelles de consultation interactive entre les États du Pacifique ont été mises en place afin de concentrer les efforts de ces derniers sur les stratégies à long terme et la création d'un bureau de présence régionale de l'OMI dans la région des îles du Pacifique.

Tableau 4 – Synthèse des réalisations dans les régions de l'Asie et des îles du Pacifique, 2021

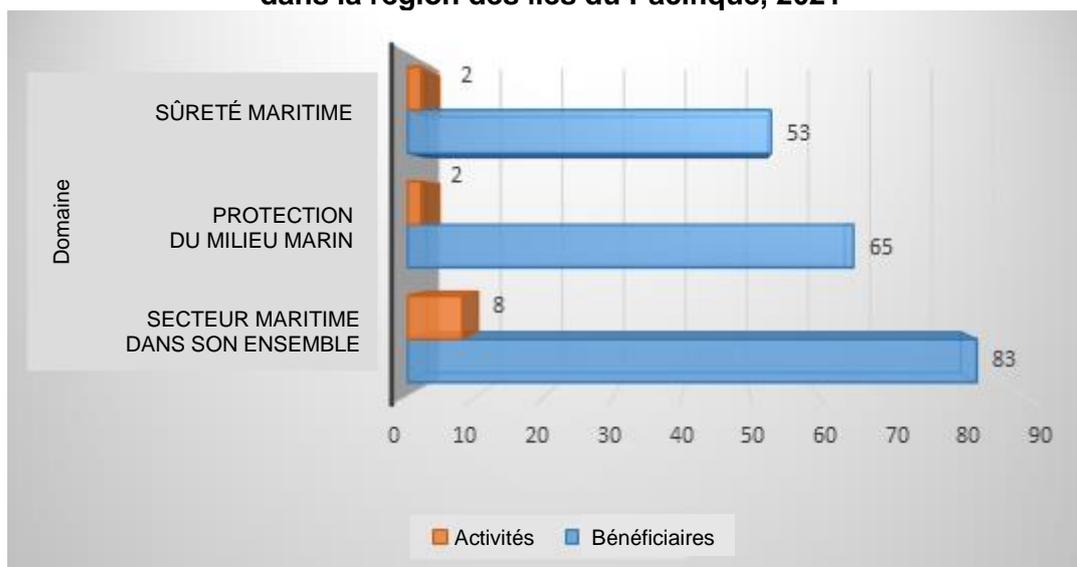
Activités	Asie	Pacifique
Missions consultatives/d'évaluation	0	0
Activités de formation à l'échelle nationale	3	3
Activités de formation à l'échelle régionale	4	2
Autres activités	7	7
Personnes ayant bénéficié d'une formation/Boursiers		
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	216	201
Boursiers (étudiants des établissements de formation maritimes à vocation mondiale financés par l'OMI)	17	5
Autres boursiers (étudiants d'autres établissements de formation maritime parrainés par l'OMI et des donateurs)	19	20
Autres		
Responsables chargés de la stratégie	0	120

⁴ En raison des restrictions actuellement imposées par les Nations Unies au Myanmar, les activités du projet MEPSEAS qui devaient être organisées à l'intention de ce pays ont été suspendues jusqu'à nouvel ordre.

Graphique 6 – Activités et bénéficiaires d'une formation dans la région de l'Asie, 2021



Graphique 7 – Activités et bénéficiaires d'une formation dans la région des îles du Pacifique, 2021



Asie occidentale et Europe orientale : aperçu des activités menées dans la région en 2021

45 L'exécution du programme pour l'Asie occidentale et l'Europe orientale s'est poursuivie en ligne tout au long de l'année 2021. L'accent a été mis sur un aspect essentiel de la sécurité maritime, à savoir l'acceptation générale et la mise en œuvre effective de l'Accord du Cap par tous les États Membres de la région et la ratification de l'Accord par les États Membres de l'Union européenne (UE) qui sont déjà Parties au Protocole de Torremolinos de 1993. La mise en place de deux activités distinctes à l'intention des États Membres de l'UE et des États Membres de la région qui ne font pas partie de l'UE a permis à ces États de mettre en commun des renseignements sur les enseignements tirés dans le cadre du processus de ratification, ainsi que sur les obstacles à l'acceptation et à la mise en œuvre effective de l'Accord qui ont été recensés.

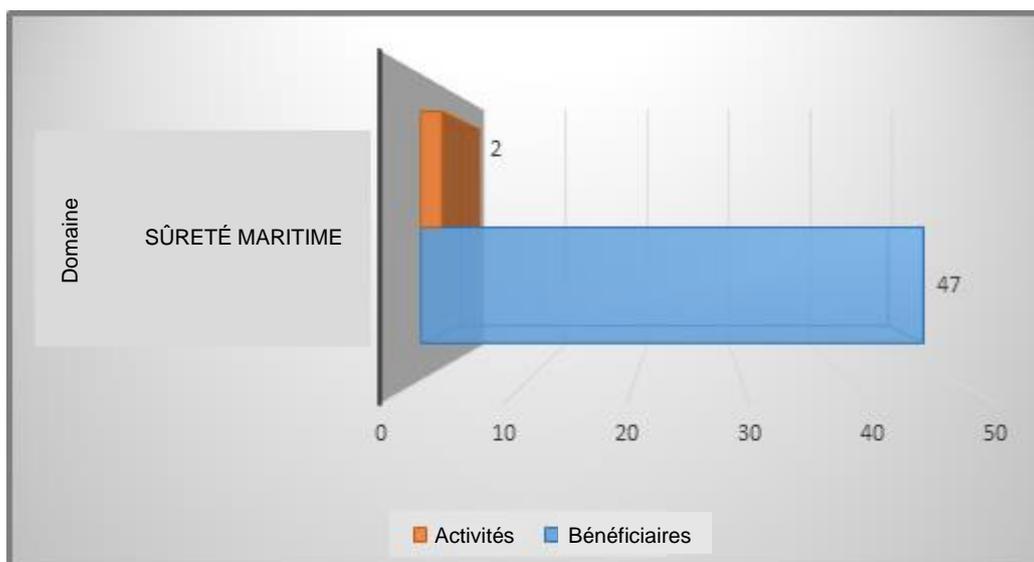
46 En outre, grâce à un partenariat avec le REMPEC, les pays de la région ont pu bénéficier d'une formation à la préparation et à la planification d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures et acquérir des connaissances pratiques concernant l'utilisation et les avantages du Manuel de l'ARPEL et de l'outil RETOS™, aux fins de l'identification et de l'analyse des lacunes dans les programmes nationaux de certains États Membres de la région pour la préparation et la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures.

47 Le programme a également permis de continuer à donner des orientations aux États Membres en vue de faciliter le rapatriement des gens de mer et la relève des équipages. Plus de 50 % des États Membres de la région ont désigné les gens de mer comme des "travailleurs clés", conformément à la résolution MSC.473(ES.2), et ont mis en œuvre la circulaire MSC.1/Circ.1637 avec succès.

Tableau 5 – Synthèse des réalisations dans la région de l'Asie occidentale et de l'Europe orientale, 2021

Activités	2021
Missions consultatives/d'évaluation	0
Activités de formation à l'échelle nationale	0
Activités de formation à l'échelle régionale	2
Autres activités	0
Personnes ayant bénéficié d'une formation/Boursiers	
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	47
Boursiers (étudiants des établissements de formation maritimes à vocation mondiale financés par l'OMI)	2
Autres boursiers (étudiants d'autres établissements de formation maritime parrainés par l'OMI et des donateurs)	2
Autres	
Responsables chargés de la stratégie	0

Graphique 8 – Activités et bénéficiaires d'une formation dans la région de l'Asie occidentale et de l'Europe orientale, 2021



Amérique latine et Caraïbes : aperçu des activités menées dans la région en 2021

48 Compte tenu des difficultés que la pandémie de COVID-19 a continué de poser en 2021, les activités de renforcement des capacités organisées dans la région se sont concentrées sur la mise en place d'activités en ligne, de consultations à distance et de missions d'évaluation des besoins, avec l'appui des partenaires régionaux de l'OMI que sont la Commission centraméricaine du transport maritime (COCATRAM) et le Centre régional d'activités de formation et de renseignements en cas de situation critique due à la pollution marine pour les Caraïbes (RAC/REMPEITC-Caribe).

49 Une analyse des besoins régionaux réalisée en 2020 a permis de recenser quatre questions prioritaires dans le domaine de la sécurité maritime et quatre questions prioritaires dans le domaine de la protection du milieu marin sur lesquelles les États Membres des régions de l'Amérique latine et des Caraïbes doivent concentrer leurs efforts. Ces questions sont les suivantes : la recherche et le sauvetage, la Convention STCW, le Code international de gestion de la sécurité (Code ISM) et la Convention FAL – pour ce qui est du domaine de la sécurité maritime; et la Stratégie de l'OMI concernant la réduction des émissions de GES, la Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (Convention OPRC), l'encrassement biologique et la Convention et le Protocole de Londres – pour ce qui est du domaine de la protection du milieu marin.

50 Pour répondre aux questions prioritaires qui ont été recensées dans le domaine de la sécurité maritime, quatre programmes thématiques pilotes ont été lancés au cours de l'année 2021 pour les États Membres de la COCATRAM, en Amérique centrale, l'objectif étant d'élargir la portée de ces programmes aux États Membres du Réseau opérationnel de coopération régionale des autorités maritimes des Amériques (ROCRAM) et des Caraïbes lorsque leur efficacité aurait été démontrée. Ainsi, 11 des 14 activités menées en Amérique latine étaient liées à ces quatre programmes pilotes, portant respectivement sur chacune des quatre questions prioritaires qui avaient été recensées dans le domaine de la sécurité maritime.

51 En particulier, l'élaboration et l'application du "Plan d'action pour la mise en œuvre de l'accord multilatéral sur la coordination des opérations de recherche et de sauvetage maritimes en Amérique centrale" ont été achevées en mars 2021. Après l'élaboration du plan régional SAR et la mise à jour des plans nationaux SAR, une série d'activités de formation nationales et régionales consacrées à la Convention internationale sur la recherche et le sauvetage maritimes et aux volumes II et III du Manuel international de recherche et de sauvetage aéronautiques et maritimes (Manuel IAMSAR) ont été organisées en ligne à l'intention des États Membres de la COCATRAM.

52 Dans le cadre d'une mission d'évaluation des besoins des États Membres du Réseau opérationnel de coopération régionale des autorités maritimes de l'Amérique centrale et de la République dominicaine (ROCRAM-CA) concernant la Convention STCW, un certain nombre de renseignements ont pu être recueillis et analysés aux fins de l'élaboration d'un avant-projet de "Plan d'action pour la mise en œuvre effective de la Convention STCW à l'intention des pays de la région de l'Amérique centrale".

53 L'OMI a également organisé un cours de formation régional en ligne sur le Code ISM à l'intention des administrations et des compagnies maritimes des États Membres du ROCRAM-CA et a réalisé une étude d'évaluation des besoins de ces États aux fins de l'application de mesures visant à faciliter le trafic maritime international dans les pays d'Amérique centrale, y compris concernant leur disposition à adopter l'échange électronique de données.

54 Pour faire en sorte que l'OMI et les États Membres assurent un suivi collectif de l'exécution effective des activités prévues au titre des quatre programmes thématiques susmentionnés, un atelier virtuel sur le contrôle et le suivi des activités de coopération technique rassemblant les responsables des autorités maritimes des pays d'Amérique centrale s'est tenu à la fin de l'année 2021, afin d'examiner les activités menées à ce jour et de permettre à ces États de disposer des connaissances et des outils nécessaires pour renforcer leur aptitude à contrôler et à suivre les résultats des activités de coopération technique. L'objectif était de veiller à ce que l'ensemble des parties prenantes puissent tirer le meilleur parti possible de ces activités et d'améliorer le respect des règles et des normes maritimes internationales.

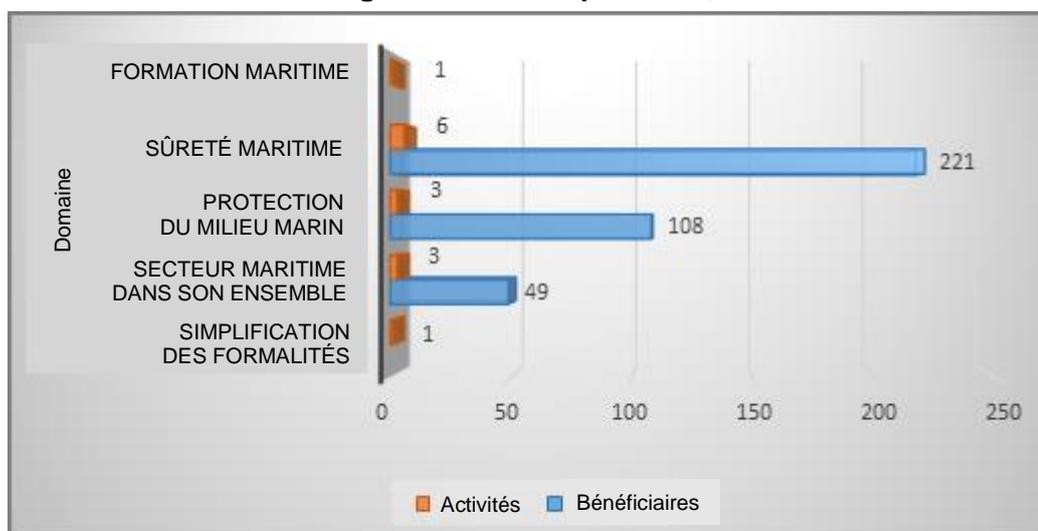
55 En outre, en réponse à la crise que les gens de mer traversent du fait de la pandémie, les participants au webinar régional intitulé "Difficultés rencontrées par les gens de mer et identification des meilleures pratiques pendant la pandémie de COVID-19 en Amérique latine", qui s'est tenu en mars 2021, ont été invités à veiller à ce que les parties prenantes concernées au sein de leur pays appliquent les directives sur les meilleures pratiques, en tenant compte notamment des nouvelles modifications qui avaient été apportées par l'OMI et appuyées par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

56 Les trois autres activités menées dans la région de l'Amérique latine et les deux autres activités menées dans la région des Caraïbes ont permis de répondre au besoin qu'avaient les États et territoires visés (c'est-à-dire Anguilla, la Grenade, le Nicaragua, le Panama, la République dominicaine et les parties française et néerlandaise de Saint-Martin) de suivre une formation ciblée en matière de planification d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures pour renforcer la protection du milieu marin.

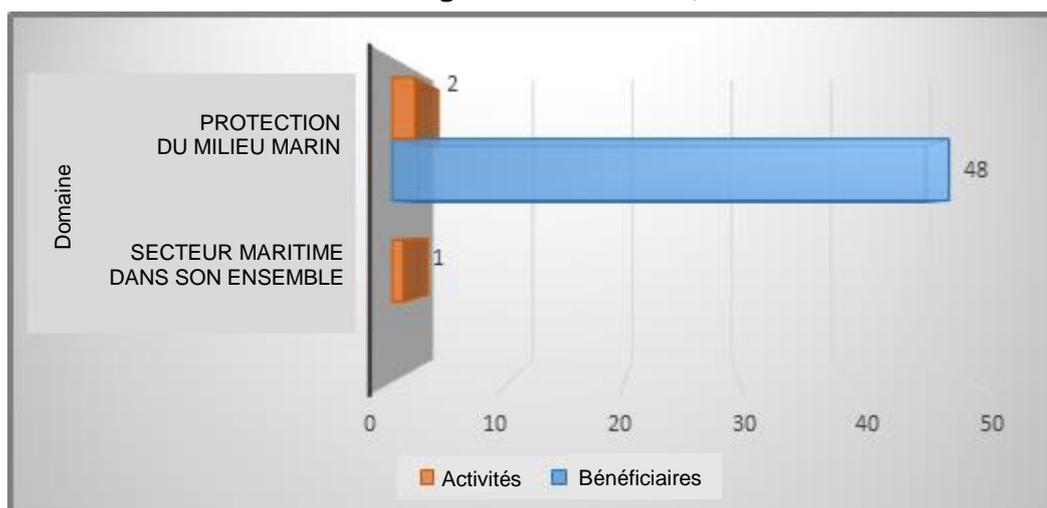
Tableau 6 – Synthèse des réalisations dans les régions de l'Amérique latine et des Caraïbes, 2021

Activités	Amérique latine	Caraïbes
Missions consultatives/d'évaluation	2	0
Activités de formation à l'échelle nationale	4	1
Activités de formation à l'échelle régionale	5	1
Autres activités	3	1
Personnes ayant bénéficié d'une formation/Boursiers		
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	378	48
Boursiers (étudiants des établissements de formation maritimes à vocation mondiale financés par l'OMI)	4	7
Autres boursiers (étudiants d'autres établissements de formation maritime parrainés par l'OMI et des donateurs)	7	22
Autres		
Responsables chargés de la stratégie	0	45

Graphique 9 – Activités et bénéficiaires d'une formation dans la région de l'Amérique latine, 2021



Graphique 10 – Activités et bénéficiaires d'une formation dans la région des Caraïbes, 2021



APERÇU DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES MONDIAUX EN 2021

57 Le programme intitulé "Services consultatifs techniques" vise, grâce à son mécanisme souple, à répondre aux demandes urgentes d'assistance technique, telles que celles qui ont trait à la pollution des mers ou aux incidents de sécurité maritime, ainsi qu'aux demandes d'assistance formulées par les gouvernements à l'égard d'autres questions urgentes et essentielles à la mise en œuvre des normes maritimes mondiales. En 2021, ce programme a permis d'appuyer les efforts mis en œuvre par l'OMI en vue de soutenir les mesures de planification d'urgence prises à l'échelle nationale et par les institutions des Nations Unies face au risque de déversement d'hydrocarbures provenant de l'unité flottante de stockage et de déchargement SAFER, située au large des côtes du Yémen, en mettant l'accent sur la promotion des meilleures pratiques et la mise en commun des enseignements tirés dans le cadre de la lutte contre les événements de pollution par les hydrocarbures. Il a notamment financé l'élaboration de documents à l'appui de la planification d'urgence face au risque de déversement d'hydrocarbures provenant de l'unité flottante de stockage et de déchargement SAFER.

58 Par l'intermédiaire de son **programme mondial à l'appui des petits États insulaires en développement (PEID) et des pays les moins avancés (PMA)**, l'Organisation a continué de fournir une assistance technique à ces pays pour répondre à leurs besoins spécifiques en matière de transport maritime. Des bourses ont été octroyées pour permettre à plusieurs spécialistes issus de PEID et de PMA de participer à des cours de formation en ligne dispensés par l'IMLI. Un appui a également été accordé à plusieurs représentants de PEID et de PMA afin qu'ils participent à des cours de formation en ligne sur la protection du milieu marin, la gouvernance des océans et le droit international de la sûreté maritime.

59 En outre, un atelier consacré à la Convention FAL a été organisé spécifiquement à l'intention d'un pays africain, relevant de la catégorie des pays les moins avancés (PMA), afin de sensibiliser les fonctionnaires de cet État à l'importance cruciale que revêt la facilitation du trafic maritime international d'un point de vue économique, ainsi que de les encourager à enclencher le processus de ratification de la Convention FAL au travers de la législation nationale.

60 Le **Programme de l'OMI sur les femmes du secteur maritime** a permis de continuer à mener des activités à l'appui de l'ODD 5 ("Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles"), telles que le dix-septième cours de formation sur "La gestion portuaire au féminin", qui a été dispensé par l'IPER/HAROPA PORT en collaboration avec l'OMI. Des bourses ont été octroyées à 26 femmes francophones occupant des postes de cadres du secteur maritime et de responsables portuaires afin qu'elles puissent prendre part à ce programme d'une durée de deux semaines.

61 Dans la continuité du soutien qu'elle apporte aux associations de femmes du secteur maritime, l'OMI a aidé l'Association des femmes du secteur maritime de la région de l'Afrique de l'Est et australe (WOMESA) à examiner et à mettre à jour sa composition et son plan stratégique (2021-2025) afin de renforcer ses capacités opérationnelles et son efficacité dans l'exercice de ses responsabilités en Afrique de l'Est et australe. En outre, l'OMI a apporté son soutien à la WOMESA dans le domaine du mentorat et à l'égard de son programme de sensibilisation des établissements scolaires, notamment en augmentant ses capacités d'adhésion, en renforçant son caractère durable et en l'aidant à se doter de moyens qui lui permettent d'établir des liens et des partenariats avec la Women's International Shipping and Trading Association (WISTA) et d'autres parties prenantes pertinentes.

62 L'OMI a également participé à l'inauguration et au lancement de la première conférence régionale de l'Association des femmes du secteur maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WIMOWCA), approfondissant ainsi son programme en faveur de l'égalité des sexes, qui prévoit de veiller à ce que les femmes participent pleinement et effectivement aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique, et y accèdent sur un pied d'égalité.

63 Enfin, le programme a permis d'appuyer et de financer la participation de 35 femmes fonctionnaires du monde entier à un programme avancé de gestion portuaire, qui a été mis en place par le Galilee International Management Institute (GIMI) et qui s'est tenu en mode virtuel en novembre 2021. Onze participantes issues de pays en développement ont par ailleurs été parrainées pour participer à la conférence virtuelle Women Offshore (une conférence rassemblant des femmes employées dans le secteur offshore).

64 Le **programme intitulé "Renforcement des capacités et formation"** continue de contribuer au renforcement des capacités maritimes nationales et régionales par la mise en valeur des ressources humaines. En 2021, le programme a financé l'octroi de bourses à des spécialistes du domaine maritime, ce qui leur a permis de suivre des études de troisième cycle universitaire à l'UMM et à l'IMLI (voir les documents TC 72/10(a) et TC 72/10(b),

respectivement), ainsi que de participer à des cours de courte et de moyenne durées dans d'autres établissements de formation (voir le document TC 72/10(c)). Il a aussi permis d'aider l'UMM et l'IMLI à améliorer leur gouvernance, ainsi que d'appuyer la mise en place de conférences, de webinaires et de séminaires par des fonctionnaires de l'OMI dans les deux établissements. Des membres du corps enseignant de l'UMM ont même contribué à organiser un séminaire à l'IMLI.

65 Un financement a également été accordé pour revoir et mettre à jour les supports de formation utilisés dans le cadre du programme de l'OMI sur les politiques de transport maritime, lesquels ont ensuite fait l'objet de travaux de traduction, en espagnol et en français, financés au titre dudit programme. Les dépenses engagées à l'appui du recrutement de trois administrateurs auxiliaires, dans le cadre du personnel mis à disposition à titre gracieux, ont elles aussi été couvertes par ce programme.

66 Le **programme mondial intitulé "Renforcement de la sûreté maritime"** a continué de viser un public ciblé, en réponse directe aux demandes que plusieurs Gouvernements contractants à la Convention SOLAS avaient formulées concernant l'application des prescriptions énoncées dans le chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et le Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires (Code ISPS), ainsi qu'à l'égard d'autres mesures de sûreté maritime qui avaient été prises par l'OMI, telles que la mise en place du système d'identification et de suivi des navires à grande distance (système LRIT), la mise en œuvre des instruments conventionnels SUA et les aspects de la Convention FAL relatifs à la sûreté.

67 Au total, en 2021, trois activités et six autres activités subsidiaires ont été organisées par le Secrétariat et/ou en collaboration avec des partenaires de développement à l'intention de l'autorité désignée, des responsables de la sûreté des ports et des navires, des gestionnaires et d'autres membres du personnel connexe, en vue notamment d'examiner et de renforcer l'application de mesures de sûreté maritime efficaces.

68 Dans le cadre du partenariat avec le programme de l'OMI en faveur de l'égalité des sexes, 20 candidates issues de petits États insulaires en développement (PEID) et de pays les moins avancés (PMA) ont participé à un cours de formation en ligne sur la sûreté maritime et portuaire qui a été dispensé par le Galilee International Management Institute (GIMI) de Nahalal (Israël). Ce cours de formation était axé sur plusieurs instruments clés, y compris les mesures de sûreté maritime énoncées dans le chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et le Code ISPS, et le Recueil de directives pratiques de l'OMI et de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur la sûreté dans les ports. Il a permis d'aborder notamment la mise en œuvre des évaluations de sûreté des installations portuaires et l'élaboration de plans et de procédures de sûreté portuaire.

69 Dans le cadre d'un projet visant à élaborer sept stratégies nationales et une stratégie régionale de sûreté maritime, le Secrétariat a apporté son soutien à l'Organisation des États américains (OEA) et au Système de sécurité régionale (RSS) dans les Caraïbes orientales. Il a, pour ce faire, organisé six ateliers pour appuyer la création des premiers registres nationaux complets de risques en matière de sûreté maritime dans la région, qui constituent un volet essentiel de l'élaboration de stratégies, et a fait part de son expertise en matière de gestion de projet. Les enseignements tirés de ce projet ont été intégrés au modèle de l'OMI reposant sur une approche de la sûreté maritime impliquant l'ensemble des pouvoirs publics (création de comités nationaux de sûreté maritime et de registres de risques et élaboration de stratégies en la matière).

70 Au titre du programme, l'OMI a continué d'élargir de manière significative l'éventail des formations proposées aux États Membres sur les cadres de gouvernance nationaux en matière de sûreté maritime et portuaire. Plusieurs améliorations ont été apportées aux formations proposées dans le cadre du modèle de l'OMI reposant sur une approche de la sûreté maritime impliquant l'ensemble des pouvoirs publics. Ont notamment été intégrés : un nouvel atelier de présentation générale; un atelier au format novateur; et un exercice de simulation d'une journée et demie sur la manière dont les comités et sous-comités nationaux de sûreté maritime devraient coopérer pour mettre en place de nouvelles initiatives dans ce domaine et remédier ainsi aux failles de sécurité dans tous les aspects du secteur maritime. Un nouveau projet a également permis d'entamer l'élaboration de supports de formation sur la sensibilisation au domaine maritime, lesquels couvriront un large éventail de sujets tels que l'intervention opérationnelle, la création de centres nationaux d'échange de renseignements maritimes et leur fonctionnement, ou les accords régionaux et internationaux en vigueur en matière d'échange de données. Enfin, de nouvelles formations sur le contrôle et la fouille des passagers et de leurs bagages ont été élaborées, au même titre que des formations sur les régimes d'inspection et d'audit que les autorités désignées doivent appliquer en vertu du Code ISPS.

71 La mise en œuvre du **programme relatif au Code de conduite de Djibouti** a permis de continuer à aider les États Membres de l'océan Indien occidental et du golfe d'Aden à renforcer leur aptitude à lutter contre la piraterie et les autres menaces pour la sûreté maritime. S'appuyant sur l'expérience acquise et les résultats satisfaisants obtenus dans le cadre de la lutte contre la piraterie et les vols à main armée à l'encontre des navires dans la région, les États signataires du Code de conduite révisé concernant la répression des actes de piraterie et des vols à main armée à l'encontre des navires dans l'océan Indien occidental et le golfe d'Aden, ainsi que la répression des activités maritimes illicites dans cette même région, ont établi une nouvelle structure de gouvernance en vue de promouvoir l'application des dispositions du Code. Cette structure se compose d'un comité directeur, d'un groupe de travail sur l'échange de renseignements et d'un groupe de travail sur le renforcement des capacités. Elle assure une meilleure coordination du renforcement des capacités au travers d'efforts concertés visant à promouvoir l'exploitation des synergies, à éviter tout chevauchement des activités et à favoriser une meilleure collaboration avec les donateurs et les partenaires d'exécution, ce qui devrait permettre de lutter plus efficacement contre les diverses menaces qui pèsent sur la sûreté maritime dans la région.

72 Le **programme intitulé "Sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre"** vise à appuyer la mise en place d'activités de renforcement des capacités axées sur la fourniture d'une assistance directe aux États Membres de la région, afin que ces derniers puissent développer et renforcer leurs moyens de faire face aux problèmes et aux difficultés qui surviennent au sein de leur espace maritime. Ce programme est financé au moyen des contributions versées au Fonds d'affectation spéciale de l'OMI pour la sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre.

73 Grâce à une contribution versée par le Gouvernement du Royaume-Uni au Fonds d'affectation spéciale de l'OMI pour la sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre, l'OMI a continué d'apporter son soutien au Centre interrégional de coordination (CIC) pour la mise en œuvre du Code de conduite de Yaoundé en recrutant un expert chargé d'évaluer la situation actuelle du Centre et de l'aider à renforcer son rôle stratégique dans la région, à faciliter les échanges avec les autres entités régionales et centres régionaux relevant de l'architecture de Yaoundé, et à financer la participation de l'OMI aux réunions pertinentes, comme celles du Groupe du G7++ des Amis du golfe de Guinée.

74 En outre, grâce à une contribution versée par la République de Corée au Fonds d'affectation spéciale de l'OMI pour la sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre, l'OMI procède actuellement à l'installation d'un réseau de radiocommunications en ondes décimétriques (HF) au sein de la zone E de l'architecture de Yaoundé. Ce réseau de radiocommunications permettra de faciliter et d'accélérer la communication et l'échange de renseignements dans la région, à terre comme en mer.

75 Dans le cadre du projet pilote d'apprentissage en ligne OMI/UMM, le **Programme d'audit des États Membres de l'OMI** a continué d'appuyer l'élaboration d'un cours de formation en ligne à l'intention des auditeurs désignés au titre de ce programme. L'objectif est de permettre aux auditeurs d'avoir un accès direct à l'apprentissage en ligne.

76 Dans le cadre du **programme mondial intitulé "Développement maritime et économie bleue"**, une attention toute particulière a continué d'être accordée à l'assistance technique fournie à tous les niveaux en vue d'harmoniser les plans et les programmes nationaux de développement avec les objectifs de développement durable (ODD) et d'y intégrer ces derniers, malgré les perturbations occasionnées par la pandémie de COVID-19.

77 Ce programme mondial a permis d'appuyer la participation de l'OMI à la vingt-sixième Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26), qui s'est tenue à Glasgow (Royaume-Uni), ainsi que d'organiser une manifestation parallèle sur "l'engagement de l'OMI en faveur de la décarbonation des transports maritimes au moyen d'une action internationale concertée".

78 Il a permis également de faciliter la mise en place de tables rondes virtuelles, à l'intention des organismes régionaux de coordination, sur l'élaboration de stratégies régionales pour la gestion de l'encrassement biologique. Ces tables rondes étaient placées sous le thème suivant : "Analyse des lacunes sur l'état de la gestion de l'encrassement biologique au niveau régional et élaboration d'un modèle de stratégie régionale et de plan d'action pour la gestion de l'encrassement biologique".

79 La campagne menée sur les réseaux sociaux en vue de promouvoir la Journée des gens de mer de 2021 au moyen du hashtag officiel #FairFuture4Seafarers, ainsi que d'autres activités, a reçu un soutien approprié. Elle a suscité un grand intérêt en ligne, touchant plus de 50 millions de personnes via les réseaux sociaux et donnant lieu à plus de 1 435 articles en ligne dans 59 pays. Les gens de mer ont également été invités à participer à des sondages en ligne pour indiquer ce qu'ils estimaient être un avenir juste pour leur profession. Le message vidéo du Secrétaire général de l'OMI a quant à lui été visionné plus de 150 000 fois. Des affiches, des animations GIF et d'autres supports de promotion ont été téléchargés et utilisés dans le monde entier pour diffuser les messages clés de l'OMI.

80 Un appui a été accordé à la Conférence internationale sur les déversements d'hydrocarbures (IOSC), qui s'est tenue en mode virtuel en 2021. L'OMI a facilité l'inclusion des représentants des pays participants (à savoir le Brésil, Curaçao, les Îles Salomon et le Panama) dans le programme de bourses de la Conférence. Les participants ont pu acquérir une meilleure connaissance des sujets liés à la préparation et à la lutte en matière de pollution par les hydrocarbures et améliorer ainsi leurs compétences techniques respectives et renforcer les capacités au niveau national. Ils ont aussi profité de cette occasion pour échanger des renseignements sur la lutte contre les déversements d'hydrocarbures.

81 Deux ateliers de formation des instructeurs ont été organisés à l'intention des gens de mer servant à bord des navires exploités dans les eaux polaires. Les instructeurs des établissements d'enseignement et de formation maritimes chargés de dispenser des formations sur les cours types 7.11 et 7.12 de l'OMI, qui concernent respectivement la

formation de base et la formation avancée pour les navires exploités dans les eaux polaires, ont pu suivre une formation axée sur les compétences relatives à la manière de mettre à jour, d'améliorer et d'exécuter les programmes de formation sur la base des normes pertinentes du Code STCW. Le format initial de ces ateliers a été modifié afin qu'ils puissent se tenir à distance sous forme de vidéoconférence ou dans le cadre d'un cours d'apprentissage en ligne. La Fédération de Russie, la France, la Lituanie, la Pologne et la Suède ont participé au premier atelier, tandis que l'Indonésie, le Japon, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la République de Corée et Singapour ont participé au second.

82 Ce programme mondial a également permis de faciliter la mise en place des activités préparatoires liées à la célébration de la Journée mondiale de la mer de 2021 et des manifestations parallèles, ainsi que l'élaboration de supports de promotion des travaux que l'OMI a menés à l'appui des ODD et de l'économie bleue.

83 Enfin, le programme a contribué à élaborer la nouvelle version du Répertoire de l'OMI qui a été approuvée par le FAL 46, laquelle contient cinq séries de données supplémentaires, ainsi qu'à améliorer la notification des renseignements au titre de ce répertoire et à rendre son utilisation plus simple. Le Répertoire de l'OMI peut maintenant être téléchargé au format HTML et dans sa version Excel à l'adresse suivante : [Répertoire de l'OMI](#).

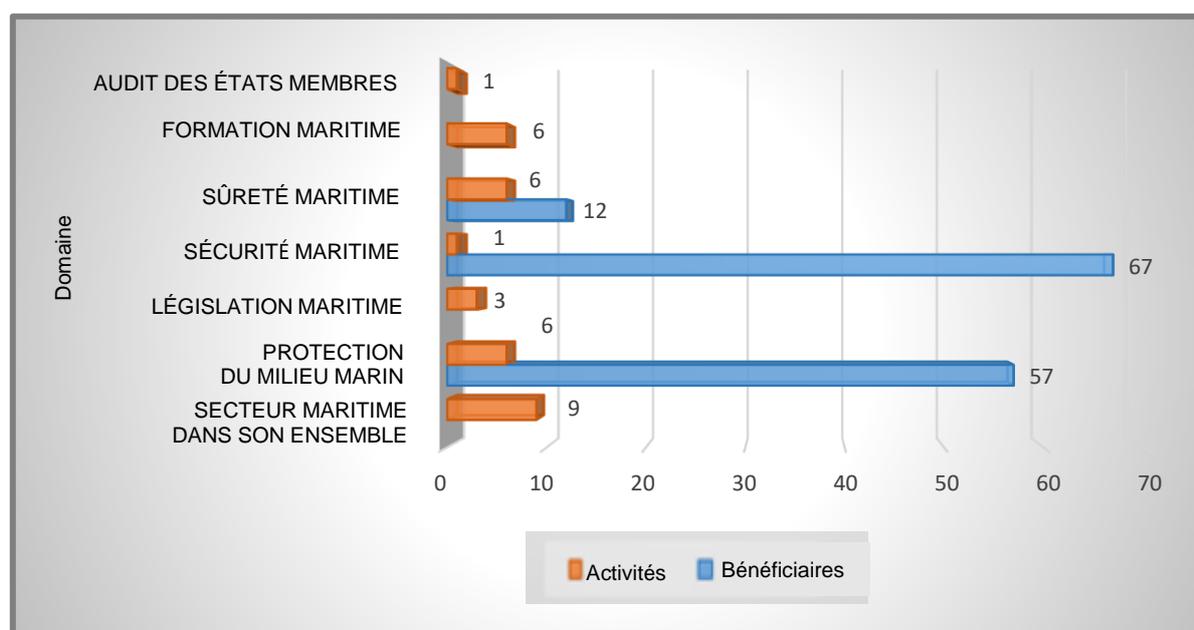
84 Le **programme intitulé "Promotion du Protocole de Londres"** permet de fournir une assistance technique aux pays en développement concernant le Protocole de Londres (y compris aux futures Parties au Protocole de Londres). En 2021, les activités menées au titre de ce programme ont continué de porter sur l'adhésion au Protocole et sa mise en œuvre, ainsi que sur l'identification et l'élimination des obstacles au respect des accords sur les rejets en mer dans le cadre de la gestion de la pollution des mers. Le programme a permis également d'appuyer les travaux continus du Groupe de travail 41 du GESAMP.

85 Le **programme intitulé "Cours types de l'OMI"**, dont la gestion ne relève désormais plus du PICT, offre un cadre permettant d'élaborer de nouveaux cours types de l'OMI et de réviser les cours types existants, ainsi que d'assurer la production, la traduction, la mise en forme et l'impression de ces cours. Or, en raison des circonstances liées à la pandémie de COVID-19, aucun cours type de l'OMI n'a été validé en 2021 et, par conséquent, aucune publication ni traduction de cours types n'est parue cette même année. Pour faciliter la validation des cours types laissés en suspens, trois groupes de rédaction virtuels se réuniront en 2022 et examineront deux projets de nouveaux cours types, intitulés "Formation en matière de sécurité des passagers et de la cargaison et d'intégrité de la coque" et "Gestion des ressources Machine", et cinq projets de cours types révisés, à savoir les cours types révisés 1.22 ("Gestion des ressources à la passerelle"), 2.03 ("Lutte contre l'incendie - Formation avancée"), 3.25 ("Formation de sensibilisation à la sûreté à l'intention de tout le personnel des installations portuaires"), 3.26 ("Formation en matière de sûreté à l'intention des gens de mer chargés de tâches liées à la sûreté") et 3.27 ("Formation de sensibilisation à la sûreté à l'intention de tous les gens de mer"), afin qu'ils puissent être validés en 2023.

Tableau 7 – Synthèse des réalisations des programmes mondiaux⁵, 2021

Activités	2021
Missions consultatives/d'évaluation	4
Activités de formation à l'échelle nationale	0
Activités de formation à l'échelle régionale	3
Autres activités	25
Personnes ayant bénéficié d'une formation/Boursiers	
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	136
Boursiers (étudiants des établissements de formation maritimes à vocation mondiale financés par l'OMI)	n/a
Autres boursiers	n/a
Autres	
Responsables chargés de la stratégie	19

Graphique 11 – Activités et bénéficiaires d'une formation dans le cadre des programmes mondiaux, 2021



Résumé de tous les programmes

86 Les activités menées au titre des programmes régionaux et mondiaux du PICT en 2021 sont résumées dans le tableau 8 ci-dessous. Il convient de noter qu'afin de mieux rendre compte des pays bénéficiaires, les participants aux activités menées au titre des programmes mondiaux ont été répartis par région bénéficiaire, dans la mesure du possible, et ont donc été inclus dans les statistiques régionales. Dans les cas où les participants à une activité venaient de plusieurs régions, ces participants ont été inscrits dans la catégorie mondiale.

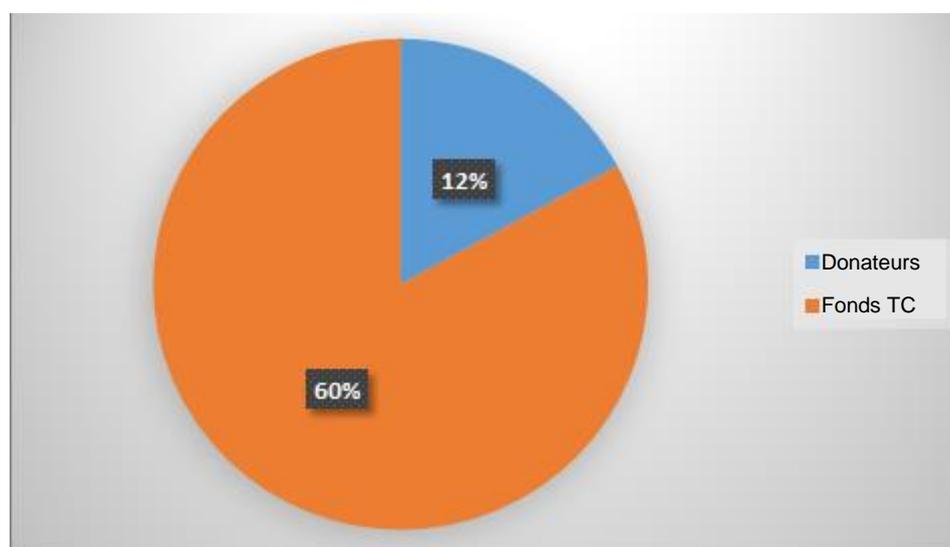
⁵ Les participants aux activités menées dans le cadre des programmes mondiaux ont été répartis par région bénéficiaire, dans la mesure du possible, et ont donc été inclus dans les tableaux régionaux figurant dans les paragraphes qui précèdent. Dans les cas où les participants à une activité venaient de plusieurs régions, ces participants ont été inscrits dans la catégorie mondiale. Cela inclut les bénéficiaires de bourses d'études, qui sont représentés dans les aperçus des activités régionales et ne figurent donc pas dans le tableau 7.

Tableau 8 – Synthèse des réalisations afférentes à tous les programmes régionaux et mondiaux, 2021

Activités	Afrique	États arabes et Méditerranée	Asie	Îles du Pacifique	Asie occidentale/ Europe orientale	Amérique latine	Caraïbes	Niveau mondial	Total
Missions consultatives/ d'évaluation	2					2		4	8
Activités de formation à l'échelle nationale	5	3	3	3		4	1	1	19
Activités de formation à l'échelle régionale	6	2	4	2	2	5	1	3	25
Autres activités	5	2	7	7		3	1	25	50
Personnes ayant bénéficié d'une formation/ Boursiers									
Personnes ayant bénéficié d'une formation dans le cadre d'activités parrainées par l'OMI	334	232	216	201	47	378	48	136	1592
Boursiers (étudiants des établissements de formation maritime à vocation mondiale financés par l'OMI)	40	7	17	5	2	4	7	n/a	82
Autres boursiers	56	8	19	20	2	7	22	n/a	134
Autres									
Responsables chargés de la stratégie	174			120			45	19	358

87 Ainsi qu'il est expliqué en détail dans l'annexe 2, les activités menées dans le cadre du PICT sont financées à la fois par le Fonds TC et par des donateurs. On trouvera à l'appendice du présent document un tableau recensant l'ensemble des activités programmées pour 2021. Ce tableau comporte une colonne "Fonds TC" qui indique si l'activité a été financée en partie ou en totalité par le Fonds TC (mention "oui") ou si elle a été financée en totalité par des donateurs (mention "non"). Lorsqu'une cellule ne comporte pas de mention, cela signifie que l'activité a été reportée ou annulée. Le graphique 12 ci-dessous donne le pourcentage des activités qui ont été financées en partie ou en totalité par le Fonds TC et celles qui ont été financées en totalité par des donateurs.

Graphique 12 – Pourcentage des activités du PICT en 2021, par source de financement



Projets thématiques à long terme

88 Outre les programmes régionaux et mondiaux qui relèvent du PICT, le programme de coopération technique de l'OMI pour 2021 comprend plusieurs projets thématiques à long terme visant à renforcer la protection du milieu marin, dont le fonctionnement est assuré au moyen de financements externes obtenus dans le cadre de la stratégie de mobilisation des ressources de l'OMI.

89 Ce portefeuille de projets à long terme toujours plus étoffé a permis de s'attaquer à divers défis mondiaux qui s'avèrent essentiels pour assurer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la transition du secteur maritime vers un avenir plus durable, tout en mettant l'accent sur les besoins des pays en développement, en particulier ceux des PEID et des PMA.

90 S'appuyant sur une série d'objectifs et d'activités clairement définis par un cadre de résultats faisant régulièrement l'objet de suivis et d'évaluations, ces projets sont mis en œuvre avec l'appui des parties prenantes et des partenaires stratégiques nationaux, régionaux et mondiaux. Parmi eux figurent des gouvernements, des parties prenantes du secteur, des organisations non gouvernementales et d'autres organisations relevant de la société civile, qui sont tous des partenaires essentiels pour garantir une mise en œuvre réussie et efficace des projets. En outre, ces projets sont conformes aux ODD, favorisent une collaboration active entre l'OMI, les organismes publics et les autres parties prenantes concernées, et encouragent la participation de ces derniers.

91 Dans le cadre de ses projets à long terme consacrés à la protection du milieu marin, l'OMI s'associe au secteur privé car il dispose d'un grand nombre de ressources qui s'avèrent essentielles pour résoudre les problèmes environnementaux à l'échelle mondiale. Le mode de financement novateur que constituent les partenariats public-privé de l'OMI établis dans le cadre de l'Alliance mondiale du secteur (GIA) et de l'Initiative mondiale (GI) continue de servir de modèle au sein du secteur maritime, notamment car il offre de nouveaux moyens de traiter les différentes questions relatives au milieu marin, y compris grâce au développement des technologies et à la mise en place de formations et d'activités de renforcement des capacités, selon une approche de partage des coûts.

92 Le **projet préparatoire Blue Solutions** est un nouveau projet, signé le 1^{er} avril 2021, dans le cadre duquel l'OMI s'est associée aux Partenariats en vue de la gestion de l'environnement des mers d'Asie de l'Est (PEMSEA) pour entreprendre des travaux préparatoires et élaborer une proposition de projet de grande envergure visant à réduire les émissions imputables aux transports maritimes dans les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est, avec l'appui financier de l'Initiative internationale pour le climat de l'Allemagne (385 000 euros). S'il est approuvé, ce projet de grande envergure, qui devrait être lancé en 2023, visera à réduire les émissions de GES et d'autres polluants provenant des navires, des ports et du transport dans l'arrière-pays au moyen de mesures de rendement énergétique renforcées, de processus optimisés et de technologies innovantes (solutions bleues).

93 Le **programme GHG-SMART** (programme de formation à un système durable de transports maritimes visant à appuyer la mise en œuvre de la Stratégie initiale de l'OMI concernant les GES), qui est financé par la République de Corée à hauteur de 2,5 millions de dollars, est lui aussi un nouveau programme de formation à long terme qui vise à appuyer la mise en œuvre de la Stratégie initiale de l'OMI concernant les GES en aidant certains pays, en particulier les PEID et les PMA, à se doter de capacités suffisantes. L'élaboration du module de formation a été achevée en 2021 dans le cadre du programme et un premier atelier de formation s'est tenu en janvier 2022, lequel a rassemblé des participants issus de PEID et de PMA, ainsi que des spécialistes internationaux et des intervenants renommés dans le domaine de la décarbonation du secteur maritime.

94 Le **projet de réseau mondial de Centres de coopération en matière de technologie maritime (GMN)** est financé par l'Union européenne, à hauteur de 11 millions de dollars, et mis en œuvre par l'OMI. Il promeut les technologies et opérations destinées à améliorer le rendement énergétique du secteur maritime et accompagne ce dernier dans sa transition vers un avenir à faible émission de carbone.

95 En 2021, ce réseau a permis de mener à bien toute une série de projets pilotes, y compris des projets de démonstration technologique. Des résultats concrets ont déjà été observés, par exemple concernant les audits énergétiques réalisés dans les ports, l'établissement de technologies de référence, la mise au point de modèles pour l'optimisation de l'assiette et la modernisation des navires effectuant des voyages nationaux à l'appui d'un meilleur rendement énergétique. Les Centres de coopération en matière de technologie maritime (MTCC) se sont engagés auprès de plus d'une centaine de pays participants dans cinq régions en développement, ce qui, à ce jour, a permis de rassembler plus de 3 000 participants dans le cadre de 70 ateliers sur le rendement énergétique des navires. En outre, les MTCC ont collaboré avec plus de 2 000 navires participants en vue d'établir des séries de données sur la consommation de fuel-oil qui puissent contribuer à faciliter et à appuyer l'amélioration du rendement énergétique. Le renforcement de ces capacités régionales par l'intermédiaire des différents MTCC a suscité l'intérêt de plusieurs donateurs et partenaires qui souhaitent désormais avoir recours à ce réseau/cadre institutionnel mondial pour l'exécution de programmes d'assistance technique et la mise en place de projets de démonstration technologique dans le domaine maritime.

96 Le **projet de partenariats GloLitter**, lancé à l'initiative conjointe de l'OMI et de la FAO et financé par la Norvège à hauteur de 4,5 millions de dollars, réunit le Gouvernement norvégien, l'OMI et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et vise à réduire la quantité de déchets plastiques rejetés dans le milieu marin par les navires. Ce projet mondial continue d'aider les pays en développement, y compris les PEID et les PMA, à recenser les moyens qui permettraient de réduire la quantité de déchets plastiques rejetés dans le milieu marin et d'empêcher cette pratique. Il est à prévoir que ce projet fera l'objet d'un cofinancement, dans la mesure où l'Arabie saoudite et l'Australie ont déjà accordé des fonds supplémentaires.

97 Trente pays participants ont été sélectionnés dans le cadre du projet en 2021, 10 d'entre eux étant des pays partenaires principaux et les 20 autres étant des pays partenaires. Des plans d'action nationaux ont été mis en place dans le but d'associer les pays partenaires principaux aux pays partenaires de leur région, en fonction de leurs besoins prioritaires. Plusieurs supports de connaissances sur la gestion des déchets en mer ont été mis au point en collaboration avec la FAO.

98 Le **projet de partenariats GloFouling**, à l'initiative conjointe de la FEM, du PNUD et de l'OMI, s'inscrit dans la continuité des efforts plus larges que l'OMI met en œuvre, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), en vue de protéger les écosystèmes marins contre les effets négatifs des espèces aquatiques envahissantes. Le financement initial de ce projet est assuré par le FEM à hauteur de 6,9 millions de dollars.

99 En 2021, le projet a mis en évidence, au travers de la mise en œuvre des Directives de l'OMI sur l'encrassement biologique, le fait qu'il existait des liens étroits entre le potentiel de réduction des émissions de GES provenant du secteur maritime et la protection de la biodiversité marine. Il apparaît en effet qu'une gestion irréprochable de l'encrassement biologique permettrait de réaliser d'importants gains en matière de rendement énergétique, en plus de réduire au minimum le transfert d'espèces aquatiques envahissantes vers des écosystèmes marins locaux. Une étude devant encore faire l'objet d'un examen final est actuellement menée dans le cadre du projet afin de quantifier les économies de combustible qui pourraient être réalisées si des mesures de gestion de l'encrassement biologique étaient prises, ainsi que de souligner le rôle que ces économies joueraient dans la réduction globale des émissions de GES à court terme.

100 Dans la mesure où la question de l'encrassement biologique touchait l'ensemble des secteurs maritimes, le projet de partenariats GloFouling a vivement encouragé les autres secteurs à appliquer ces meilleures pratiques. Plus récemment, et avant la publication d'un rapport contenant des recommandations adressées spécifiquement au secteur de la navigation de plaisance, une série d'ateliers visant à promouvoir les solutions de lutte contre l'encrassement biologique ont été organisés lors des salons nautiques internationaux de Southampton, de Gênes, de Barcelone et d'Amsterdam.

101 Le **projet GreenVoyage2050**, à l'initiative conjointe de l'OMI et de la Norvège, est financé par le Gouvernement norvégien à hauteur de 7,5 millions de dollars. S'appuyant sur l'expérience acquise précédemment dans le cadre des activités les plus réussies du Projet de partenariat mondial pour le rendement énergétique des transports maritimes (GloMEEP), à l'initiative conjointe du FEM, du PNUD et de l'OMI, le projet GreenVoyage2050 aide actuellement les pays à évaluer les émissions imputables aux transports maritimes à l'échelle nationale, à élaborer des cadres politiques et des plans d'action nationaux pour réduire les émissions de GES provenant des navires, et à rédiger la législation nécessaire pour transposer l'Annexe VI de MARPOL en droit interne, en vue d'appuyer la mise en œuvre de la Stratégie initiale de l'OMI concernant les GES.

102 En 2021, le projet a permis d'élaborer et de mener à bien une nouvelle série d'ateliers sur les combustibles et les sources d'énergie de substitution pour le transport maritime, donnant un aperçu général des différentes options qui s'offrent au secteur maritime dans ce domaine. Les supports utilisés dans le cadre de cette série d'ateliers peuvent être téléchargés à partir du site Web du projet GreenVoyage2050. Ce dernier a également permis de lancer une nouvelle publication sur les mesures pouvant être prises au niveau de l'interface navire/port pour réduire les émissions (Guide de l'interface navire/port), ainsi que d'entamer des travaux en vue d'élaborer une version Web de ce guide. Une révision des orientations sur

l'élaboration des plans d'action nationaux a été entamée dans le cadre du projet et des activités de formation spécifiques ont été programmées pour les pays partenaires, lesquelles devraient se tenir en 2022. Les membres du projet ont entamé l'élaboration de plusieurs projets pilotes de démonstration visant à réduire les émissions imputables aux transports maritimes et, dans ce contexte, ils ont organisé des tables rondes avec les parties prenantes pour identifier les perspectives réalistes qu'il faudrait examiner et approfondir à l'avenir à l'égard des projets. Plusieurs PEID du monde entier participent au projet et bénéficient de l'appui de partenaires stratégiques du secteur privé, qui mettent en commun leur expertise et leur expérience par l'intermédiaire de l'Alliance mondiale du secteur à l'appui des transports maritimes à faibles émissions de carbone.

103 La **Table ronde sur le financement du transport maritime durable (FINSMART)**, lancée en 2020 à l'initiative conjointe de l'OMI, de la BERD et de la Banque mondiale, offre une plateforme aux représentants des États Membres, des institutions financières internationales, des banques privées et d'autres parties prenantes clés du secteur maritime afin qu'ils puissent recenser les risques d'investissement liés à la décarbonation des transports maritimes ainsi que les perspectives et les solutions financières envisageables en la matière, en mettant tout particulièrement l'accent sur les besoins et les options de financement dans les pays en développement, notamment dans les PEID et les PMA. En 2021, deux réunions de haut niveau et deux réunions techniques ont été organisées au titre de l'initiative FINSMART, lesquelles ont permis d'analyser les outils financiers à l'appui de la décarbonation du secteur maritime (qu'il s'agisse d'investissements concernant les navires ou les ports) et de mettre en évidence les besoins spécifiques des pays en développement. La deuxième réunion de haut niveau de l'initiative FINSMART, qui s'est tenue dans le cadre du Forum de l'innovation de 2021, a permis de formuler des recommandations essentielles concernant l'utilisation d'outils financiers potentiels à l'appui de la décarbonation du secteur maritime.

104 La **phase II du projet MEPSEAS**, qui est financée par l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (Norad) à hauteur de 1,85 million de dollars, vise à protéger le milieu marin contre les effets négatifs des navires et des transports maritimes au moyen d'une collaboration avec sept pays en développement de l'Asie du Sud-Est. Le projet a permis de renforcer considérablement la coopération entre les pays de l'ASEAN pour ce qui est de la mise en œuvre des instruments de l'OMI relatifs aux questions océaniques et à la protection du milieu marin. En 2021, une réunion régionale extraordinaire de haut niveau a été organisée afin d'encourager les parties prenantes concernées à s'approprier la mise en œuvre des instruments de l'OMI à l'échelle régionale et à coopérer en ce sens. Les membres du projet ont également élaboré un document contenant des meilleures pratiques en matière de suivi et de contrôle de la conformité avec les conventions de l'OMI relatives à la protection du milieu marin, offrant des outils aux pays bénéficiaires pour assurer le respect de la mise en œuvre de ces instruments. Sur la base de ce document, un atelier régional et un atelier national ont été organisés en 2021 pour permettre aux parties prenantes nationales et régionales de mieux comprendre la question du suivi et du contrôle de la conformité et d'acquérir des connaissances spécialisées dans ce domaine. Ces ateliers ont abouti à l'élaboration de documents d'orientation nationaux, grâce aux talents locaux et à l'expertise locale en matière de suivi et de contrôle de la conformité. Le Secrétariat du Mémoire d'entente de Tokyo, qui a été un partenaire stratégique et a joué un rôle essentiel tout au long de la phase du projet consacrée au suivi et au contrôle de la conformité, a organisé plusieurs missions d'expertise en ligne en 2021. Cette même année, les pays participants se sont également préparés en vue d'appliquer les procédures relatives au contrôle des navires par l'État du port (PSC) et à l'application des instruments par l'État du pavillon au cours du second semestre de 2022.

105 Le portail **NextGEN** (dont l'acronyme GEN signifie en anglais "*Green and Efficient Navigation*", soit "navigation verte et efficace") a été lancé par l'OMI et l'Autorité maritime et portuaire de Singapour (MPA) en septembre 2021. Il vise à faciliter la mise en commun de

renseignements et la collaboration à l'appui des initiatives et projets de décarbonation entrepris dans le domaine maritime, en offrant une plateforme de collaboration en ligne à l'ensemble des parties prenantes de la chaîne de valeur maritime. Ce portail en ligne vise à aider les parties prenantes à mettre en commun les renseignements dont elles disposent, à recenser les perspectives et les lacunes en matière de décarbonation du secteur maritime et à créer des réseaux et des plateformes de collaboration.

106 La **phase II du projet SENSREC** (Recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires au Bangladesh), qui est financée par le Ministère norvégien des affaires étrangères à hauteur de 1,5 million de dollars, s'inscrit dans la continuité de la phase I. Ce projet est axé sur le renforcement des capacités du Gouvernement bangladais en vue de l'élaboration d'une feuille de route sur les réformes juridiques et institutionnelles à mener afin que le Bangladesh puisse adhérer à la Convention de Hong Kong sur le recyclage des navires et assurer une mise en œuvre effective de cette dernière. En outre, il s'appuie sur un système de formation mis au point récemment pour la formation des différentes parties prenantes.

107 En 2021, compte tenu des difficultés posées par la pandémie, les membres du projet se sont concentrés sur la recherche de nouvelles méthodes d'exécution, telles que les formations et les activités en ligne, la réaffectation potentielle du budget et l'extension du projet. Malgré ces difficultés, la phase II du projet SENSREC a permis d'assurer la formation de 700 ouvriers chargés du recyclage des navires et de 200 instructeurs, ainsi que de mettre en place une base de données dans laquelle les noms des ouvriers chargés du recyclage des navires qui auraient suivi une formation seraient consignés. Même s'il était prévu que cette phase s'achève en juillet 2021, il a été estimé à l'issue de l'évaluation du projet que davantage pouvait être fait avec les fonds restants pour renforcer les capacités de formation en lien avec la base de données et, à la demande du Gouvernement bangladais, pour accroître la participation des femmes dans le secteur maritime. Il a donc été décidé de prolonger la phase II du projet SENSREC jusqu'en juillet 2022 afin que les activités supplémentaires puissent être menées à bien.

108 Le 24 juillet 2020, l'OMI a ordonné le lancement de la **phase III du projet SENSREC**, financée par la Norvège à hauteur de 1,3 million de dollars, qui sera axée sur la fourniture d'une assistance technique pour la mise en œuvre du projet d'infrastructure dirigé par le Gouvernement bangladais concernant la construction d'une installation de traitement, de stockage et d'élimination des déchets potentiellement dangereux résultant des opérations de recyclage des navires, ainsi que sur le renforcement des capacités connexes, et qui continuera de dispenser des formations aux travailleurs des chantiers de recyclage des navires.

109 En raison de la pandémie, et dans la mesure où la phase II du projet avait été prolongée jusqu'en juillet 2022, les activités de mise en œuvre de la phase III ont été reportées à 2022. Toutefois, un certain nombre de tâches administratives préparatoires ont été entreprises en amont des activités de mise en œuvre, notamment concernant l'organisation du financement de l'installation de traitement, de stockage et d'élimination. La phase de mise en œuvre devrait être lancée en mai 2022.

Contributions en nature à l'appui de l'exécution du PICT

110 Les contributions en nature des États Membres, des organisations régionales et internationales et du secteur des transports maritimes sont un élément essentiel du succès des activités du PICT. Cet appui en nature prend habituellement la forme de la mise à disposition d'installations d'accueil pour les activités exécutées. On trouvera dans l'appendice des renseignements détaillés sur chacune des activités menées au titre du PICT en 2021, y compris sur les lieux concernés. D'une manière générale, on peut partir du principe que,

lorsqu'elles le peuvent, les autorités nationales du pays hôte mettent à disposition des installations d'accueil.

111 Outre les installations d'accueil qui ont été mises à disposition, comme indiqué ci-dessus, les contributions en nature ci-après ont grandement contribué à l'exécution des programmes du PICT en 2021.

Tableau 9 – Contributions en nature

Fourniture de :	Fournisseurs d'appui en nature :
Spécialistes , tels qu'experts et consultants, mis à disposition à titre gracieux par :	Australie, Espagne, Fidji, Hong Kong (Chine), Inde, Indonésie, Kiribati, Nouvelle-Zélande, Philippines, République de Corée, Samoa, Singapour, Thaïlande, Tonga, AISM, BCAD, CESAP, CPS, FIPOL, ICS, InterManager, ITF, ITOFF, OIT, OMS, P & I Clubs et PROE
Arrangements logistiques, appui administratif et coorganisation assurés par :	Australie, Nouvelle-Zélande, AISM, CESAP, COCATRAM, CPS, PROE et RAC/REMPEITC-Caribe
Services de restauration assurés par :	-
Assistance financière et fonds pour les participants fournis par :	-
Partage des coûts, dont déplacements et logement , assuré par :	-
Services de traduction et d'interprétation fournis par :	-
Autres types d'appui en nature fournis par :	Appui administratif pour les bureaux de présence régionale situés en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Kenya; Bureaux pour le bureau de présence régionale situé en Côte d'Ivoire; Appui administratif et bureaux pour le bureau de présence régionale situé aux Philippines et fourniture d'un appui par la CPS pour le bureau de présence régionale situé aux Fidji.

Appendice
Activités prévues dans le cadre du PICT en 2021

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaire	Boursiers	Chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Programmes régionaux										
Programmes d'appui au développement maritime, Afrique										
Atelier national sur la mise en œuvre de la Convention STCW de 1978, telle que modifiée	Achevé	Août	En ligne	Excellent moyen et très bonne occasion pour les responsables de l'Autorité maritime du Ghana (GMA) et de l'Université maritime régionale (RMU) d'échanger librement sur le système actuel d'éducation, de formation et de délivrance des titres aux gens de mer en place au Ghana, de passer en revue des procédures et des mécanismes de formation, d'évaluation et de délivrance des titres aux gens de mer relevant de la gouvernance de la GMA ainsi que l'enseignement et la formation dispensés par la RMI.	Ghana	18			Sécurité maritime	Oui
Atelier régional sur le régime de contrôle des navires par l'État du port	Achevé	Septembre	En ligne	Amélioration de la compréhension des conventions de l'OMI et de la manière dont elles doivent être mises en œuvre et appliquées dans la législation nationale.	Cabo Verde, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Nigéria, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone	29			Sécurité maritime	Oui
Atelier sous-régional sur les principes généraux de la rédaction d'une législation nationale visant à mettre en œuvre les conventions de l'OMI	Annulé		Accra (Ghana)		Cabo Verde, Guinée-Bissau, Sao Tomé-et-Principe				N/A	
Formation sous-régionale sur l'évaluation et la délivrance de titres au gens de mer prévues dans la Convention STCW de 1978, telle que modifiée	Achevé	Octobre	En ligne	Mise en œuvre effective de la Convention STCW par les administrations maritimes et les établissements de formation. Préparation du personnel des établissements de formation maritime à la dispense efficace des programmes de formation destinés aux gens de mer.	Afrique du Sud, Éthiopie, Kenya, Maurice, Mozambique, Namibie, République-Unie de Tanzanie, Seychelles	35			Sécurité maritime	Oui
Distribution de publications de l'OMI à certains instituts de formation maritime	Achevé	Décembre		Des publications de l'OMI ont été fournies à plusieurs instituts maritimes de la région.					Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Séminaire national sur la facilitation du trafic maritime international	Reporté		Le Cap (Afrique du Sud)		Afrique du Sud				N/A	Oui
Atelier national sur la mise en œuvre et l'application des Annexes I-V de MARPOL	En cours		Mombasa (Kenya)		Kenya				N/A	Oui
Atelier national sur les zones maritimes particulièrement vulnérables	Annulé		Le Cap (Afrique du Sud)		Afrique du Sud				N/A	
Atelier régional sur la gouvernance durable des océans	Annulé		Port-Louis (Maurice)		Afrique du Sud, Angola, Comores, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Somalie				N/A	
Webinaire régional sur la ratification et la mise en œuvre de l'Accord du Cap de 2012	Achevé	Février	En ligne	Les pays participants de la région de l'Afrique, des États arabes et de la Méditerranée ont été encouragés à accepter/ratifier rapidement et/ou à mettre en œuvre effectivement l'Accord du Cap de 2012 pour qu'il soit ratifié et entre en vigueur à la date du dixième anniversaire de son adoption, c'est-à-dire le 11 octobre 2022.	Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Kenya, Libéria, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Ouganda, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Togo	97			Sécurité maritime	Oui
Atelier national sur la planification d'urgence en cas de déversements d'hydrocarbures	Annulé		Port-Louis (Maurice)		Maurice				N/A	
Orientations, données à distance, au Cabo Verde sur la mise en œuvre du plan de mesures correctives visant à traiter les conclusions et les constatations tirées de l'audit effectué au titre du Programme d'audit des États Membres de l'OMI (IMSAS)	Achevé	Juillet	À distance, Cabo Verde	Des orientations ont été données au pays hôte sur la mise en œuvre du plan de mesures correctives	Cabo Verde				Législation maritime	Oui
Assistance technique, fournie à distance, en matière d'orientations et de conseils juridiques sur des questions relatives au navire marchand DEIMOS	Annulé		À distance, Cabo Verde		Cabo Verde				N/A	

Appendice
Activités prévues dans le cadre du PICT en 2021

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Programmes d'appui au développement maritime, Afrique (suite)										
Formation à l'organisation et à la gestion de la recherche et du sauvetage (volume I du Manuel IAMSAR) dispensée à l'intention du Ghana	Achévé	Octobre	En ligne	Mise en place de l'activité par la Fédération internationale de sauvetage maritime en collaboration avec l'OMI. Amélioration des compétences et la confiance en matière de recherche et de sauvetage (SAR) des personnes ayant bénéficié de la formation.	Ghana	15			Sécurité maritime	Oui
Cours de formation à la coordination nationale sur les lieux (volume III du Manuel IAMSAR), notamment aux principes SAR élémentaires	Annulé		En ligne		Ghana				N/A	
Appui dans l'élaboration d'un système communautaire portuaire (SCP) de l'autorité portuaire du Nigéria – Phase 1 : mieux connaître le SCP et son aspect essentiel	Achévé	Novembre	En ligne	Acquisition par les parties prenantes clés d'une compréhension globale du concept de SCP et des liens qui existent entre ce dernier et le principe du guichet unique dans le contexte des normes pertinentes de la Convention. Recensement des personnes référentes de chaque organisation ou groupes d'organisations pour les prochains débats sur le SCP ainsi que des difficultés et des possibilités de haut-niveau qui se présentent lors de l'élaboration d'un SCP. Proposition des prochaines étapes de l'élaboration du SCP.	Nigéria	78			Sécurité maritime	Oui
Cours de formation ou atelier national complémentaire consacré aux enquêtes sur les accidents et événements de mer	Annulé		Mahé (Seychelles)		Seychelles				N/A	
Atelier national sur la planification d'urgence dans le cadre de la préparation aux déversements d'hydrocarbures et de la lutte en la matière	Reporté		Sao Tomé (Sao Tomé-et-Principe)		Sao Tomé-et-Principe				N/A	Oui
Appui dans l'élaboration du SCP de l'autorité portuaire du Nigéria – Phase 2 : mission d'évaluation des besoins dans les deux ports de Lagos	Reporté		Lagos (Nigéria)		Nigéria				N/A	Oui
Mission d'évaluation des besoins en matière de recherche et sauvetage	Annulé		Kinshasa (République démocratique du Congo)		République démocratique du Congo				N/A	
Cours régional sur l'application des instruments par l'État du pavillon et le contrôle des navires par l'État du port à l'Institut de sécurité maritime interrégional (ISMI)	Achévé	Juillet	En ligne	Renforcement de la capacité des administrations maritimes à appliquer et à faire respecter les instruments de l'OMI.	Bénin, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Mauritanie, République démocratique du Congo, Sénégal, Togo	27			Sécurité maritime	Oui
Cours de formation national consacré aux enquêtes sur les accidents et événements de mer	Annulé		Nouakchott (Mauritanie)		Mauritanie				N/A	
Atelier sous-régional sur le Protocole de Londres	Annulé		Dakar (Sénégal)		Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Togo				N/A	
Atelier national sur la mise en œuvre et l'application de l'Annexe V de MARPOL et sur les installations de réception portuaires	Annulé		Antananarivo (Madagascar)		Madagascar				N/A	
Atelier régional sur la ratification et l'application effective de l'Annexe VI de MARPOL et le système OMI de collecte des données relatives à la consommation de fuel-oil des navires	Annulé		Abidjan (Côte d'Ivoire)		Bénin, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mauritanie, République démocratique du Congo, Sénégal, Togo				N/A	
Appui apporté par l'OMI à la Conférence régionale GI WACAF sur la préparation et la capacité d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures	Annulé				Afrique du Sud, Angola, Bénin, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mauritanie, Namibie, Nigéria, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Togo				N/A	

Appendice
Activités prévues dans le cadre du PICT en 2021

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Programmes d'appui au développement maritime, Afrique (suite)										
Traduction en français des supports de cours de formation sur la gestion de l'encrassement biologique	Achévé	Septembre	Londres (Royaume-Uni)	Traduction en français des supports de formation permettant de dispenser le cours intitulé "Introduction à l'encrassement biologique en mer : conséquences et gestion des risques". Renforcement des capacités et élargissement de l'accès aux supports de formation dans les pays francophones.					Protection du milieu marin	Oui
Traduction en arabe des supports de cours de formation sur la gestion de l'encrassement biologique	Achévé	Septembre	En ligne, Royaume-Uni	Traduction en arabe des supports de formation permettant de dispenser le cours intitulé "Introduction à l'encrassement biologique en mer : conséquences et gestion des risques". Renforcement des capacités et élargissement de l'accès aux supports de formation dans les pays arabophones.					Protection du milieu marin	Oui
Cours de formation national sur le transport et la manutention des marchandises dangereuses (Codes IMDG et IMSBC)	Annulé		Moroni (Comores)		Comores				N/A	
Atelier national sur la mise en œuvre de la Convention STCW de 1978, telle que modifiée	Achévé	Décembre	En ligne	Mise en œuvre effective de la Convention STCW par les administrations maritimes et les établissements de formation. Le personnel des établissements de formation maritime a été formé à la dispense efficace des programmes de formation destinés aux gens de mer.	Mauritanie	35			Sécurité maritime	Non
Atelier sous-régional sur l'élaboration d'un accord relatif à la préparation aux déversements d'hydrocarbures et à la lutte en la matière en Afrique centrale	Achévé	Juillet	Kinshasa (République démocratique du Congo)	Amélioration des connaissances et de la compréhension de la mise en œuvre effective de la Convention OPRC, notamment de l'article 10 concernant la promotion de la coopération bilatérale et multilatérale en matière de préparation et d'intervention. Élaboration d'un plan d'action visant à créer un accord sous-régional, entre ces trois pays, relatif à la préparation aux déversements d'hydrocarbures et à la lutte en la matière. Échange de vues sur un élargissement à d'autres pays voisins.	Angola, Congo, République démocratique du Congo				Protection du milieu marin	Oui
Programmes d'appui au développement maritime, États arabes et Méditerranée										
Webinaire national sur les responsabilités relatives à l'application des instruments par l'État du pavillon et au contrôle des navires par l'État du port	Achévé	Novembre	En ligne	Les participants et participantes ont reçu une formation adéquate leur permettant de mener à bien plusieurs types d'inspection et de vérification conformément aux prescriptions des instruments pertinents de l'OMI	Maroc	25			Sécurité maritime	Oui
Atelier national sur la mise en œuvre et l'application de MARPOL, en particulier les Annexes V et VI	Achévé	Août	Djibouti (Djibouti)	Renforcement des capacités nationales en vue d'améliorer la mise en œuvre et l'application effectives de l'Annexe V de MARPOL, notamment l'offre d'installations de réception portuaires, et d'appuyer la future ratification de l'Annexe VI de MARPOL.	Djibouti	31			Protection du milieu marin	Oui
Atelier régional de sensibilisation portant sur le transport et la sécurité de la manutention de marchandises dangereuses et de cargaisons solides en vrac (Codes IMDG et IMSBC)	Annulé		Alexandrie (Égypte)		Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Chypre, Djibouti, Égypte, Iraq, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Malte, Maroc, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Soudan, Tunisie, Türkiye, Yémen				N/A	
Webinaire régional visant à promouvoir la ratification et la mise en œuvre effective de la Convention FAL	Achévé	Novembre	En ligne	Les participants et participantes ont amélioré leur connaissance de la Convention FAL. Les participants et participantes ont acquis une meilleure compréhension du concept de guichet unique et du traitement et de l'échange de données informatisées pour l'accomplissement des formalités concernant les navires, les personnes et les cargaisons.	Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Israël, Jordanie, Libye	126			Facilitation du trafic maritime international	Oui
Webinaire national concernant la conduite des enquêtes sur les accidents et les incidents de mer	Annulé		En ligne		Soudan				N/A	
Mission consultative et séminaire national sur la ratification et l'application effective de la Convention STCW de 1978, telle que modifiée	Annulé		Port Soudan (Soudan)		Soudan				N/A	

Appendice
Activités prévues dans le cadre du PICT en 2021

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Programmes d'appui au développement maritime, États arabes et Méditerranée (suite)										
Webinaire régional sur le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable	Annulé		En ligne		Algérie, Bahreïn, Chypre, Djibouti, Égypte, Iraq, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Malte, Maroc, Oman, Palestine, Qatar, Arabie saoudite, Soudan, République arabe syrienne, Tunisie, Türkiye, Émirats arabes unis, Yémen				N/A	
Atelier régional consacré à la Convention sur la gestion des eaux de ballast	Annulé		La Valette (Malte)		Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Croatie, Égypte, Espagne, France, Grèce, Israël, Italie, Liban, Libye, Malte, Maroc, Monaco, Monténégro, République arabe syrienne, Slovaquie, Tunisie, Türkiye				N/A	
Élaboration d'une stratégie nationale de gestion des eaux de ballast pour le Maroc	Achévé	Septembre	À distance, divers endroits	Projet de stratégie nationale de gestion des eaux de ballast préparé pour le Maroc.	Maroc				Protection du milieu marin	Oui
Webinaire sous-régional sur l'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures	Reporté		En ligne		Algérie, Maroc, Tunisie				N/A	Oui
Atelier régional sur la gestion de l'encrassement biologique et les espèces aquatiques envahissantes	Reporté		Égypte		Arabie saoudite, Djibouti, Égypte, Jordanie, Soudan, Yémen				N/A	Oui
Webinaire régional sur la ratification et la mise en œuvre de l'Accord du Cap de 2012	Achévé	Avril	En ligne	On a attiré l'attention des participants et participantes sur l'acceptation/la ratification rapide et/ou la mise en œuvre effective de l'Accord du Cap de 2012 pour qu'il soit ratifié et entre en vigueur à la date du dixième anniversaire de son adoption, c'est-à-dire le 11 octobre 2022.	Algérie, Bahreïn, Chypre, Djibouti, Égypte, Iraq, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Malte, Maroc, Oman, Palestine, Qatar, Arabie saoudite, Soudan, République arabe syrienne, Tunisie, Türkiye, Émirats arabes unis, Yémen	38			Sécurité maritime	Oui
Planification d'urgence pour l'unité flottante de stockage et de déchargement SAFER - atelier dans le pays	En cours		Aden (Yémen)		Yémen				N/A	Oui
Distribution de publications de l'OMI à des instituts de formation maritime dans la région	Annulé				Algérie, Djibouti, Égypte, Iraq, Jordanie, Maroc, Tunisie				N/A	
Réunion régionale des spécialistes nationaux sur la prévention et la lutte contre la pollution marine provenant des navires dans la mer Méditerranée	Achévé	Décembre	Malte	Projet de Stratégie méditerranéenne post-2021 relative à la prévention et à la lutte contre la pollution marine provenant des navires. Recommandations à inclure dans le PICT sur les enjeux nouveaux relatifs au développement durable et à la réalisation des objectifs de développement durable.	Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Croatie, Égypte, Espagne, France, Grèce, Israël, Italie, Liban, Libye, Malte, Maroc, Monaco, Monténégro, République arabe syrienne, Slovaquie, Tunisie, Türkiye				Protection du milieu marin	Oui
Formation de personnel d'encadrement et de spécialistes chargés de superviser les opérations de nettoyage et de collecte des déchets à la suite d'un événement de pollution au Liban	Achévé	Juin	En ligne	Renforcement des connaissances des participantes et participants sur les aspects techniques essentiels du nettoyage des déversements d'hydrocarbures et de la gestion des déchets. Apport d'une compréhension concrète et d'une expertise pratique des stratégies, techniques et équipements d'intervention.	Liban	12			Protection du milieu marin	Oui
Atelier sous-régional sur l'utilisation de l'Outil d'évaluation de la préparation Excel à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures (RETOS™) permettant d'évaluer la gestion de la préparation et la planification de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures	Achévé	Novembre	En ligne	Formation des participants et participantes à la préparation contre les déversements d'hydrocarbures et à la planification d'urgence. Acquisition d'une expérience pratique de l'utilisation du Manuel ARPEL et du RETOS™ et de connaissances sur leurs avantages en matière d'analyse et de recensement des lacunes dans le programme national de préparation aux déversements d'hydrocarbures et de lutte en la matière.	Albanie, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Croatie, Égypte, France, Grèce, Israël, Liban, Libye, Monaco, Monténégro, République arabe syrienne, Slovaquie, Türkiye	57			Protection du milieu marin	Oui

Appendice
Activités prévues dans le cadre du PICT en 2021

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Programmes d'appui au développement maritime, Asie										
Étude sur la sécurité et le rendement énergétique des navires à passagers effectuant des voyages nationaux aux Philippines	En cours		En ligne		Philippines				N/A	Oui
Atelier régional en ligne de formation des instructeurs et instructrices consacré aux enquêtes sur les accidents de mer	Achévé	Octobre	En ligne	Les pays participants ont reçu les connaissances nécessaires sur les domaines méritant une attention particulière lors de la conception de programmes de formation aux enquêtes sur les accidents de mer visant à former des instructeurs et instructrices ainsi que pour l'appui à l'élaboration future des activités de d'apprentissage en ligne.	Bangladesh, République islamique d'Iran, Maldives, Pakistan, République populaire démocratique de Corée, Singapour, Sri Lanka	17			Sécurité maritime	Oui
Webinaire régional sur la ratification et la mise en œuvre de l'Accord du Cap de 2012	Achévé	Octobre	En ligne	Les pays participants de la région de l'Asie ont été encouragés à accepter/ratifier rapidement et/ou à mettre en œuvre effectivement l'Accord du Cap de 2012 pour qu'il soit ratifié et entre en vigueur à la date du dixième anniversaire de son adoption, c'est-à-dire le 11 octobre 2022.	Allemagne, Bangladesh, Brunéi Darussalam, Cambodge, Canada, Chine, États-Unis, Inde, Indonésie, Malaisie, Maldives, Myanmar, Népal, Philippines, Polynésie française, République de Corée, République populaire démocratique de Corée, Viet Nam	92			Sécurité maritime	Oui
Atelier régional sur la gestion de l'engorgement biologique et les espèces aquatiques envahissantes	Reporté		Manille (Philippines)		Cambodge, Indonésie, Philippines, République démocratique populaire lao, Thaïlande, Timor-Leste, Viet Nam				N/A	Oui
Atelier national sur le Protocole de Londres	Annulé		Inde		Inde				N/A	
Atelier national sur les zones maritimes particulièrement vulnérables (PSSA)	Annulé		Sri Lanka		Sri Lanka				N/A	
Atelier national sur la mise en œuvre de la Convention STCW (phase 1) : examen et élaboration d'un programme de travail en ligne	Achévé	Avril	En ligne	Les domaines devant faire l'objet d'un examen plus approfondi ont été recensés lors de l'atelier interactif et un programme de travail spécifique a été adopté pour répondre aux besoins urgents relatifs à la mise en œuvre de la Convention et du Code STCW.	Philippines	31			Sécurité maritime	Oui
Distribution de publications	Achévé	Décembre	Lalitpur (Népal)	Renforcement des capacités de l'administration maritime du Népal à l'aide de la distribution de publications de l'OMI.	Népal				Secteur maritime dans son ensemble	Oui

Appendice
Activités prévues dans le cadre du PICT en 2021

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Programmes d'appui au développement maritime, Asie (suite)										
Participation de l'OMI au Groupe de travail sur les transports maritimes de l'ASEAN	Achevé	Mars	En ligne	L'OMI a participé au Groupe de travail sur les transports maritimes de l'ASEAN lors duquel le programme des transports maritimes du Plan stratégique de Kuala Lumpur et les besoins correspondants des États Membres ont été examinés dans le cadre du PICT. Les effets de la COVID-19 sur la crise que traversent les gens de mer ont été inscrits à l'ordre du jour des années à venir.					Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Participation de l'OMI aux délibérations intersessions sur la COVID-19 : Réponses des États membres de l'ASEAN concernant l'accès des gens de mer à la relève des équipages, au rapatriement et aux programmes nationaux de vaccination	Achevé	Mai	En ligne	Participation de l'OMI à la réunion intersessions du Groupe de travail sur les transports maritimes de l'ASEAN lors de laquelle des recommandations émanant des délibérations intersessions sur la COVID-19 (réponses des États membres de l'ASEAN concernant l'accès des gens de mer à la relève des équipages, au rapatriement et aux programmes nationaux de vaccination) ont été adoptées.					Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Cours de formation national sur l'évaluation et l'examen des gens de mer	Achevé	Octobre	En ligne, Philippines	Les membres de l'Autorité du secteur maritime des Philippines (MARINA), de la Commission sur l'enseignement supérieur (CHED) et les formatrices et formateurs et les centres d'évaluation agréés à qui ont été confiées toutes les activités relatives à l'évaluation des gens de mer ont pu renforcer leur compréhension et leurs connaissances, en vue d'assurer le respect effectif, et la mise en œuvre, des dispositions de la Convention STCW de 1978, telle que modifiée.	Philippines	21			Sécurité maritime	Oui
Assistance juridique fournie à distance sur la mise en œuvre effective des conventions de l'OMI relatives à la pollution par les hydrocarbures, à la responsabilité et à l'indemnisation	Achevé	Mars	En ligne	Analyse des lacunes de la législation nationale existante en ce qui concerne la transposition dans la législation nationale des conventions internationales (en matière de préparation, d'intervention, de coopération, de responsabilité et d'indemnisation).	Cambodge, Indonésie, Malaisie, Philippines, République démocratique populaire lao, Thaïlande, Viet Nam				Protection du milieu marin	Oui
Mise au point d'une évaluation nationale et d'une feuille de route concernant l'adhésion au Protocole de Londres	En cours		À distance, Sri Lanka		Sri Lanka				N/A	Oui
Programme de renforcement des capacités en matière de sécurité maritime fondé sur la sécurité maritime	En cours		République de Corée		Cambodge, Indonésie, Philippines, Viet Nam				N/A	Non
Atelier national sur la gestion des déversements d'hydrocarbures	En cours		En ligne	Renforcement et amélioration des connaissances des participants et participantes sur les principes de planification et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures, qui nécessiteraient la mobilisation d'une équipe nationale spéciale.	Philippines				Protection du milieu marin	Oui
Participation de l'OMI au Groupe de travail sur les transports maritimes de l'ASEAN	Achevé	Octobre	En ligne	L'OMI a participé au Groupe de travail sur les transports maritimes de l'ASEAN lors duquel le programme des transports maritimes du Plan stratégique de Kuala Lumpur et les besoins correspondants des États Membres ont été examinés dans le cadre du PICT.					Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Programme de formation à bord	Achevé	Décembre	Busan (République de Corée)	Ce programme a permis de répondre aux besoins d'une sélection de pays en Asie et a été l'occasion de dispenser une formation pratique à bord conformément aux prescriptions en matière d'enseignement et de formation maritimes, notamment pour les femmes dans le secteur maritime. Une formation a pu être organisée pour les élèves officiers du service du pont et ceux du service des machines, à bord du navire-école, le Hanwoori, et grâce à d'autres infrastructures de formation du Korea Institute of Maritime and Fisheries Technology (KIMET).	Indonésie, Malaisie, Thaïlande, Viet Nam	10			Formation maritime	Non

Appendice
Activités prévues dans le cadre du PICT en 2021

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Programmes d'appui au développement maritime, Asie (suite)										
Atelier sur le renforcement des capacités en matière d'e-navigation	Achévé	Novembre	En ligne	Facilitation de l'élaboration et de la mise en place de services numériques qui peuvent ensuite servir à renforcer la sécurité maritime et la protection du milieu marin en Asie.	Allemagne, Brésil, Cambodge, Chine, Danemark, Espagne, Inde, Indonésie, République islamique d'Iran, Japon, Malaisie, Norvège, Pays-Bas, Philippines, République de Corée, Slovaquie, Trinité-et-Tobago, Türkiye, Viet Nam	67			Sécurité maritime	Non
Atelier sur les principes de la conception et de la mise au point d'un programme visant à mettre en œuvre la Convention STCW de 1978, telle que modifiée	En cours		En ligne	Les capacités nationales des Philippines ont été améliorées et renforcées pour pouvoir élaborer des programmes appropriés aux fins d'un enseignement et d'une formation des gens mer axés sur les résultats.	Philippines				N/A	Oui
Atelier national sur la facilitation du trafic maritime international	Achévé	Novembre	En ligne	Amélioration de la compréhension de la Convention FAL et des amendements à la Convention FAL adoptés par la résolution FAL.12 (40), entrés en vigueur le 1 ^{er} janvier 2018, le but étant de promouvoir la ratification de la Convention FAL.	Brunéi Darussalam	28			Sécurité maritime	Oui
Élaboration de supports de formation dans le cadre de la préparation d'un atelier national sur la Convention BWM	Achévé	Juin	À distance, Inde et Singapour	Élaboration d'un nouveau module de formation et d'un manuel à l'intention des participants et participantes pour les futurs ateliers sur la gestion des eaux de ballast.	Sri Lanka				Protection du milieu marin	Oui
Programmes d'appui au développement maritime, Îles du Pacifique										
Premier forum de consultation sur le Bureau de présence régionale de l'OMI dans la région des îles du Pacifique	Achévé	Avril	En ligne	Les Pays insulaires du Pacifique ont acquis une compréhension commune de ce qu'ils pouvaient attendre d'un Bureau de présence régionale de l'OMI et se sont entendus sur les services que fournirait le Bureau régional de l'OMI pour le Pacifique.	Australie, Fidji, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Vanuatu			30	Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Atelier régional intitulé "Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable : processus visant à intégrer le secteur maritime"	Achévé	Mars	En ligne	Les participants et participantes se sont vu présenter une vue d'ensemble du processus du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et ont adopté une résolution sur ledit Plan-cadre.	Fidji, Îles Marshall, Kiribati, Îles Cook, Îles Salomon, Micronésie, Palaos, Samoa, Tonga, Vanuatu, Nioué			24	Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Webinaire régional sur la dématérialisation en tant que moyen de facilitation du trafic maritime international	Annulé		En ligne		Australie, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Micronésie, Nauru, Nioué, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu				N/A	
Cours à l'intention des auditeurs et auditrices dans le maritime	Achévé	Décembre	En ligne	Des membres de l'administration maritime chargés de fonctions liées aux audits ont été formés à la planification, à la préparation et à la conduite d'un audit des systèmes de gestion dans le secteur maritime comme indiqué dans les normes et prescriptions du Code ISM, du Code STCW et du Code ISPS, conformément à la norme ISO 19011 sur l'audit.	Fidji	14			Sécurité maritime	Oui
Participation de l'OMI à une table ronde sur les ports de transition vers les pays du Pacifique	Achévé	Février	En ligne	Les participants et participantes ont échangé sur les difficultés rencontrées par les gens de mer dans le cadre de leur rapatriement, y compris dans les ports de transition vers les pays du Pacifique.					Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Webinaire régional sur la ratification et la mise en œuvre de l'Accord du Cap de 2012 ainsi que les meilleures pratiques à suivre pour garantir à une pêche durable	Achévé	Juillet	En ligne	Les pays participants de la région des îles du Pacifique ont été encouragés à accepter/ratifier rapidement et/ou à mettre en œuvre effectivement l'Accord du Cap de 2012 pour qu'il soit ratifié et entre en vigueur à la date du dixième anniversaire de son adoption, c'est-à-dire le 11 octobre 2022.	Australie, Fidji, Îles Marshall, Îles Cook, Îles Salomon, Micronésie, Nauru, Nioué, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	39			Sécurité maritime	Oui
Atelier national sur le Protocole de Londres	Annulé		Koror (Palaos)		Palaos				N/A	
Atelier régional sur les mesures relatives au rendement énergétique applicables aux navires	Annulé		Suva (Fidji)		Australie, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Micronésie, Nauru, Nioué, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu				N/A	
Atelier national visant à favoriser la mise en œuvre de la Convention sur la gestion des eaux de ballast	Annulé		Apia (Samoa)		Samoa				N/A	

Appendice
Activités prévues dans le cadre du PICT en 2021

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Programmes d'appui au développement maritime, Îles du Pacifique (suite)										
Atelier régional sur la ratification et la mise en œuvre effective des conventions relatives à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures, à la responsabilité et à l'indemnisation (Phase 1)	Achévé	Octobre	En ligne	Première phase de l'assistance apportée aux îles du Pacifique pour accélérer la ratification et la mise en œuvre des conventions internationales relatives à la préparation, à la lutte, à la responsabilité et à l'indemnisation en cas de déversement d'hydrocarbures, y compris pour accélérer l'élaboration des plans d'action nationaux.	Australie, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Micronésie, Nauru, Nioué, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	65			Protection du milieu marin	Non
Évaluation nationale de la situation en matière de gestion de l'encrassement biologique	Achévé	Décembre	À distance, Tonga	L'objectif était de mener des évaluations nationales de la situation en matière de gestion de l'encrassement biologique, l'activité a complété un projet financé au moyen de ressources extrabudgétaires (projet XB) aux Tonga qui continuera à être mis en place en 2022.	Tonga				Protection du milieu marin	Oui
Approvisionnement en matériel de formation en ligne	En cours		Kiribati, les Îles Salomon		Kiribati, les Îles Salomon				N/A	Oui
Deuxième forum de consultation sur le Bureau de présence régionale de l'OMI dans le Pacifique	Achévé	Juillet	En ligne	Les pays insulaires du Pacifique ont examiné les premières propositions envoyées par des États Membres de la région qui souhaitent être le pays d'accueil et sont convenus d'une date limite pour soumettre les propositions (3 septembre 2021) afin qu'elles puissent être diffusées, examinées et qu'une nouvelle consultation puisse avoir lieu en octobre 2021.	Australie, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Vanuatu			42	Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Troisième forum de consultation sur le Bureau de présence régionale de l'OMI dans le Pacifique	Achévé	Octobre	En ligne	Les pays insulaires du Pacifique ont examiné les propositions finales envoyées par des États Membres qui souhaitent être le pays d'accueil et sont convenus de la marche à suivre en ce qui concerne les futures consultations qui conduiront à la prise d'une décision définitive sur le pays hôte.	Australie, Fidji, Îles Cook, Îles Salomon, Nioué, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Vanuatu			24	Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Atelier régional sur la ratification et la mise en œuvre effective des conventions relatives à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures, à la responsabilité et à l'indemnisation (Phase 2)	Reporté		En ligne	Promotion de la ratification et la mise en œuvre des conventions et des protocoles de l'OMI relatives à la préparation, à la lutte, à la responsabilité et à l'indemnisation en cas de déversements d'hydrocarbures et d'événements de pollution à l'aide de la mise en place de plans d'action nationaux et du plan d'action régional visés dans le Plan régional océanien d'intervention en cas de déversements en mer (PACPLAN).	Australie, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Micronésie, Nauru, Nioué, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu				N/A	Oui
Services consultatifs techniques en matière de rédaction juridique	Reporté		Samoa		Samoa				N/A	Oui
Programme de renforcement des capacités et de formation à l'intention des responsables de l'aide à la navigation	Reporté		Îles Salomon		Îles Salomon				N/A	Oui
Création d'un cadre régional de reconnaissance pour l'initiative Pacific Port Vision 2030-2050	Reporté		À distance, Australie						N/A	Oui

Appendice
Activités prévues dans le cadre du PICT en 2021

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Programme d'appui au renforcement des capacités de l'Administration de la sécurité maritime des Îles Salomon (SIMSA)										
Sensibilisation à la sécurité en mer aux frontières et dans d'autres zones critiques	En cours		Divers endroits, Îles Salomon		Îles Salomon				N/A	Non
Appui à la mise en valeur des ressources humaines de la SIMSA	En cours		Honiara (Îles Salomon)		Îles Salomon				N/A	Non
Activités de formation et de renforcement des capacités	Achevé	Décembre	Honiara (Îles Salomon)	Participation à des cours d'enseignement à distance dispensés par l'Université maritime mondiale (UMM) et la Lloyds Maritime Academy.	Îles Salomon	3			Secteur maritime dans son ensemble	Non
Aide au renforcement des capacités des Îles Salomon en matière de gestion des océans	Achevé	Décembre	Honiara (Îles Salomon)	Renforcement des capacités au niveau national visant à améliorer les connaissances et les compétences de toutes les parties prenantes impliquées dans la gestion des océans pour lutter contre les menaces qui pèsent sur le milieu marin et garantir sa protection à long terme.	Îles Salomon	80			Secteur maritime dans son ensemble	Non
Programme d'appui au projet de protection du milieu marin dans les mers d'Asie du Sud-Est (MEPSEAS)										
Création d'un document contenant des meilleures pratiques ainsi que de documents d'orientation nationaux et mise en place d'ateliers sur le contrôle et le suivi de la conformité	Annulé		Divers endroits		Cambodge, Indonésie, Japon, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Viet Nam				N/A	
Programmes d'appui au développement maritime, Asie occidentale et Europe orientale										
Cours national de formation de niveaux 2 et 3 sur la Convention OPRC	Annulé		Moscou (Fédération de Russie)		Fédération de Russie				N/A	
Atelier national sur la Convention AFS	Annulé		Tirana (Albanie)		Albanie				N/A	
Mission de suivi de la mission d'évaluation des besoins et de consultation organisée en 2015	Annulé		Kyïv (Ukraine)		Ukraine				N/A	
Webinaire régional sur la ratification et la mise en œuvre de l'Accord du Cap	Achevé	Juin	En ligne	Le webinaire a été dispensé en ligne, en russe et en anglais avec un service d'interprétation simultanée, sur deux jours à raison de trois heures par jour. Les participants et participantes issus d'États déjà partie à l'Accord du Cap ont fait part des enseignements qu'ils ont tirés dans le cadre du processus de ratification et les États qui sont en train de le ratifier ont mis en commun des renseignements sur les obstacles recensés à l'acceptation générale et à la mise en œuvre effective de l'Accord par tous les États de la région.	Albanie, Azerbaïdjan, Cameroun, Émirats arabes unis, Espagne, Fédération de Russie, Géorgie, Ghana, Islande, Kazakhstan, Kenya, Monténégro, Pérou, République de Moldova, Royaume-Uni, Turkménistan, Ukraine	36			Sécurité maritime	Oui
Programmes d'appui au développement maritime, Amérique latine										
Atelier à l'intention des administrateurs et administratrices maritimes de rang élevé dans les pays du Réseau opérationnel de coopération régionale des autorités maritimes de l'Amérique centrale et de la République dominicaine (ROCRAM-CA)	Annulé		En ligne		Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine				N/A	

Appendice
Activités prévues dans le cadre du PICT en 2021

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Programmes d'appui au développement maritime, Amérique latine (suite)										
Cours national de formation aux enquêtes et aux rapports sur les accidents	Achevé	Novembre	En ligne	Une assistance technique a été apportée aux participants et participantes pour leur permettre de mener à bien des enquêtes sur les accidents et les incidents de mer conformément au Code pour les enquêtes sur les accidents, au cours type 3.11 de l'OMI (Enquêtes sur les accidents et événements de mer), la résolution A.1075(28) et les instruments pertinents de l'OMI. Grâce à cet atelier, les versions espagnoles de certains supports ont pu être récupérées, elles serviront de référence pour les prochaines activités des formations ou ateliers en matière d'enquête sur les accidents.	Mexique	18			Sécurité maritime	Oui
Séminaire régional visant à encourager la ratification et la mise en œuvre effective de la Convention FAL	Annulé		Mexico (Mexique)		Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay, Venezuela				N/A	
Conférence régionale visant à prêter appui au Réseau des femmes des Autorités maritimes d'Amérique latine (Réseau MAMLa)	Achevé	Décembre	En ligne	Élection du nouveau Comité exécutif du Réseau MAMLa pour 2022-2024 et adoption de nouvelles règles et d'un nouveau Code de déontologie.	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay, Venezuela	32			Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Cours de formation régional destiné aux administrations et aux compagnies maritimes sur la mise en œuvre du Code ISM	Achevé	Juillet	En ligne	Les participants et participantes ont été dotés d'outils leur permettant de comprendre les aspects essentiels de la gestion et de l'exploitation des navires en mer en toute sécurité.	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay, Venezuela	82			Sécurité maritime	Oui
Atelier national sur la planification d'urgence en cas de déversements d'hydrocarbures	Achevé	Juin	En ligne	Formation des participants et participantes à la préparation aux déversements d'hydrocarbures et à la lutte en la matière visant à faciliter la mise en œuvre de la Convention OPRC. Les participants et participantes ont été formés à la manière d'évaluer l'efficacité de leur système national de préparation aux déversements d'hydrocarbures et de lutte en la matière afin de recenser les domaines dans lesquels des efforts restent à mener.	Panama	42			Protection du milieu marin	Oui
Atelier régional sur l'Annexe VI de MARPOL	Annulé		Mexico (Mexique)		Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, République dominicaine				N/A	
Atelier national sur la ratification et la mise en œuvre de la Convention AFS	Annulé		Cuba		Cuba				N/A	
Atelier national sur la planification d'urgence en cas de déversements d'hydrocarbures	Achevé	Juillet	En ligne	Formation des participants et participantes à la préparation aux déversements d'hydrocarbures et à la lutte en la matière visant à faciliter la mise en œuvre de la Convention OPRC. Les participants et participantes ont été formés à la manière d'évaluer l'efficacité de leur système national de préparation aux déversements d'hydrocarbures et de lutte en la matière afin de recenser les domaines dans lesquels des efforts restent à mener.	Nicaragua	28			Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur la planification d'urgence en cas de déversements d'hydrocarbures	Achevé	Juillet	En ligne	Formation des participants et participantes à la préparation aux déversements d'hydrocarbures et à la lutte en la matière visant à faciliter la mise en œuvre de la Convention OPRC. Les participants et participantes ont été formés à la manière d'évaluer l'efficacité de leur système national de préparation aux déversements d'hydrocarbures et de lutte en la matière afin de recenser les domaines dans lesquels des efforts restent à mener.	République dominicaine	38			Protection du milieu marin	Oui
Élaboration d'études biologiques de référence dans les ports relatives aux espèces allochènes actuellement transportées par les navires	En cours		Divers endroits		Chili, Colombie, Équateur, Panama, Pérou				N/A	Oui

Appendice
Activités prévues dans le cadre du PICT en 2021

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Programmes d'appui au développement maritime, Amérique latine (suite)										
Difficultés rencontrées par les gens de mer et recensement des meilleures pratiques à suivre pendant la pandémie de COVID-19 en Amérique latine	Achevé	Mars	En ligne	Des renseignements ont été communiqués aux participants et participantes sur les protocoles en matière de relève d'équipage mis au point par l'OMI et appuyés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay, Venezuela				Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Échanges bilatéraux dans la cadre d'une table ronde avec les États signataires de la Déclaration d'intention de Torremolinos	Achevé	Décembre	En ligne	Les pays participants ont été encouragés à accepter/ratifier rapidement et/ou à mettre en œuvre effectivement l'Accord du Cap de 2012 pour qu'il soit ratifié et entre en vigueur à la date du dixième anniversaire de son adoption, c'est-à-dire le 11 octobre 2022.	Belize, Brésil, Nicaragua				Sécurité maritime	Oui
Formation régionale consacrée à la Convention internationale sur la recherche et le sauvetage maritimes et les volumes II et III du Manuel IAMSAR pour les pays du ROCRAM-CA	Achevé	Octobre	En ligne	Les participants et participantes ont été formés aux plans de recherche et de sauvetage (SAR) nationaux conformément aux règles actuelles et aux plans mis à jour.	Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama	103			Sécurité maritime	Oui
Traduction en espagnol et en portugais des supports de cours de formation et des guides généraux sur la gestion de l'encrassement biologique	En cours		Divers endroits						N/A	Oui
Évaluation des besoins concernant la mise en œuvre de mesures visant à faciliter le trafic maritime international dans les pays d'Amérique centrale, notamment leur disposition à adopter l'échange électronique de données	Achevé	Décembre	À distance, Chili	Évaluation de la mise en œuvre des mesures visant à faciliter le transport maritime international et, en particulier, des solutions numériques applicables à l'interface navire/port qui permettent de faciliter les procédures d'accomplissement des formalités et les escales au port dans la région de l'Amérique centrale.	Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine				Facilitation du trafic maritime international	Oui
Appui technique pour la mise au point d'un cours de formation en ligne sur le Code ISM	En cours		En ligne, à distance, Chili						N/A	Oui
Atelier sur le contrôle et le suivi des activités de coopération technique dans la région de l'Amérique latine	Achevé	Décembre	En ligne	Renforcement des capacités techniques nationales et régionales visant à assurer la mise en œuvre effective de tous les instruments de l'OMI dans les États Membres de la Commission centraméricaine du transport maritime (COCATRAM).	Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine	17			Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Traduction de l'anglais vers l'espagnol du cours d'introduction en ligne sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures	En cours		À distance, Argentine						N/A	Oui
Cours de formation sur la mise en œuvre de l'Accord du Cap de 2012	Achevé	Décembre	En ligne	Amélioration des connaissances requises pour faciliter la mise en œuvre de l'Accord du Cap de 2012.	Argentine, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, République dominicaine, Uruguay	18			Sécurité maritime	Oui
Mise au point d'un cours de formation en ligne en espagnol sur le Code ISM	Reporté		À distance, Suède						N/A	Oui
Élaboration et application du Plan d'action pour la mise en œuvre de l'accord multilatéral sur la coordination des opérations de recherche et de sauvetage maritimes en Amérique centrale	Achevé	Mars	À distance, Chili	Élaboration du plan SAR régional et mise à jour des plans SAR nationaux conformément aux règles en vigueur.	Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine				Sécurité maritime	Oui
Consultation régionale sur la Convention internationale de 1978 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (Convention STCW) auprès des pays du ROCRAM-CA	Achevé	Mars	À distance, Chili	Mise au point du plan d'action visant à mettre en œuvre la Convention STCW	Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, République dominicaine				Formation maritime	Oui

Appendice
Activités prévues dans le cadre du PICT en 2021

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Programmes d'appui au développement maritime, Caraïbes										
Atelier national sur la rédaction de la législation nationale	Annulé		En ligne, Antigua-et-Barbuda		Antigua-et-Barbuda				N/A	
Atelier régional sur les Annexes III à V de MARPOL, notamment les installations de réception portuaires	Annulé		Jamaïque		Antigua-et-Barbuda, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Curaçao, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sint Maarten, Suriname, Trinité-et-Tobago				N/A	
Atelier sur la planification d'urgence	Achévé	Octobre	En ligne	Formation des participants et participantes à la préparation aux déversements d'hydrocarbures et à la lutte en la matière visant à faciliter la mise en œuvre de la Convention OPRC. Les participants et participantes ont été formés à la manière d'évaluer l'efficacité de leur système national de préparation aux déversements d'hydrocarbures et de lutte en la matière afin de recenser les domaines dans lesquels des efforts restent à mener.	Anguilla, Saint-Martin, Saint Martin (partie néerlandaise)	26			Protection du milieu marin	Oui
Atelier national sur la planification d'urgence en cas de déversements d'hydrocarbures	Achévé	Décembre	En ligne	Formation des participants et participantes à la préparation aux déversements d'hydrocarbures et à la lutte en la matière visant à faciliter la mise en œuvre de la Convention OPRC. Les participants et participantes ont été formés à la manière d'évaluer l'efficacité de leur système national de préparation aux déversements d'hydrocarbures et de lutte en la matière afin de recenser les domaines dans lesquels des efforts restent à mener.	Grenade	22			Protection du milieu marin	Oui
Atelier régional visant à favoriser la mise en œuvre de la Convention sur la gestion des eaux de ballast dans la région des Caraïbes	Annulé		Panama (Panama)		Antigua-et-Barbuda, Belize, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago				N/A	
Atelier régional à l'intention des administrateurs et administratrices maritimes de rang élevé	Achévé	Juillet	En ligne	Renseignements actualisés communiqués aux fonctionnaires de rang élevé de l'administration maritime au sujet des évolutions récentes en matière de réglementation et les autres évolutions au sein du secteur maritime international.	Antigua-et-Barbuda, Antilles néerlandaises, Bahamas, Barbade, Belize, Bermuda, Curaçao, Dominique, Grenade, Guyana, Îles Caïmanes, Îles Turques et Caïques, Îles Vierges britanniques, Jamaïque, Pays-Bas, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sint Maarten, Suriname, Trinité-et-Tobago			45	Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Programmes mondiaux										
Programmes de services consultatifs techniques										
Élaboration en cours d'un document d'appui à la planification d'urgence spécifique à l'unité flottante de stockage et de déchargement SAFER	En cours	Mars	À distance, Royaume-Uni	Renforcement de la capacité à appuyer l'atténuation du risque de déversement d'hydrocarbures provenant de l'unité flottante de stockage et de déchargement SAFER grâce à l'élaboration continue du plan d'urgence spécifique à l'unité flottante de stockage et de déchargement SAFER; y compris la traduction de l'anglais vers l'arabe du document d'appui à la planification d'urgence.	Yémen				N/A	Oui
Projet de consultation visant à soutenir l'élaboration d'un plan d'urgence en prévision d'un déversement d'hydrocarbures provenant de l'unité flottante de stockage et de déchargement SAFER, au large de la côte ouest du Yémen	Achévé	Mars	À distance à Londres (Royaume-Uni)	Mise à jour du plan d'urgence élaboré en prévision d'un déversement d'hydrocarbures provenant de l'unité flottante de stockage et de déchargement SAFER.	Yémen				Protection du milieu marin	Oui

Appendice
Activités prévues dans le cadre du PICT en 2021

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Programme d'appui aux petits États insulaires en développement et aux pays les moins avancés pour leurs besoins spécifiques en matière de transport maritime										
Séminaire national sur la facilitation du trafic maritime international	Achevé	Décembre	Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie)	Les participants et participantes ont été informés de l'importance cruciale de la facilitation du trafic maritime international pour l'économie nationale et ont été encouragés à entamer la procédure visant à faire ratifier la Convention FAL par l'organe législatif.	République-Unie de Tanzanie				Facilitation du trafic maritime international	Oui
Participation de l'OMI à la vingt-et-unième session du Forum des responsables des agences de sécurité maritime de l'Asie et du Pacifique (APHoMSA) : renforcement des capacités des PEID et des PMA	Achevé	Mai	En ligne	Participation de l'OMI à la vingt-et-unième session de l'APHoMSA. Thèmes de la réunion : la sécurité en mer, notamment le bien-être des gens de mer, la protection du milieu marin, l'intervention en cas d'incident de mer et la coopération régionale pour les PEID et les PMA. L'OMI a soumis trois documents et les membres de l'APHoMSA ont adhéré à la proposition de l'Organisation concernant des programmes d'observation en situation de travail ou de détachement. Le nouveau programme de renforcement des capacités sera lancé dans la région pilote de l'Asie et du Pacifique en 2022.					Secteur maritime dans son ensemble	Non
Atelier sous-régional sur l'élaboration de cadres nationaux efficaces de préparation aux déversements d'hydrocarbures et de lutte en la matière	Annulé		Saint John's (Antigua-et-Barbuda)		Antigua-et-Barbuda, Aruba, Barbade, Dominique, Guyana, Haïti, Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines				N/A	
Octroi de bourses aux PEID et aux PMA pour qu'ils puissent participer au cours en ligne de l'Institut de droit maritime international (IMLI) sur la protection du milieu marin et la gestion des océans	Achevé	Juin	En ligne	Le cours de formation a permis de dispenser les connaissances nécessaires pour promouvoir une plus grande participation des représentants et représentantes des PEID et des PMA dans les domaines de la protection du milieu marin et de l'amélioration de la gestion des océans	Antigua-et-Barbuda, Bénin, Cabo Verde, Cambodge, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Guinée-Bissau, Libéria, Madagascar, Maldives, Maurice, Myanmar, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tonga, Yémen		18		Législation maritime	Non
Octroi de bourses aux PEID et aux PMA pour qu'ils puissent participer au cours en ligne de l'IMLI sur le droit international de la sûreté maritime	Achevé	Mai	En ligne	Le cours de formation a permis de dispenser les connaissances nécessaires pour promouvoir une plus grande participation des représentants et représentantes des PEID et des PMA lorsqu'il s'agit d'intervenir dans une situation qui relève du droit international de la sûreté maritime.	Afghanistan, Antigua-et-Barbuda, Bénin, Cabo Verde, Cambodge, Congo, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Guyana, Haïti, Îles Cook, Madagascar, Malawi, Maldives, Myanmar, République dominicaine, Sao Tomé-et-Principe, Soudan, Togo, Trinité-et-Tobago, Vanuatu, Yémen		22		Législation maritime	Oui
Programme sur les femmes du secteur maritime										
Appui apporté par l'OMI au programme en ligne d'accélération de la formation des cadres élaboré par Maritime SheEO	Annulé		En ligne						N/A	
Dix-huitième cours de formation sur "La gestion portuaire au féminin" (Women in Port Management) dispensé à l'IPER	Reporté		Le Havre (France)		Algérie, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée, Madagascar, Sénégal, Seychelles, Togo, Tunisie				N/A	Oui
Révision de la constitution et du plan stratégique de l'Association des femmes du secteur maritime de la région de l'Afrique de l'Est et australe (WOMESA)	Achevé	Septembre	En ligne	Examen, révision et mise à jour de la constitution et du plan stratégique de la WOMESA visant à améliorer le fonctionnement et les activités de ses antennes nationales et de son organe régional.	Comores, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Namibie, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Somalie, Zambie			23	Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Appui apporté en matière de renforcement des capacités à l'Association des Océaniques du secteur maritime (PacWIMA)	En cours		En ligne		Fidji, Kiribati, Îles Cook, Îles Salomon, Micronésie, Nioué, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu				N/A	Oui
Première conférence régionale visant à prêter appui à l'Association des femmes du secteur maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WIMOWCA)	Achevé	Octobre	En ligne	Meilleure harmonisation en ce qui concerne la mise en œuvre des instruments de l'OMI, renforcement du réseau de collaboration entre les femmes au niveau régional et meilleures perspectives d'emploi pour les femmes dans les administrations maritimes et les autorités portuaires.	Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Nigéria, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, United States			151	Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Soutien apporté au programme avancé de gestion portuaire, en mode virtuel (organisé par le Galilee International Management Institute (GIMI))	Achevé	Juillet	En ligne	Formation de plus de 30 femmes à la gestion portuaire de niveau avancé.	Afrique du Sud, Cameroun, Côte d'Ivoire, Fidji, Gambie, Ghana, Guyana, Îles Salomon, Jamaïque, Madagascar, Maurice, Namibie, Nigéria, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Sainte-Lucie		30		Secteur maritime dans son ensemble	Oui

Appendice
Activités prévues dans le cadre du PICT en 2021

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaire	Boursiers	Chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Programme sur les femmes du secteur maritime (suite)										
Soutien apporté au programme de l'IMLI de cours de perfectionnement professionnel en ligne	Achevé	Juin	En ligne	Renforcement des capacités professionnelles et de la compréhension des participants et participantes afin qu'ils puissent mieux intégrer les instruments dans la législation nationale, grâce à cinq cours de droit spécialisé. Parmi les sujets abordés figurent le droit des traités, le droit portuaire, les droits des gens de mer, la protection du milieu marin et la gestion des océans, ainsi que le droit international de la sûreté maritime.	Antigua-et-Barbuda, Cambodge, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Maurice, Mozambique, Nauru, République dominicaine, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Togo, Türkiye, Ukraine		20		Législation maritime	Oui
Soutien apporté à la conférence Women Offshore tenue en mode virtuel (une conférence rassemblant des femmes employées dans le secteur offshore)	Annulé		En ligne						N/A	
Enquête réalisée par OMI et WISTA sur le nombre de femmes dans le secteur maritime	En cours		Londres (Royaume-Uni)						N/A	Oui
Dix-septième cours de formation sur "La gestion portuaire au féminin" (Women in Port Management) dispensé à l'IPER	Achevé	Juin	En ligne	Fonctionnaires formées en anglais sur des sujets tels que la gestion portuaire, la sûreté portuaire, le milieu marin portuaire, la facilitation du trafic maritime, l'interface navire/port, les contrats de concession, le marketing portuaire, les redevances portuaires et la logistique portuaire.	Argentine, Brésil, Cambodge, Dominique, Égypte, Équateur, Jamaïque, Jordanie, Ouganda, Philippines, République dominicaine, Sainte-Lucie, Seychelles, Viet Nam		24		Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Renforcement des capacités et formation										
Octroi de bourses à l'UMM	En cours		Malmö (Suède)						N/A	Oui
Organisation de conférences, séminaires et ateliers à l'UMM	Achevé	Décembre	En ligne	Le personnel de l'OMI a donné des conférences à l'UMM ou des conférences en mode virtuel à l'intention des étudiants et étudiantes de l'UMM ou a participé à des séminaires en ligne.					Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Bourses de l'IMLI	En cours		Msida (Malte)						N/A	Oui
Organisation de conférences, séminaires et ateliers à l'IMLI	Achevé	Décembre	En ligne	Le personnel de l'OMI et les enseignants et enseignantes de l'UMM ont donné des conférences à l'IMLI ou des conférences en mode virtuel à l'intention des étudiants et étudiantes de l'IMLI ou ont participé à des séminaires ou ateliers en ligne.					Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Appui apporté à l'UMM et à l'IMLI en matière de gouvernance, notamment en ce qui concernait la prestation de services de consultation	Achevé	Décembre	Londres (Royaume-Uni)	Soutien apporté aux deux établissements en matière de gouvernance.					Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Cours sur l'application des instruments par l'État du pavillon dispensé par l'Académie maritime internationale pour la sécurité, la sûreté et l'environnement (IMSSEA) (bourses)	Achevé	Octobre	En ligne	Formation d'administrateurs et administratrices maritimes au moyen d'un cours de mise à niveau en ligne.	Angola, Fidji, Géorgie, Guyana, Népal, Nigéria, Philippines, Samoa, Seychelles, Somalie, Suriname, Tonga, Tuvalu, Ukraine, Vanuatu, Yémen		19		Formation maritime	Oui
Cours sur le contrôle par l'État du port dispensé par l'IMSSEA (bourses)	Achevé	Novembre	En ligne	Formation d'administrateurs et administratrices maritimes au moyen d'un cours de mise à niveau en ligne.	Cabo Verde, Égypte, Guyana, Indonésie, Malaisie, Nigéria, Suriname, Trinité-et-Tobago, Tuvalu, Yémen		10		Formation maritime	Oui
Cours sur le Code ISPS dispensé par l'IMSSEA (bourses)	Achevé	Décembre	En ligne	Formation d'administrateurs et administratrices maritimes au moyen d'un cours de mise à niveau en ligne.	Côte d'Ivoire, Îles Salomon, Inde, Mongolie, Somalie, Soudan du Sud, Tonga, Yémen		8		Formation maritime	Oui
Cours consacré aux procédures d'enquête sur les accidents de mer (MAIP) dispensé par l'IMSSEA (bourses)	Achevé	Décembre	En ligne	Formation d'administrateurs et administratrices maritimes au moyen d'un cours de mise à niveau en ligne.	Comores, Égypte, Fidji, Îles Salomon, Maldives, Mongolie, Nigéria, Panama, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Samoa, Seychelles, Somalie, Tonga		22		Formation maritime	Oui
Trente-cinquième cours de l'IPER sur l'exploitation et la gestion des ports (bourses)	En cours		Hybride, France	Amélioration de la palette de compétences des fonctionnaires participant à l'exploitation et à la gestion des ports.					N/A	Oui

Appendice
Activités prévues dans le cadre du PICT en 2021

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Renforcement des capacités et formation (suite)										
Dépenses engagées à l'appui du recrutement d'administrateurs et administratrices auxiliaires, dans le cadre du personnel mis à disposition à titre gracieux	Achevé	Décembre	Londres (Royaume-Uni)	Les dépenses engagées à l'appui du recrutement de trois administrateurs auxiliaires, dans le cadre du personnel mis à disposition à titre gracieux, ont été couvertes.	Chine				Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Atelier national sur les politiques de transport maritime	Annulé		En ligne		Cameroun				N/A	
Traduction du programme sur les politiques de transport maritime	En cours		À distance						N/A	Non
Octroi de bourses à l'UMM	Achevé	Octobre	Malmö (Suède)	Les boursiers et boursières de l'OMI ont obtenu un Master ès sciences mention Affaires maritimes (année universitaire 2020-2021).	Algérie, Bangladesh, Cameroun, Gambie, Ghana, Guyana, Libéria, Myanmar, Philippines, Timor-Leste, Viet Nam, Zimbabwe		12		Formation maritime	Oui
Bourses de l'I'MLI	Achevé	Août	Msidra (Malte)	Des boursiers et boursières de l'OMI ont obtenu le diplôme de master en droit ou de master en sciences humaines et ont été formés à la rédaction de la législation maritime nationale et à la transposition des instruments de l'OMI dans leurs cadres juridiques nationaux respectifs (année universitaire 2020-2021). Les économies réalisées sur le financement des bourses grâce à la non-utilisation des logements fournis par l'I'MLI en raison de la pandémie de COVID-19 seront utilisées pour financer une formation en ligne en anglais juridique dans le domaine maritime pour les futurs boursiers et boursières de l'OMI originaires de pays non anglophones pour l'année universitaire 2022-2023.	Afrique du Sud, Comores, Inde, Monténégro, Myanmar, Paraguay, République démocratique du Congo, Somalie, Thaïlande, Tunisie		10		Formation maritime	Oui
Octroi de bourses pour le trente-quatrième cours avancé sur l'exploitation et à la gestion des ports dispensé par l'IPER	En cours		Hybride						N/A	Oui
Mise au point d'un cours de formation en ligne sur la gestion de l'encrassement biologique (projet pilote de l'OMI d'apprentissage en ligne)	En cours		À distance, Malmö (Suède), Copenhague (Danemark)						N/A	Oui
Renforcement de la sûreté maritime										
Participation de l'OMI aux missions de renforcement des capacités en matière de sûreté maritime	Achevé	Décembre	Divers endroits	L'activité a permis au personnel de l'OMI de participer à différentes activités relatives à la sûreté maritime et la promotion du mandat de l'OMI.					Sûreté maritime	Oui
Ateliers nationaux visant à faciliter l'application des dispositions du chapitre XI-2 de la Convention SOLAS et du Code ISPS	En cours		Divers endroits	Assistance fournie aux États Membres en ce qui concerne la mise en œuvre des mesures de sûreté maritime, notamment le chapitre XI de la Convention SOLAS et le Code ISPS.					N/A	Oui
Code ISPS : politiques, gouvernance et réglementation	Achevé	Décembre	Divers endroits	Cette activité a permis de promouvoir la participation des femmes à la formation en matière de sûreté maritime, conformément au Programme de l'OMI sur les femmes du secteur maritime et à l'ODD 5.	Barbade, Cameroun, Gabon, Gambie, Ghana, Guyana, Îles Salomon, Îles Turques et Caïques, Kenya, Kiribati, Maurice, Namibie, Nigéria, Trinité-et-Tobago		21		Sûreté maritime	Oui
Soutien apporté au renforcement des capacités de lutte contre la piraterie et à la mise en œuvre de mesures visant à éliminer la piraterie au niveau mondial	En cours		Divers endroits	Renforcement des mesures, des orientations et des résolutions en matière de lutte contre la piraterie élaborées par l'OMI, à l'aide d'activités de renforcement des capacités. Élaboration de supports de formation sur la sensibilisation au domaine maritime.					N/A	Oui
Supports de formation et publications à l'appui du renforcement des capacités en matière de sûreté maritime	Achevé	Décembre	Londres (Royaume-Uni)	Renforcement des capacités. Promotion des mesures de sûreté maritime de l'OMI.					Sûreté maritime	Oui

Appendice
Activités prévues dans le cadre du PICT en 2021

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaire	Boursiers	Chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Programme d'audit des États Membres de l'OMI (IMSAS)										
Cours de formation régional à l'intention des auditeurs et auditrices	Annulé		Mumbai (Inde)		Australie, Bangladesh, Brunéi Darussalam, Cambodge, Chine, Inde, Indonésie, République islamique d'Iran, Japon, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Nouvelle-Zélande, Philippines, République de Corée, République populaire démocratique de Corée, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Timor-Leste, Viet Nam				N/A	
Atelier régional sur l'audit	Annulé		Bogota (Colombie)		Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Uruguay, Venezuela				N/A	
Cours de formation régional à l'intention des auditeurs et auditrices	Annulé		Doubaï (Émirats arabes unis)		Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Somalie, Soudan, Tunisie, Yémen				N/A	
Mise au point de scénarios pour le cours d'apprentissage en ligne à l'intention des auditeurs et auditrices de l'IMSAS.	Achévé	Juin	Londres (Royaume-Uni)	Des scénarios/contenus pour la narration du cours correspondants aux exposés donnés dans le cadre de l'actuel cours de formation à l'intention des auditeurs et auditrices de l'IMSAS ont été mis au point avec succès. Ils seront intégrés au cours d'apprentissage en ligne à l'intention des auditeurs et auditrices de l'IMSAS.					Audit des États Membres	Oui
Assistance après l'audit apportée au Myanmar pour l'aider à mettre en place le plan de mesures correctives	Annulé		En ligne		Myanmar				N/A	
Élaboration d'un cours de formation en ligne à l'intention des auditeurs et auditrices	En cours		Londres (Royaume-Uni)						N/A	Oui
Développement maritime et économie bleue										
Participation de l'OMI à des réunions et activités pertinentes du système des Nations Unies sur la mise en œuvre et l'alignement des ODD et sur l'économie bleue	Achévé	Décembre	Londres (Royaume-Uni)	Participation de l'OMI à la vingt-sixième Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 26), tenue à Glasgow (Royaume-Uni) et à ses activités parallèles, et organisation d'une manifestation parallèle sur "l'engagement de l'OMI en faveur de la décarbonation des transports maritimes au moyen d'une action internationale concertée".					Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Supports promotionnels ayant trait aux ODD ainsi qu'à l'OMI et l'économie bleue	Achévé	Décembre	Londres (Royaume-Uni)	Élaboration de supports promotionnels concernant la Journée mondiale de la mer.					Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Appui à la mise en œuvre des aspects du Plan stratégique de l'OMI pour 2018-2023 relatifs à la coopération technique, notamment des améliorations permettant de faciliter la planification et la soumission de rapports	En cours		Londres (Royaume-Uni)						N/A	Oui
Recensement et mise au point d'accords de partenariat	En cours		En ligne		Brésil, Curaçao, Îles Salomon, Panama				N/A	Oui
Premier atelier consacré au partenariat pour le savoir sur les activités de coopération technique dans le domaine maritime de la région du Pacifique	Annulé		Hybride		Australie, Fidji, Îles Cook, Guam, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Nioué				N/A	
Premier atelier consacré au partenariat pour le savoir sur les activités de coopération technique dans le domaine maritime de la sous-région de l'Afrique de l'Est et australe (anglophone)	Annulé		Hybride		Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Togo				N/A	

Appendice
Activités prévues dans le cadre du PICT en 2021

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaire	Boursiers	Chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Développement maritime et économie bleue (suite)										
Premier atelier consacré au partenariat pour le savoir sur les activités de coopération technique dans le domaine maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (anglophone)	Annulé		En ligne		Cabo Verde, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Nigéria, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone				N/A	
Appui et participation à une conférence mondiale sur le transfert de technologies et le rendement énergétique	Annulé		Kuala Lumpur (Malaisie)		Brunéi Darussalam, Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Sri Lanka				N/A	
Atelier national sur l'Annexe VI de MARPOL et la réduction des émissions dans les ports	Annulé		Maputo (Mozambique)		Mozambique				N/A	
Atelier régional sur les mesures relatives au rendement énergétique applicables aux navires	Annulé		Suva (Fidji)		Fidji, Kiribati, Îles Cook, Îles Salomon, Micronésie, Nauru, Nioué, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu, Vanuatu				N/A	
Dixième cours de formation générale du Mémorandum d'entente de Tokyo à l'intention des fonctionnaires chargés du contrôle par l'État du port	Annulé		Yokohama (Japon)		Afrique du Sud, Bahreïn, Belize, Colombie, Nigéria, Tunisie, Ukraine				N/A	
Création de supports, utilisant la réalité virtuelle, sur la gestion de l'encrassement biologique	Annulé		En ligne						N/A	
Tables rondes en ligne à l'intention des organismes régionaux de coordination concernant l'élaboration de stratégies régionales pour la gestion de l'encrassement biologique	Achévé	Décembre	En ligne	Analyse des lacunes en matière de gestion de l'encrassement biologique au niveau régional et élaboration d'un modèle de stratégie régionale et de plan d'action pour la gestion de l'encrassement biologique.					Protection du milieu marin	Oui
Conversion de l'outil RETOS™ en une application Web permettant d'évaluer la préparation aux déversements d'hydrocarbures	En cours		À distance, Londres						N/A	Oui
Campagne dans les médias sociaux visant à promouvoir la Journée des gens de mer de 2021	Achévé	Décembre	En ligne	Campagne menée sur les réseaux sociaux au moyen du mot-dièse officiel #FairFuture4Seafarers et autres activités de promotion de la Journée internationale des gens de mer de 2021 sur le thème "Un avenir juste pour les gens de mer". La campagne a suscité un grand intérêt en ligne, touchant plus de 50 millions de personnes grâce aux réseaux sociaux et donnant lieu à plus de 1 435 articles en ligne dans 59 pays. Les gens de mer ont également été invités à participer à des sondages en ligne pour indiquer ce qu'ils estimaient être un avenir juste pour leur profession. Le message vidéo du Secrétaire général de l'OMI a quant à lui été visionné plus de 150 000 fois. Des affiches, des animations GIF et d'autres supports ont été téléchargés et utilisés dans le monde entier pour diffuser les messages clés de l'OMI.					Secteur maritime dans son ensemble	Non
Assistance apportée aux gens de mer en première ligne pendant la pandémie de COVID-19	En cours		En ligne						N/A	Non
Appui accordé à la Conférence internationale sur les déversements d'hydrocarbures (IOSC) 2021	Achévé	Mai	En ligne	L'OMI a facilité l'inclusion de participantes et participants des pays participants dans le cadre du programme de bourses de la conférence. Ils ont pu acquérir une meilleure connaissance des sujets liés à la préparation à la pollution par les hydrocarbures et à la lutte en la matière permettant d'améliorer leurs compétences techniques respectives et de renforcer leurs capacités au niveau national. Échange de renseignements sur la lutte contre les déversements d'hydrocarbures.	Brésil, Curaçao, Îles Salomon, Panama				Protection du milieu marin	Oui

Appendice
Activités prévues dans le cadre du PICT en 2021

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaires	Boursiers	Chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Développement maritime et économie bleue (suite)										
Atelier de formation des instructeurs et instructrices à l'intention des gens de mer servant à bord des navires exploités dans les eaux polaires	Achevé	Décembre	En ligne	Les instructeurs et instructrices des établissements d'enseignement et de formation maritimes chargés de dispenser des formations sur les cours types de l'OMI, relatifs à la formation de base et à la formation avancée pour les navires exploités dans les eaux polaires (7.11 et 7.12), ont bénéficié d'une formation axée sur les compétences concernant la manière de mettre à jour, d'améliorer et d'exécuter les programmes de formation sur la base des normes pertinentes du Code STCW. Le format initial de ces ateliers a été modifié afin qu'ils puissent se tenir à distance sous forme de vidéoconférence ou dans le cadre d'un cours d'apprentissage en ligne.	Fédération de Russie, France, Lituanie, Pologne, Suède	11			Sécurité maritime	Non
Atelier régional de formation des instructeurs et instructrices à l'intention des gens de mer servant à bord des navires exploités dans les eaux polaires	Achevé	Novembre	En ligne	Les instructeurs et instructrices des établissements d'enseignement et de formation maritimes chargés de dispenser des formations sur les cours types de l'OMI, relatifs à la formation de base et à la formation avancée pour les navires exploités dans les eaux polaires (7.11 et 7.12), ont bénéficié d'une formation axée sur les compétences concernant la manière de mettre à jour, d'améliorer et d'exécuter les programmes de formation sur la base des normes pertinentes du Code STCW. Le format initial de ces ateliers a été modifié afin qu'ils puissent se tenir à distance sous forme de vidéoconférence ou dans le cadre d'un cours d'apprentissage en ligne.	Indonésie, Japon, Nouvelle-Zélande, Philippines, République de Corée, Singapour	17			Sécurité maritime	Non
Projet relatif au Répertoire de l'OMI sur la simplification des formalités et le commerce électronique	Reporté		À confirmer						N/A	Oui
Révision du module de formation sur les politiques de transport maritime	Achevé	Septembre	Londres (Royaume-Uni)	Les contenus du programme sur les politiques de transport maritime ont été révisés et mis à jour.					Secteur maritime dans son ensemble	Oui
Promotion du Protocole de Londres										
Recensement et élimination des obstacles empêchant les pays respecter les accords sur les rejets en mer	Achevé	Décembre	Londres (Royaume-Uni)	Assistance fournie aux autorités nationales pour la suppression des obstacles afin de leur permettre de respecter les accords sur les rejets en mer. Sensibilisation aux avantages du Protocole de Londres.					Protection du milieu marin	Non
Appui du Canada aux travaux du GESAMP et au Protocole de Londres	Achevé	Décembre	Londres (Royaume-Uni)	Préparation des conseils (rapports) du GESAMP, en particulier du Groupe de travail 41 sur la géo-ingénierie marine. Participation à des conférences, séminaires et ateliers sélectionnés. Meilleures connaissances et compréhension du GESAMP et de ses amendements relatifs au changement climatique. Recensement de possibilités de coopération future.					Protection du milieu marin	Non
Code de conduite de Djibouti										
Réunion sur à la mise en œuvre du Code de conduite de Djibouti	Achevé	Décembre	Divers endroits	Appui à la mise en œuvre du Code de conduite de Djibouti. Promotion des mesures de sûreté maritime de l'OMI. Amélioration de la coordination et de l'intervention internationales.	Comores, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Jordanie, Kenya, Madagascar, Maurice, Mozambique, Oman, Réunion, Afrique du Sud, Arabie saoudite, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Somalie, Soudan, Yémen				Sûreté maritime	Non
Code de conduite de Djibouti - Soutien apporté au Centre régional de formation de Djibouti (DRTC) pour mettre en œuvre la formation régionale	Achevé	Décembre	Djibouti (Djibouti)	Promotion de l'utilisation du recours au Centre régional de formation de Djibouti conformément à la résolution 3 adoptée par le Conseil de l'OMI (Code de conduite de Djibouti). Mise en place des activités financées par le Gouvernement japonais au moyen des contributions versées au Fonds d'affectation spéciale pour le Code de conduite de Djibouti.	Afrique du Sud, Arabie saoudite, Comores, Djibouti, Éthiopie, Jordanie, Kenya, Madagascar, Mozambique, Seychelles, Somalie, Yémen	12		19	Sûreté maritime	Non
Programme d'équipement du Danemark visant à renforcer la sensibilisation au domaine maritime - Kenya	Annulé		Mombasa (Kenya)		Danemark, Kenya				N/A	

Appendice
Activités prévues dans le cadre du PICT en 2021

Intitulé de l'activité	Statut	Date	Lieu	Résultats	Pays et territoires participants	Bénéficiaire	Boursiers	Chargés de la stratégie	Domaine	Fonds TC
Code de conduite de Djibouti (suite)										
Soutien accordé pour renforcer la sensibilisation au domaine maritime dans l'océan Indien occidental et le golfe d'Aden	Achevé	Décembre	Nairobi (Kenya)	Élaboration d'une stratégie et d'une feuille de route visant à renforcer le réseau d'échange de renseignements relatifs au Code de conduite de Djibouti.	Afrique du Sud, Arabie saoudite, Comores, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Érythrée, Éthiopie, Jordanie, Kenya, Madagascar, Maurice, Mozambique, Oman, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Somalie, Soudan				Sûreté maritime	Non
Création d'un portail pour les membres du Code de conduite de Djibouti et une matrice de coordination du renforcement des capacités	En cours		Nairobi (Kenya)	Mise au point d'une plateforme électronique permettant de partager des données et meilleure coordination des activités de renforcement des capacités. Création du site Web du Code de conduite de Djibouti : www.dcoc.org	Comores, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Jordanie, Kenya, Madagascar, Maurice, Mozambique, Oman, Réunion, Afrique du Sud, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Somalie, Soudan, Yémen				N/A	Non
Sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre										
Participation de l'OMI aux réunions qui ont trait à l'Afrique de l'Ouest et du Centre	Achevé	Décembre	Divers endroits, Royaume-Uni	Participation de l'OMI au renforcement des capacités de l'Afrique de l'Ouest et du Centre conformément à la pratique établie au sein du système des Nations unies en matière de coopération internationale dans le cadre des activités visant à garantir la sûreté maritime et le respect de celle-ci.	Bénin, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mauritanie, Nigéria, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Togo				Sûreté maritime	Non
Appui au Centre interrégional de coordination (CIC)	Achevé	Décembre	Yaoundé (Cameroun)	Assistance fournie au CIC pour qu'il s'acquitte de son rôle d'organe stratégique dans la mise en œuvre du Code de conduite de Yaoundé. Communication effective entre les parties prenantes et les partenaires. Achèvement de l'évaluation initiale de l'état d'avancement de la mise en œuvre du Code de conduite de Yaoundé. Recommandations faites aux responsables de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Commission du golfe de Guinée sur la stratégie révisée de l'OMI relative au golfe de Guinée.	Bénin, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mauritanie, Nigéria, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Togo				Sûreté maritime	Non
Réunion régionale Marsec du golfe de Guinée financée par la République de Corée	Annulé		République de Corée		Bénin, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mauritanie, Nigéria, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Togo				N/A	
Soutien apporté au centre multinational de coordination maritime et aux centres maritimes opérationnels de coopération de la zone F de la CEDEAO - financé par la République de Corée	En cours		Accra (Ghana)	La phase 1 de l'activité est terminée. Elle vise à améliorer la capacité de communication avec les navires en mer. Amélioration de la sûreté maritime dans le golfe de Guinée.	Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Tchad, Togo				N/A	Non

ANNEXE 2

PROGRAMME INTÉGRÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE

Rapport annuel pour 2021

**Aperçu de l'utilisation des ressources financières affectées au PICT
et aux projets thématiques à long terme**

PROGRAMME INTÉGRÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE

Rapport annuel pour 2021 Aperçu de l'utilisation des ressources financières affectées au PICT et aux projets thématiques à long terme

TABLE DES MATIÈRES

	Paragraphe(s)
INTRODUCTION	3
APERÇU ET EXÉCUTION DU PROGRAMME	4
Aperçu de l'exécution du PICT en 2021	4
Données récapitulatives pour 2021	5
Apprentissage en ligne	8
APERÇU DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES RÉGIONAUX EN 2021	9
Afrique : aperçu des activités menées dans la région en 2021	9
États arabes et Méditerranée : aperçu des activités menées dans la région en 2021	11
Asie et Pacifique : aperçu des activités menées dans la région en 2021	13
Asie occidentale et Europe orientale : aperçu des activités menées dans la région en 2021	15
Amérique latine et Caraïbes : aperçu des activités menées dans la région en 2021	17
APERÇU DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES MONDIAUX EN 2021	19
Résumé de tous les programmes	25
Projets thématiques à long terme	27
Contributions en nature à l'appui de l'exécution du PICT	31
Tableau 1 – Budget et dépenses au titre du PICT en 2021 (en dollars) – comparaison par rapport aux années précédentes	
7	
3	
APERÇU DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	5
Introduction	5
Tendances générales relatives à l'exécution des activités de coopération technique	5
Tableau 1 – Budget et dépenses au titre du PICT en 2021 (en dollars) – comparaison par rapport aux années précédentes	
Graphique 1 – Données comparatives sur les dépenses 2017-2021	6
Graphique 2 – Tendances des dépenses 2010-2021	7
Graphique 3 – Taux d'exécution annuel des activités financées depuis 2010	7
PROFIL DES DÉCAISSEMENTS	8
Sources de financement	8
Tableau 2 – Profil des donateurs (dépenses pour 2021)	8
Fonds TC	10

Graphique 4 – Décaissements annuels du Fonds TC (2017-2021)	10
Graphique 5 – Décaissements annuels du Fonds TC en pourcentages des dépenses totales (2017-2021)	11
Autres donateurs	11
Graphique 6 – Principaux donateurs dont les dépenses ont été supérieures à 200 000 dollars – Comparaison avec 2020	11
Graphique 7 – Autres donateurs (dépenses comprises entre 80 000 et 165 000 dollars) en 2021	12
DÉCAISSEMENTS PAR RÉGION	12
Tableau 3 – Répartition des dépenses par région en 2021 – comparaison avec 2020	13
Graphique 10 - Répartition des dépenses affectées aux projets thématiques à long terme par région en 2021	15
DÉCAISSEMENTS PAR RÉGION	15
Tableau 4 – Répartition des dépenses par domaine en 2021 – comparaison avec 2020	16
CONCLUSION	16
Tableaux	
Tableau 1 – Budget et dépenses au titre du PICT en 2021 (en dollars) – comparaison par rapport aux années précédentes	7
Tableau 2 – Profil des donateurs (dépenses pour 2021)	12
Tableau 3 – Répartition des dépenses par région en 2021 – comparaison avec 2020	22
Tableau 4 – Répartition des dépenses par domaine en 2021 – comparaison avec 2020	27
Graphiques	
Graphique 1 – Données comparatives sur les dépenses 2017-2021	7
Graphique 2 – Tendances des dépenses 2010-2021	8
Graphique 3 – Taux d'exécution annuel des activités financées depuis 2010	10
Graphique 4 – Décaissements annuels du Fonds TC (2017-2021)	17
Graphique 5 – Décaissements annuels du Fonds TC en pourcentages des dépenses totales (2017-2021)	17
Graphique 6 – Principaux donateurs dont les dépenses ont été supérieures à 200 000 dollars – Comparaison avec 2020	18
Graphique 7 – Autres donateurs (dépenses comprises entre 80 000 et 165 000 dollars) en 2021	19

Graphique 8 – Répartition des dépenses régionales et mondiales en 2021	23
Graphique 9 – Dépenses affectées aux activités principales du PICT et aux projets thématiques à long terme par région (en dollars)	24
Graphique 10 - Répartition des dépenses affectées aux projets thématiques à long terme par région en 2021	24
Graphique 11 - Répartition des dépenses affectées aux activités principales du PICT et aux projets à long terme par domaine en 2021	27

Appendice – Programmes régionaux et mondiaux du PICT, autres programmes et projets thématiques à long terme en 2021 (en dollars)

APERÇU DE L'UTILISATION DES RESSOURCES

Introduction

1 L'aperçu de l'utilisation des ressources financières donne une vue d'ensemble des données financières correspondant aux activités de coopération techniques exécutées par l'OMI en 2021. Les données sont ventilées par région, par domaine et par source de financement, ce qui permet d'avoir des comparateurs de référence pour définir les tendances relatives à l'exécution du Programme intégré de coopération technique (PICT) et des projets thématiques à long terme. Cela permet également de procéder à une analyse détaillée des données et de présenter les résultats obtenus de différents points de vue, aussi bien pour l'année considérée que pour une période de temps plus longue.

2 Le PICT comprend des programmes mondiaux et des programmes régionaux. L'appendice de la présente annexe complète les données communiquées dans la présentation générale des résultats financiers et contient des renseignements détaillés sur les différents programmes qui ont été mis en œuvre en 2021. Les résultats ont été compilés à partir des activités respectives qui ont été menées en 2021 et sont présentés suivant la structure des programmes du PICT. Les projets thématiques à long terme ne sont pas mis en œuvre dans le cadre de la structure annuelle du PICT et sont généralement pluriannuels. Ces projets sont également présentés en détail dans l'appendice.

3 L'OMI a adopté les Normes comptables internationales pour le secteur public (Normes IPSAS) et, par là même, des comparateurs de référence qui permettent de suivre les dépenses d'une manière précise et transparente. Les Normes IPSAS permettent aussi de garantir que les chiffres représentent bien les dépenses correspondant aux activités de coopération technique qui ont effectivement été exécutées dans les délais impartis et les résultats, y compris les ajustements éventuels requis, sont illustrés dans le présent rapport pour 2021. Par ailleurs, le temps qui s'écoule entre l'exécution des activités et la réception des imputations par l'intermédiaire du compte de compensation-services du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) signifie qu'un certain pourcentage des fonds engagés en 2021 apparaîtra dans le budget et les dépenses finales pour 2022.

4 Conformément aux procédures opérationnelles de la coopération technique, bien que des ressources soient mises à disposition dans différentes devises, selon la source donatrice, tous les montants relatifs au budget et aux dépenses qui figurent dans le présent rapport sont exprimés en dollars des États-Unis.

5 Il est à noter que les résultats de l'exécution du PICT qui sont exposés dans la présente annexe complètent les rapports financiers soumis au Conseil¹ et peuvent comporter des écarts découlant de corrections apportées après l'élaboration des documents du Conseil.

Tendances générales relatives à l'exécution des activités de coopération technique

6 En 2021, quelque 10,5 millions de dollars ont été dépensés sur un budget total de 21,9 millions de dollars alloué à la coopération technique, comprenant à la fois des ressources provenant du Fonds TC et des contributions des donateurs, ce qui correspond à un taux d'exécution de 48 %². Bien que cela constitue une amélioration par rapport aux 9 millions de dollars qui avaient été dépensés en 2020, il s'agit là d'une baisse significative

¹ C 127/5(b) – Rapport financier et états financiers vérifiés pour l'exercice financier clos le 31 décembre 2021 et rapport du Commissaire aux comptes.

² Le présent document rend compte de toutes les dépenses de l'OMI liées aux activités de coopération technique, y compris les activités principales du PICT et les projets thématiques à long terme extrabudgétaires.

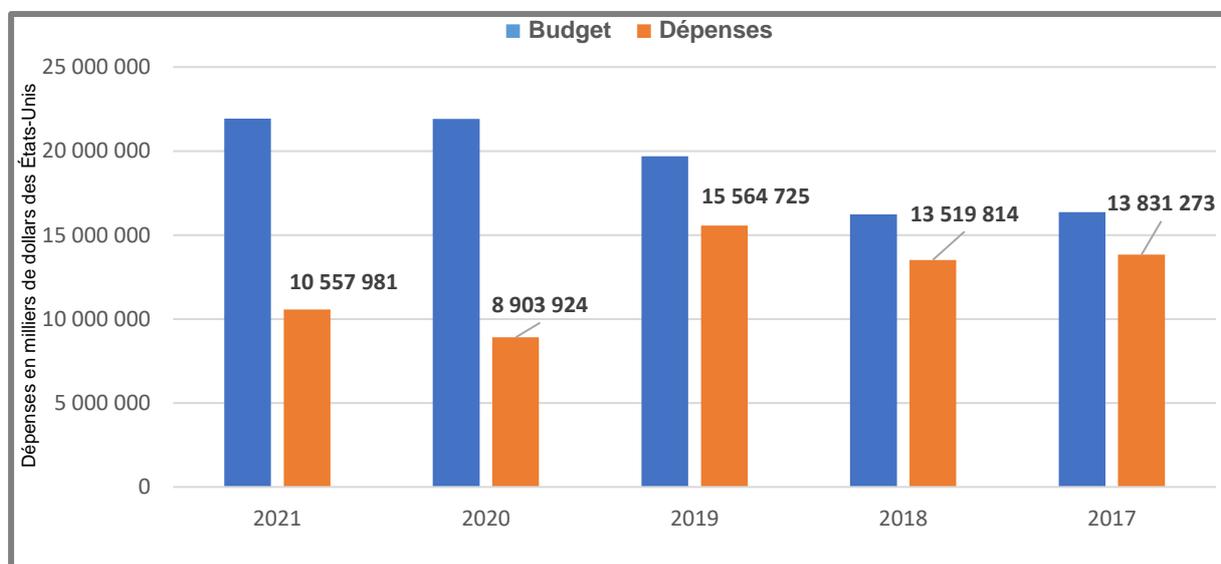
par rapport à 2019 et aux années précédentes, ce qui est une conséquence directe de la pandémie de COVID-19. Il convient néanmoins de noter que 45 activités supplémentaires ont été lancées vers la fin de 2021 sans toutefois avoir pu être achevées entièrement avant la fin de l'année. Par conséquent, les dépenses liées à ces activités n'ont pas été enregistrées dans les dépenses finales pour 2021. Ces dépenses, qui équivalent à environ 2 millions de dollars, seront prises en compte dans le rapport annuel pour 2022.

7 Le tableau 1 indique le montant des ressources prévues au titre du budget et celui des dépenses pour 2021, ainsi que les chiffres comparatifs pour les quatre années précédentes. Le graphique 1 présente les dépenses engagées sur la période de cinq ans allant de 2017 à 2021.

Tableau 1 – Budget et dépenses au titre du PICT en 2021 (en dollars) – comparaison par rapport aux années précédentes

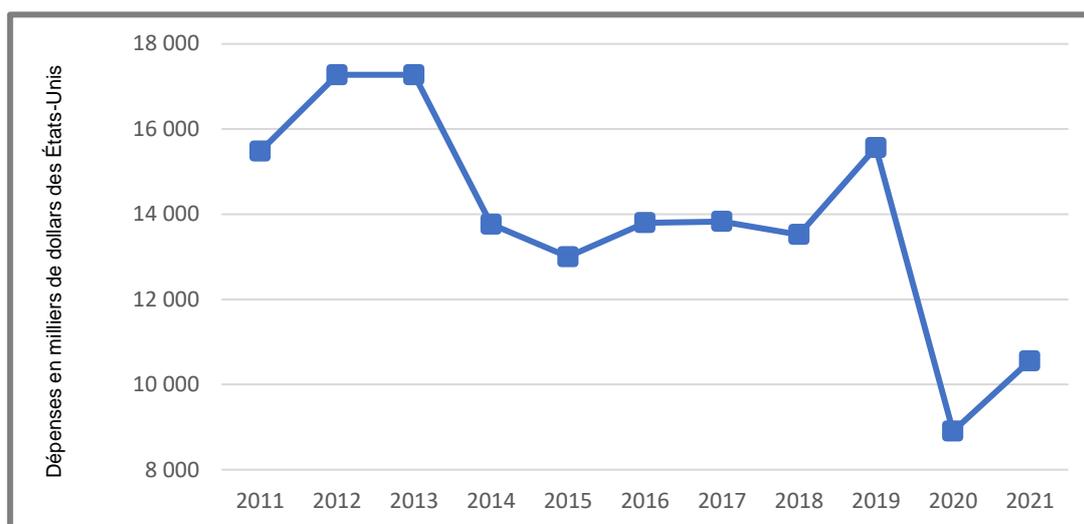
Année	Budget	Dépenses
2021	21 904 615	10 557 981
2020	21 909 725	8 903 924
2019	19 687 217	15 564 725
2018	16 233 798	13 519 814
2017	16 364 752	13 831 273

Graphique 1 – Données comparatives sur les dépenses 2017-2021



8 Le graphique 2 illustre le volume annuel des dépenses engagées depuis 2011, soit au cours des dix dernières années. Ces dépenses sont passées de 15,4 millions de dollars en 2011 à un maximum de 17 millions de dollars en 2012, pour ensuite revenir, au cours des cinq années suivantes, à des montants plus réguliers compris entre 13 et 15 millions de dollars. En raison de la pandémie de COVID-19, les années 2020 et 2021 constituent des exceptions et représentent les dépenses les plus faibles depuis 10 ans, soit quelque 8 millions et 10 millions de dollars, respectivement.

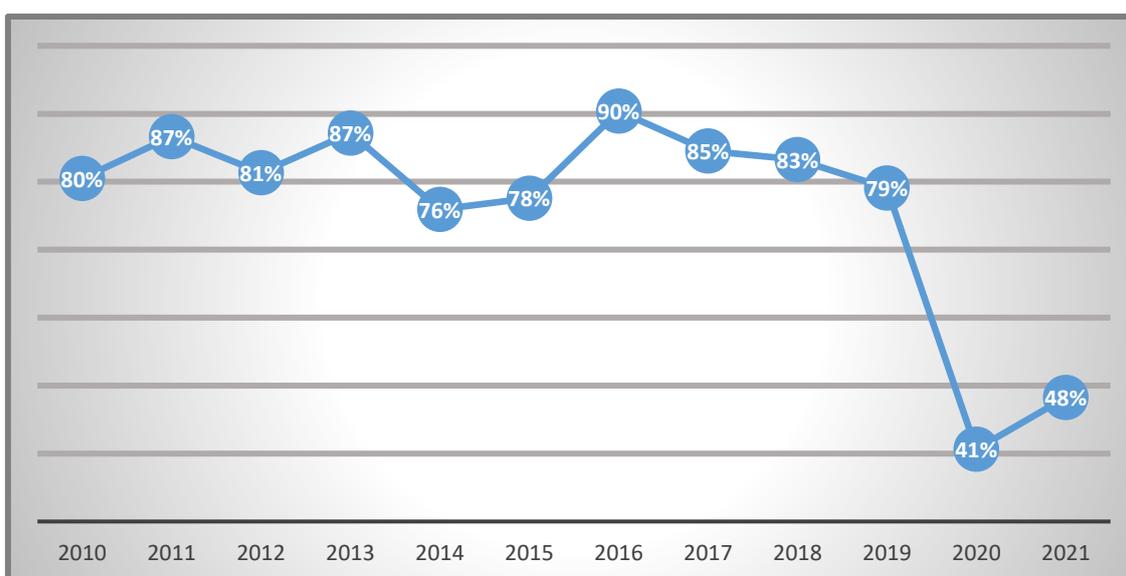
Graphique 2 – Tendances des dépenses 2010-2021



9 Dans une autre perspective, le graphique 3 indique le taux d'exécution (en pourcentage) au cours des dix dernières années. Le taux d'exécution total enregistré par rapport au montant prévu des fonds pour 2021 était de 48 %. Il s'agit d'une baisse notable par rapport au taux d'exécution enregistré les années précédentes, laquelle s'explique encore une fois par le contexte défavorable de la pandémie de COVID-19, mais d'une augmentation par rapport au taux d'exécution de 41 % enregistré en 2020.

10 En 2021, comme ce fut le cas les années précédentes, les fonds n'ont été initialement programmés qu'après l'identification des pays hôtes et la confirmation des activités. Les fonds ont alors été affectés aux programmes tout au long de l'année à mesure de l'achèvement des préparatifs, ce qui a permis de réduire le nombre d'activités devant être reportées ou annulées.

Graphique 3 – Taux d'exécution annuel des activités financées depuis 2010



Note : De 2010 à 2015, tous les fonds alloués pour une année donnée étaient programmés au début de l'année alors que depuis 2016, le montant des fonds programmés était inférieur à celui des fonds alloués pour l'année en question, compte tenu de la stratégie en matière de programmation décrite au paragraphe 10 ci-dessus.

PROFIL DES DÉCAISSEMENTS

Sources de financement

11 Le tableau 2 présente les diverses sources de financement, qu'il s'agisse de pays ou d'organismes donateurs, dans le contexte des dépenses totales pour 2021. Les chiffres correspondent au montant prévu et au montant dépensé en 2021, et non pas nécessairement à la totalité des contributions. Aux fins du présent rapport, les groupements de ressources combinées et les fonds multidonateurs sont considérés comme un donateur unique et les sources de contributions individuelles ne figurent pas en tant que telles dans le tableau ci-après. Les ressources groupées, par exemple le Fonds TC, le Fonds international d'affectation spéciale pour la sûreté maritime (Fonds IMST), le Fonds d'affectation spéciale de l'OMI pour la sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre et le Fonds d'affectation spéciale de l'OMI pour le Code de conduite de Djibouti, sont ainsi répertoriées. Le document TC 72/4(c), relatif aux contributions financières en faveur du PICT, contient des renseignements sur la totalité des contributions versées par les donateurs en 2021.

12 Le tableau 2 présente les 22 sources de financement pour 2021, ce qui constitue une baisse par rapport aux 27 enregistrées l'année précédente. Ces chiffres ne visent pas à rendre compte des mouvements de trésorerie de l'un quelconque des fonds d'affectation spéciale, mais représentent plutôt les dépenses des donateurs qui ont été effectivement facturées et enregistrées par l'OMI en 2021.

Tableau 2 – Profil des donateurs³ (dépenses pour 2021)

N°	Source de financement	Fonds prévus en 2021	Dépenses 2021	Pourcentage du budget de 2021 qui a été dépensé	Pourcentage des dépenses totales correspondant aux contributions des donateurs
1	Fonds TC	7 683 283	3 990 819	52 %	38 %
2	PNUE (y compris sources externes) ⁴	1 317 074	1 273 375	97 %	12 %
3	Union européenne (représentée par la Commission européenne)	1 903 351	1 209 823	64 %	11 %
4	Norvège	5 619 135	1 140 992	20 %	11 %
5	PNUD/FEM	2 012 047	782 454	39 %	7 %
6	Norad	475 745	305 042	64 %	3 %
7	Fonds d'affectation spéciale pour le Code de conduite de Djibouti	680 910	346 768	51 %	3 %

³ Aux fins de l'établissement du budget et des dépenses du PICT, le Fonds TC est classé parmi les "donateurs", tout comme les autres fonds d'affectation spéciale multidonateurs de l'OMI.

⁴ Comprend les financements accordés au REMPEC dans le cadre du Plan d'action pour la Méditerranée du PNUE (PNUE-PAM).

N°	Source de financement	Fonds prévus en 2021	Dépenses 2021	Pourcentage du budget de 2021 qui a été dépensé	Pourcentage des dépenses totales correspondant aux contributions des donateurs
8	Allemagne	269 840	232 393	86 %	2 %
9	Fonds IMST	263 615	245 864	93 %	2 %
10	Cours types	347 210	187 456	54 %	2 %
11	République de Corée	186 391	176 398	95 %	2 %
12	Fonds d'affectation spéciale pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre	266 848	164 414	62 %	2 %
13	Belgique	63 900	54 014	85 %	1 %
14	Canada	173 368	53 878	31 %	1 %
15	GIA	105 308	105 309	100 %	1 %
16	Pays-Bas	84 629	84 629	100 %	1 %
17	République de Corée – GHG-SMART	146 705	132 906	91 %	1 %
18	Chine	127 000	11 437	9 %	Moins de 0,5 % des dépenses totales
19	Italie	53 358	19 479	37 %	
20	Gens de mer ITF	20 000	565	3 %	
21	Fonds d'affectation spéciale LC/LP	47 458	416	1 %	
22	Royaume-Uni	93 040	39 550	43 %	
	TOTAL (en dollars)	21 940 215	10 557 981	48 %	

13 Ainsi qu'il est indiqué aux paragraphes 3 et 6 ci-dessus, il est possible que la date souhaitable d'achèvement de certaines activités qui étaient en cours en 2021 intervienne après le 31 décembre 2021, auquel cas il en sera rendu compte dans le rapport annuel pour 2022, puisque les factures et les ajustements éventuels n'ont pas été reçus à temps pour être enregistrés dans les comptes de fin d'année de 2021. De même, il convient de noter que les dépenses engagées en 2021 comprenaient également 17 activités (et les budgets correspondants) qui avaient été initialement programmées pour 2020. Cette petite part des dépenses correspond essentiellement aux activités qui étaient en cours d'exécution en 2020 mais qui n'avaient pas été achevées avant la fin de l'année 2021.

14 Il est à noter par ailleurs que le budget prévu pour 2021 a été modifié au fur et à mesure que cela s'avérait nécessaire pour prendre en considération les fonds alloués et/ou suspendus en cours d'année, ou transférés sur l'année suivante, ainsi que les activités supplémentaires et/ou annulées. Cela ne vaut pas uniquement pour l'année 2021, car cette situation se produit chaque année en raison de la date à laquelle sont confirmées les contributions individuelles des donateurs.

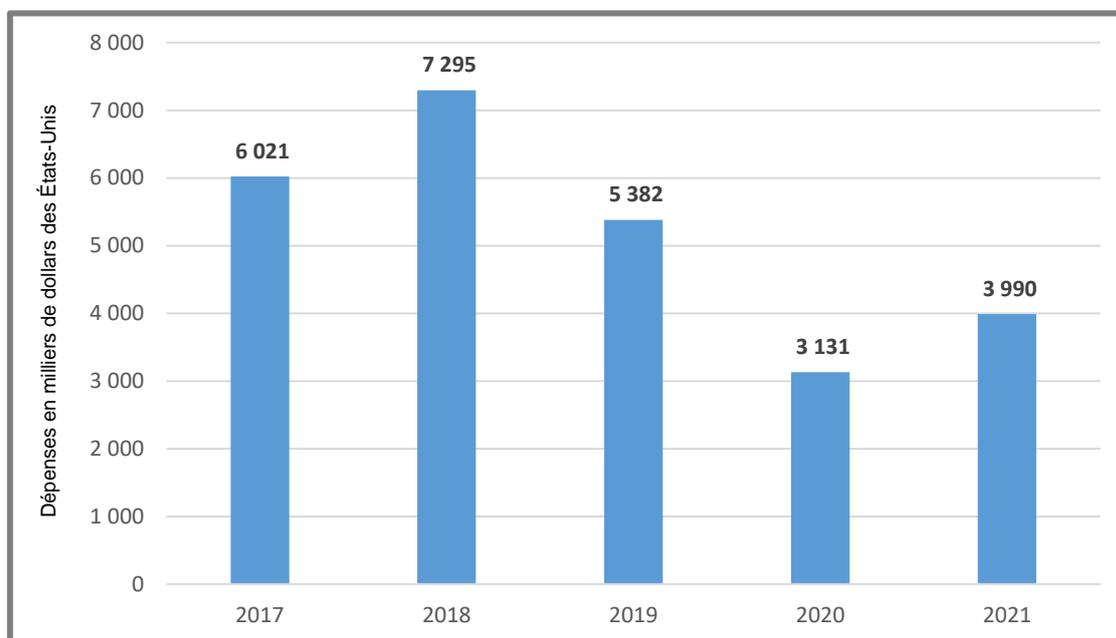
15 Comme le montre le tableau 2, les décaissements des sept donateurs principaux ont été supérieurs à 300 000 dollars. Le Fonds TC a été le donateur le plus important et a accordé un montant total de presque 4 millions de dollars, soit 38 % des dépenses totales. Venaient ensuite les contributions respectives du PNUÉ, avec un montant de 1,2 million de dollars comprenant les financements accordés au REMPEC dans le cadre du Plan d'action pour la Méditerranée du PNUÉ (PNUÉ-PAM), de la Commission européenne, représentant 11 % des dépenses totales, à l'appui essentiellement du projet à long terme GMN, et de la Norvège, représentant également 11 % des dépenses totales, à l'appui du projet GloLitter et d'autres projets liés au milieu marin. La contribution du PNUD/FEM, à l'appui du projet de partenariats GloFouling, représentait quant à elle 7 % des dépenses totales, les contributions respectives de la Norad et du Fonds d'affectation spéciale pour le Code de conduite de Djibouti représentaient 3 % des dépenses totales, et celles des 15 autres donateurs représentaient chacune 2 % ou moins des dépenses totales pour 2021.

Fonds TC

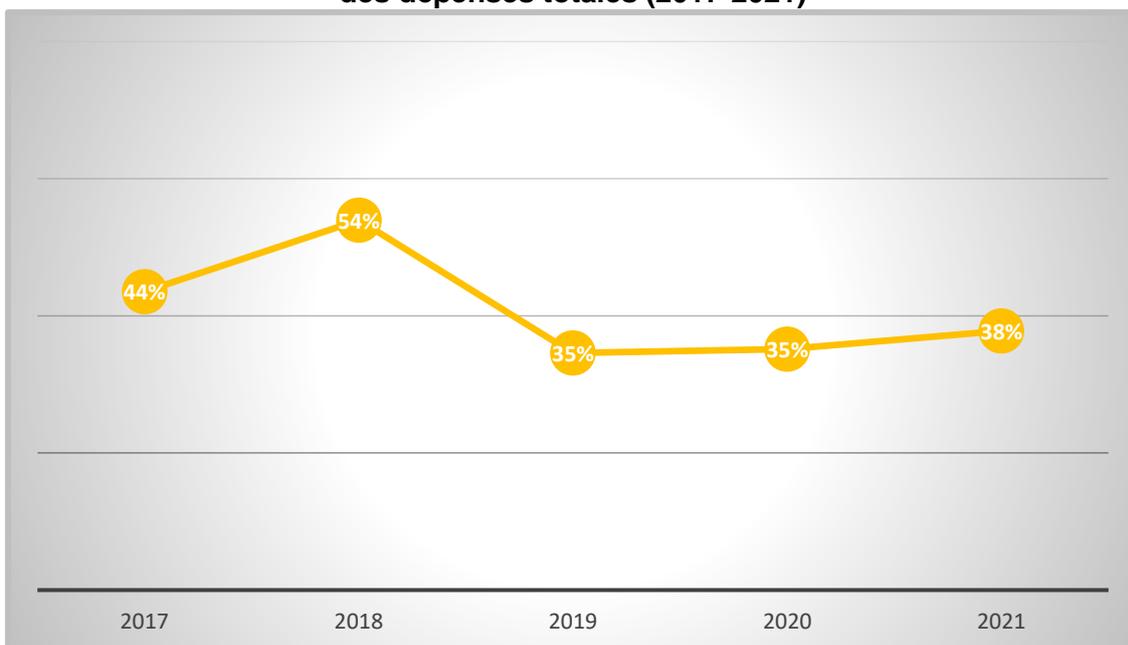
16 Comme l'illustre le tableau 2, le Fonds TC reste en tête des donateurs, appuyant la mise en œuvre du PICT en 2021 à hauteur de presque 4 millions de dollars.

17 Le graphique 4, qui présente les décaissements annuels du Fonds TC sur cinq ans, fait apparaître une uniformité générale, avec un pic à 7,2 millions de dollars en 2018 et un plus bas à 3 millions de dollars en 2020, du fait de la pandémie de COVID-19. Le graphique 5 illustre les décaissements du Fonds TC en pourcentage des dépenses totales pour la période allant de 2017 à 2021. Comme mentionné ci-dessus, le pourcentage de 38 % pour 2021 indique une légère augmentation par rapport aux 35 % enregistrés en 2020 et en 2019, mais une baisse par rapport aux années précédentes.

Graphique 4 – Décaissements annuels du Fonds TC (2017-2021)



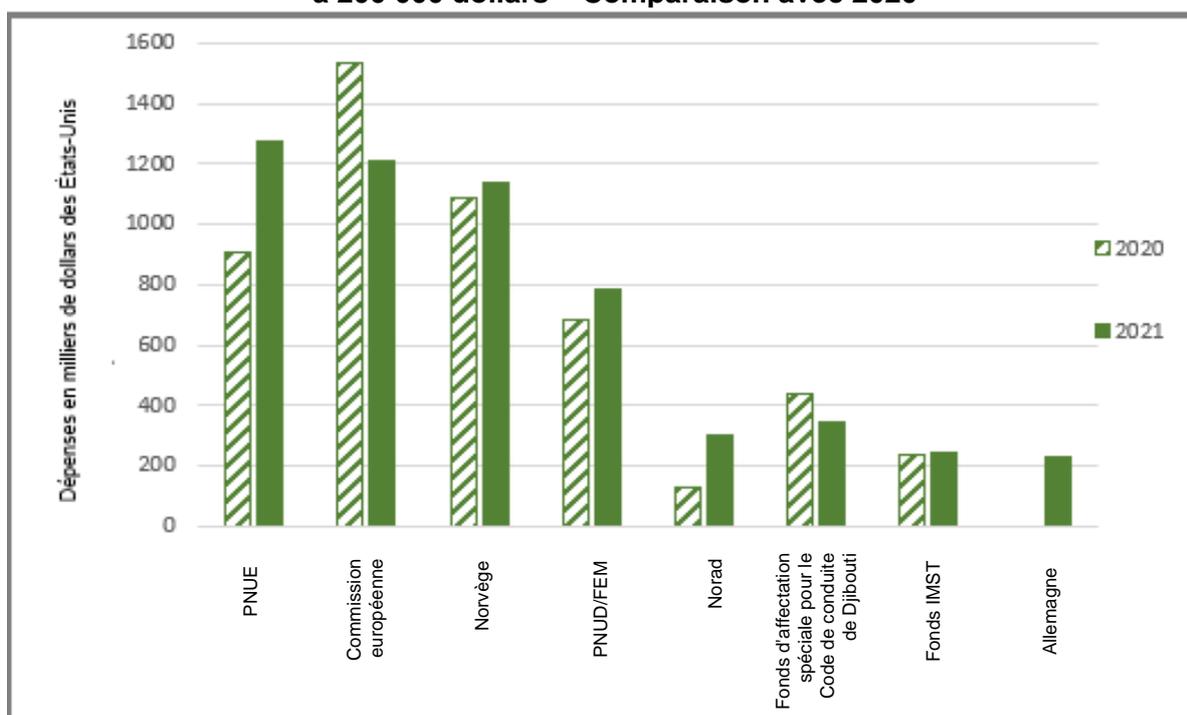
Graphique 5 – Décaissements annuels du Fonds TC en pourcentages des dépenses totales (2017-2021)



Autres donateurs

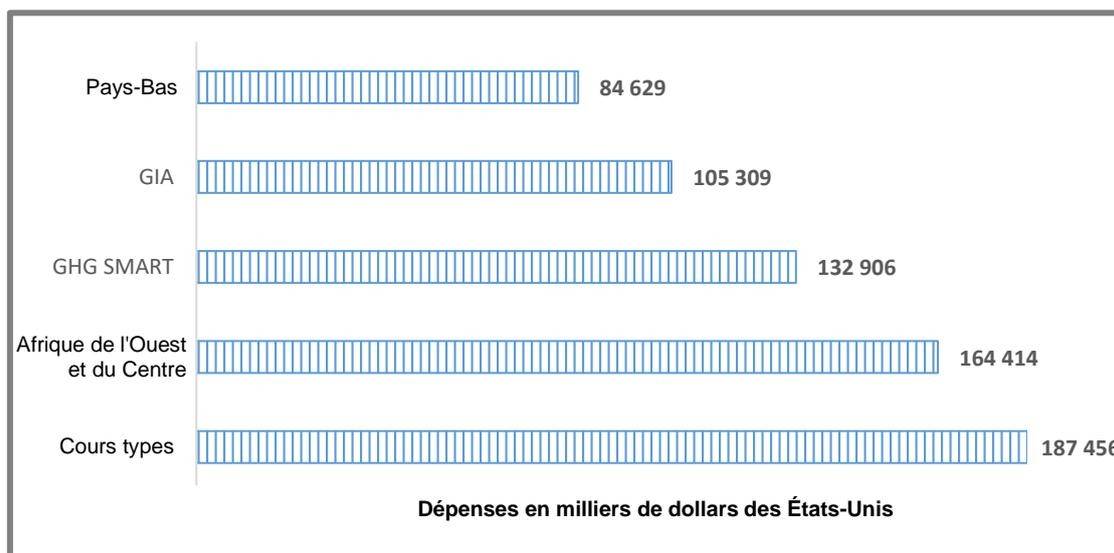
18 Le graphique 6 présente les huit donateurs (Fonds TC non compris) dont les dépenses étaient supérieures à 200 000 dollars en 2021, par rapport aux montants dépensés par ces mêmes donateurs l'année précédente. Ces résultats indiquent qu'à l'issue de la pandémie de COVID-19, le rythme de reprise/croissance des dépenses a été plutôt satisfaisant en 2021.

Graphique 6 – Principaux donateurs dont les dépenses ont été supérieures à 200 000 dollars – Comparaison avec 2020



19 Le graphique 7 présente les autres donateurs dont les dépenses étaient comprises entre 80 000 et 165 000 dollars, à savoir le Fonds d'affectation spéciale de l'OMI pour la sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre, l'Alliance mondiale du secteur (GIA), le projet GHG-SMART financé par la République de Corée, le Fonds d'affectation spéciale pour les cours types et les Pays-Bas.

Graphique 7 – Autres donateurs (dépenses comprises entre 80 000 et 165 000 dollars) en 2021



20 On trouvera à l'appendice du présent document de plus amples renseignements sur les donateurs et l'appui qu'ils ont accordé aux différents programmes du PICT et aux projets thématiques à long terme, de même que sur les budgets correspondants et les dépenses enregistrées pour chaque programme mondial ou régional en 2021.

DÉCAISSEMENTS PAR RÉGION

21 Les activités de coopération technique de l'OMI comprennent deux éléments essentiels. Premièrement, les programmes régionaux et mondiaux, c'est-à-dire les activités principales du PICT, qui permettent d'organiser des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités sur une base annuelle. Deuxièmement, les projets thématiques à long terme, dont la plupart portent sur des questions environnementales, qui sont mis en œuvre sur une base pluriannuelle. Les dépenses ont été analysées en combinant les activités du PICT et les projets thématiques à long terme par région, ainsi que séparément.

22 Le tableau 3 présente la répartition des dépenses régionales et mondiales totales pour 2021. Les montants correspondants à 2020 ne sont indiqués qu'à des fins de comparaison. Dans un souci de précision, l'analyse des dépenses régionales n'a pas été fondée uniquement sur les activités des programmes régionaux mais aussi, dans la mesure du possible, sur les données ventilées des programmes mondiaux. Par exemple, de nombreuses activités des programmes mondiaux sont prises en compte dans les statistiques régionales, comme dans le cas de l'appui accordé aux petits États insulaires en développement (PEID) et aux pays les moins avancés (PMA) pour leurs besoins en matière de transport maritime, du Programme sur les femmes du secteur maritime, du renforcement de la sûreté maritime, du Programme d'audit des États Membres de l'OMI et du programme de sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre.

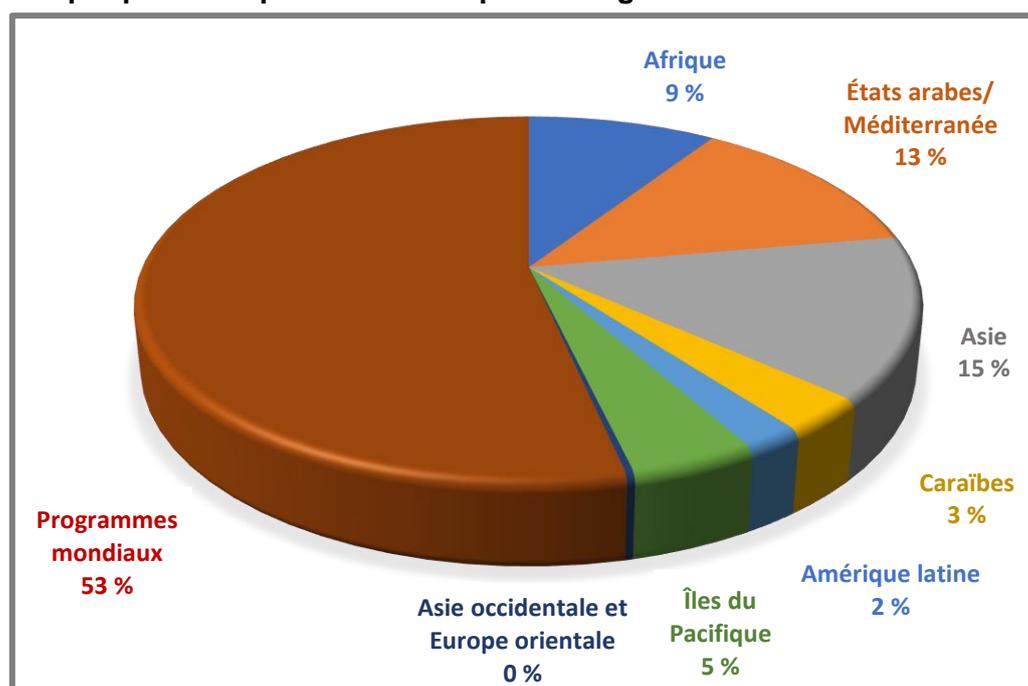
23 En revanche, les activités qui ont des retombées dans plusieurs régions restent dans la catégorie des programmes mondiaux. Cette catégorie d'activités englobe une grande diversité de thèmes maritimes à travers le monde et comprend notamment l'attribution de bourses d'études, les ateliers interrégionaux et un grand nombre des projets thématiques à long terme. De ce fait, les résultats présentés dans le tableau 3 ont été classés par région bénéficiaire des activités correspondantes et ne sont donc pas rattachés aux programmes mondiaux et régionaux qui sont résumés dans l'appendice.

Tableau 3 – Répartition des dépenses par région en 2021 – comparaison avec 2020

Régions	2021	2020
Afrique	973 318	990 309
États arabes et Méditerranée	1 370 431	87 108
Asie	1 523 555	772 141
Caraïbes	326 978	708 451
Amérique latine	220 455	266 062
Îles du Pacifique	475 464	480 073
Asie occidentale et Europe orientale	30 166	0
Niveau mondial	5 637 614	5 578 871
Total (en dollars)	10 557 981	8 883 015

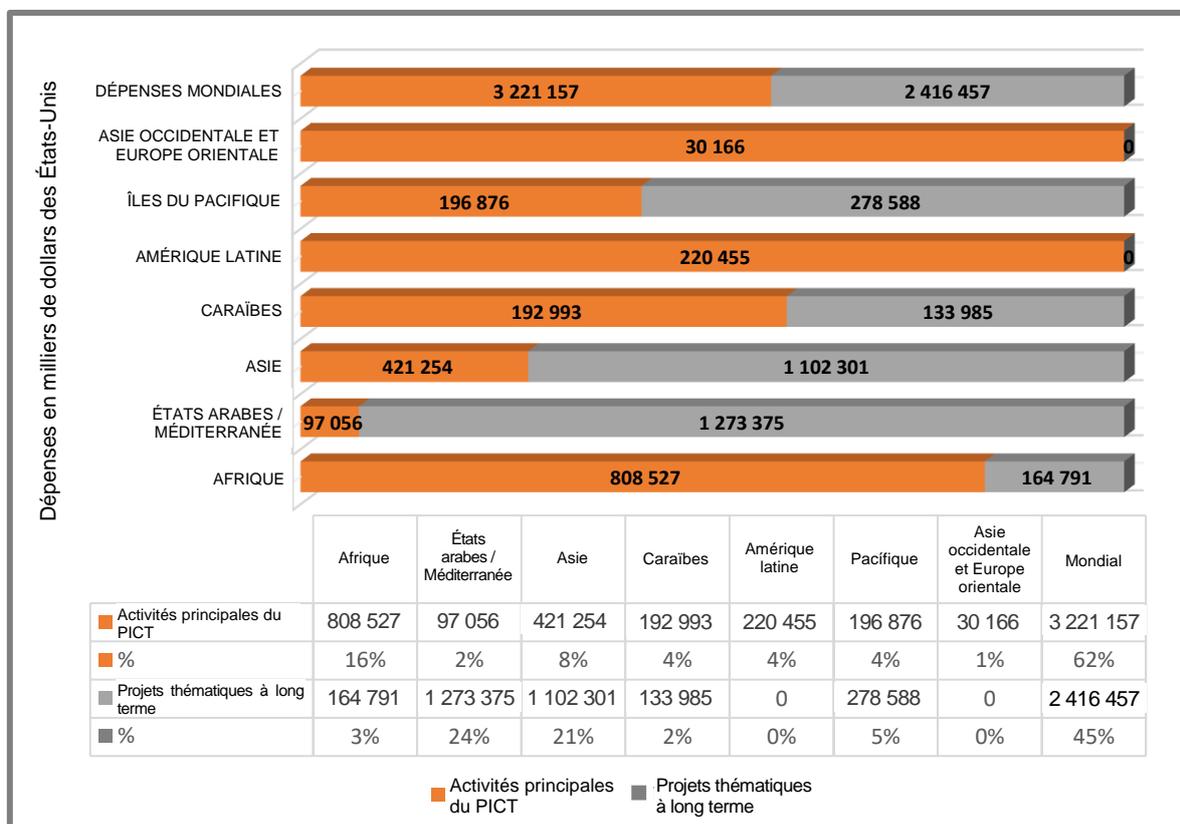
24 Le graphique 8 présente la répartition (en pourcentage) des dépenses régionales et mondiales en 2021. La région de l'Asie représentait environ 15 % des dépenses totales, la région des États arabes et de la Méditerranée 13 %, la région de l'Afrique 9 %, la région des îles du Pacifique 5 %, la région des Caraïbes 3 %, la région de l'Amérique latine 2 % et la région de l'Asie occidentale et de l'Europe orientale moins de 0,5 %. Les activités restantes étaient celles de la catégorie des programmes mondiaux, à laquelle correspondaient 53 % des dépenses totales.

Graphique 8 – Répartition des dépenses régionales et mondiales en 2021

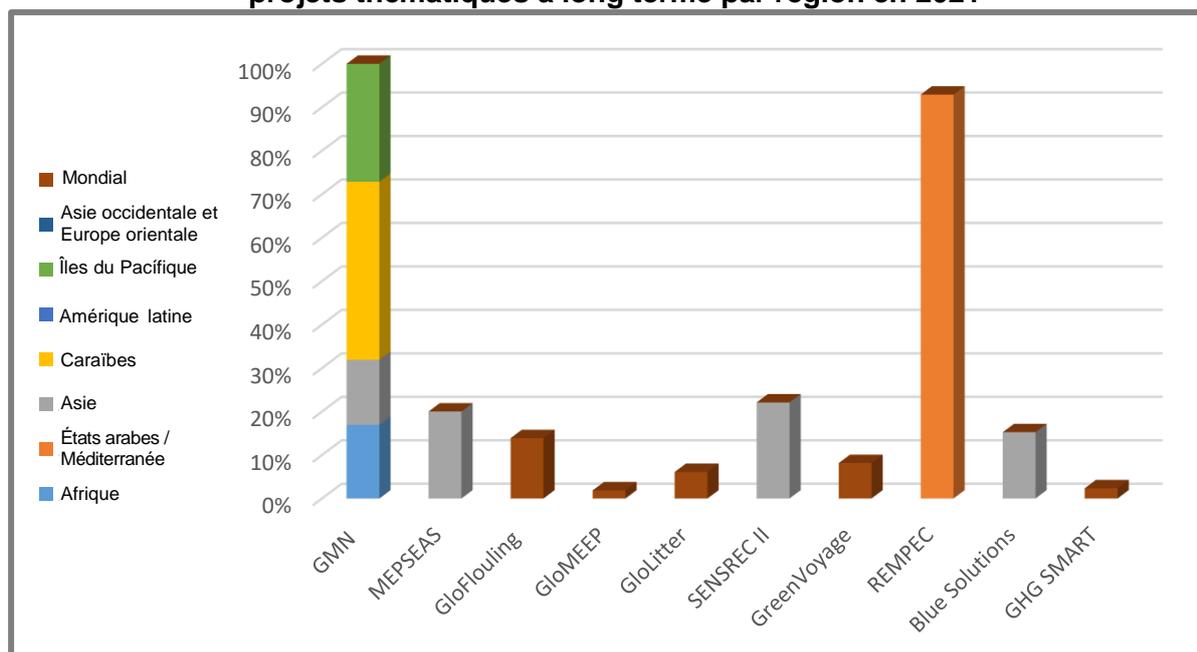


25 Le graphique 9 ci-après montre le montant des dépenses par région affectées aux activités principales du PICT et aux projets thématiques à long terme. Il peut être utile de considérer les dépenses affectées aux activités du PICT indépendamment de celles qui sont affectées aux projets thématiques à long terme, car le budget des projets thématiques à long terme est bien plus important et comprend souvent un volet consacré aux effectifs. À titre d'exemple, en 2021, le projet GMN, qui comprend des MTTC en Afrique, en Asie, dans les îles du Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, représentait entre 7 % et 59 % des dépenses dans ces régions, tandis que dans la région de l'Asie, deux autres projets à long terme (à savoir les projets MEPSEAS et SENSREC) représentaient respectivement 20 % et 22 % des dépenses correspondant aux activités de coopération technique. Dans la catégorie des programmes mondiaux, le projet GMN représentait 7 % des dépenses mondiales, tandis que le projet de partenariats GloFouling et le projet GloMEEP représentaient respectivement 14 % et 2 % des dépenses mondiales. Ces chiffres sont illustrés dans le graphique 10 ci-dessous, qui présente les pourcentages des dépenses engagées au titre de chaque projet par région.

Graphique 9 – Dépenses affectées aux activités principales du PICT et aux projets thématiques à long terme par région (en dollars)



Graphique 10 - Répartition des dépenses affectées aux projets thématiques à long terme par région en 2021



DÉCAISSEMENTS PAR RÉGION

26 Le tableau 4 présente la répartition des activités menées par domaine maritime en 2021, par rapport à 2020, tandis que le graphique 11 présente les décaissements correspondant aux activités principales du PICT et aux projets thématiques à long terme pour 2021. Aux fins de la présente analyse, le domaine de la sécurité et de la sûreté maritimes a été divisé en deux catégories (sécurité maritime et sûreté maritime) pour rendre compte de l'importance accordée à chacune d'entre elles. Les activités menées dans le cadre du programme relatif au Code de conduite de Djibouti, qui sont destinées à répondre à la menace majeure de piraterie qui pèse sur la communauté maritime mondiale, ont été classées dans la catégorie de la sûreté maritime.

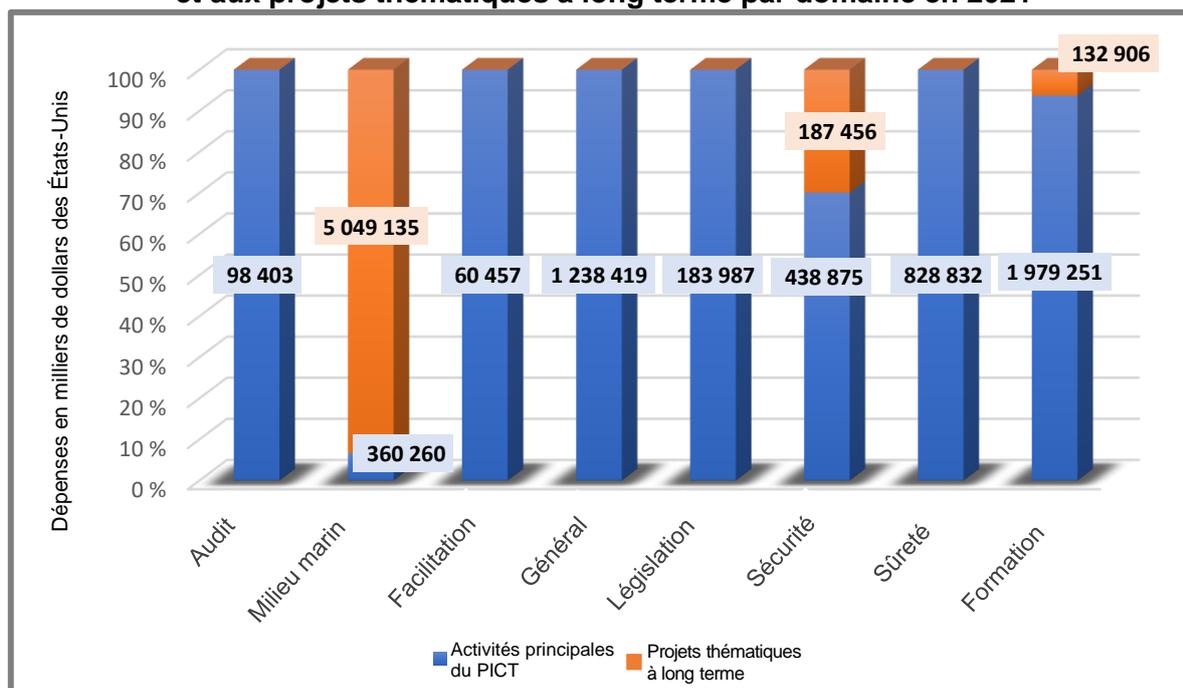
27 En 2021, le domaine de la protection du milieu marin représentait 51 % des dépenses d'exécution, celui de la sûreté maritime 8 % et celui de la sécurité maritime 6 %. Le domaine de la formation maritime, comprenant notamment l'attribution de bourses d'études, représentait 20 % des dépenses totales, tandis que ceux de la législation maritime et de l'audit des États Membres représentaient respectivement 2 % et 1 % des dépenses totales. Le domaine relatif au secteur maritime dans son ensemble, qui comprend des activités consacrées aux politiques de transport maritime, à l'intégration des femmes dans le secteur maritime, à l'application des instruments de l'OMI et aux réunions des responsables des administrations maritimes, représentait 12 % de l'ensemble des dépenses en 2021.

28 S'agissant du domaine de la protection du milieu marin, il est à noter également que plus de la moitié des dépenses comprenaient les dépenses consacrées aux huit grands projets pluriannuels en cours, ainsi que les dépenses annuelles consacrées au programme REMPEC. Toutes les activités ont été financées par des sources extérieures, telles que le PNUE, le PNUD/FEM, l'Alliance mondiale du secteur (GIA), la Commission européenne, la Norvège et la Norad, et nombre d'entre elles comprenaient des éléments de dépenses de personnel. Ensemble, ces projets représentaient 93 % de toutes les dépenses engagées en 2021 au titre de la protection du milieu marin, c'est-à-dire environ 5 millions de dollars, ce qui constituait une augmentation par rapport aux 4 millions de dollars qui avaient été enregistrés pour les projets environnementaux à long terme en 2020.

Tableau 4 – Répartition des dépenses par domaine en 2021 – comparaison avec 2020

Domaines	2021	%	2020	%
Audit des États Membres	98 403	1 %	87 814	1 %
Protection du milieu marin	5 409 395	51 %	4 571 144	52 %
Facilitation du trafic maritime international	60 457	1 %	0	0 %
Secteur maritime dans son ensemble	1 238 419	12 %	1 437 464	16 %
Législation maritime	183 987	2 %	158 857	2 %
Sécurité maritime	626 331	6 %	429 760	5 %
Sûreté maritime	828 832	8 %	855 135	10 %
Formation maritime	2 112 157	20 %	1 332 341	15 %
Total en dollars	10 557 981	100 %	8 872 515	100 %

Graphique 11 - Répartition des dépenses affectées aux activités principales du PICT et aux projets thématiques à long terme par domaine en 2021



CONCLUSION

29 En conclusion, malgré les difficultés posées par la pandémie de COVID-19, l'année 2021 a été marquée par une augmentation considérable des dépenses engagées au titre des activités principales du PICT et des projets thématiques à long terme, par rapport à 2020. Le Fonds TC joue toujours, et ce depuis sa création, un rôle important dans le financement des activités principales du PICT, bien que cette part diminue au fil du temps car des sources de financement supplémentaires viennent élargir la base des ressources allouées aux activités de coopération technique de l'OMI.

**Programmes régionaux et mondiaux du PICT,
autres programmes et projets thématiques à long terme en 2021 (en dollars)**

Intitulé du programme	Budget	Dépenses	Taux d'exécution	Donateur(s)
PROGRAMMES R ÉGIONAUX				
Afrique				
Appui au développement maritime, Afrique (anglophone)	663 654	510 132	77 %	Fonds TC et Chine
Appui au développement maritime, Afrique (francophone)	388 129	123 741	32 %	Fonds TC, Chine et République de Corée
États arabes et Méditerranée				
Appui au développement maritime, États arabes et Méditerranée	218 722	100 274	46 %	Fonds TC
REMPEC	1 317 074	1 273 375	97 %	Fonds d'affectation spéciale du PNUÉ
Asie et îles du Pacifique				
Appui au développement maritime, Asie	665 391	362 508	54 %	Fonds TC, Chine et République de Corée
Appui au développement maritime, îles du Pacifique	443 823	125 327	28 %	Fonds TC, Chine et Norvège
Renforcement des capacités de l'Administration de la sécurité maritime des Îles Salomon (SIMSA)	63 900	54 014	85 %	Belgique
Asie occidentale et Europe orientale				
Appui au développement maritime, Asie occidentale et Europe orientale	70 265	12 534	18 %	Fonds TC
Amérique latine et Caraïbes				
Appui au développement maritime, Amérique latine	354 884	220 455	62 %	Fonds TC
Appui au développement maritime, Caraïbes	400 191	192 993	48 %	Fonds TC

**Programmes régionaux et mondiaux du PICT,
autres programmes et projets thématiques à long terme en 2021 (en dollars)**

PROGRAMMES MONDIAUX				
Services consultatifs techniques	93 585	22 693	24 %	Fonds TC
Appui aux PEID et aux PMA pour leurs besoins spécifiques en matière de transport maritime	190 788	127 765	67 %	Fonds TC
Programme sur les femmes du secteur maritime	430 055	124 983	29 %	Fonds TC
Renforcement des capacités et formation	3 400 587	1 943 879	57 %	Fonds TC, Pays-Bas et Italie
Renforcement de la sûreté maritime	363 407	317 650	87 %	Fonds TC et Fonds IMST
Programme d'audit des États Membres de l'OMI	111 662	98 403	88 %	Fonds TC et Pays-Bas
Développement maritime et économie bleue	917 254	339 432	37 %	Fonds TC, Fonds d'affectation spéciale de l'ITF pour les gens de mer, Royaume-Uni et Allemagne
Promotion du Protocole de Londres	47 458	416	1 %	Fonds d'affectation spéciale LC/LP
Code de conduite de Djibouti	680 910	346 768	51 %	Fonds d'affectation spéciale pour le Code de conduite de Djibouti
Sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre	266 848	164 414	62 %	Fonds d'affectation spéciale pour la sûreté maritime en Afrique de l'Ouest et du Centre
PROJETS THÉMATIQUES À LONG TERME				
Projet de partenariat mondial pour le rendement énergétique des transports maritimes (GloMEEP)	105 308	105 309	100 %	GIA (PNUD/FEM)
Projet de partenariats GloFouling	2 012 047	782 454	39 %	PNUD/FEM
Projet de réseau mondial de Centres de coopération en matière de technologie maritime (GMN)	2 174 120	1 374 613	63 %	Union européenne
Projet de partenariats GloLitter	502 564	344 270	50 %	Norvège
GreenVoyage2050	4 669 191	459 760	10 %	Norvège
GHG-SMART	146 705	132 906	91 %	République de Corée
Carib-SMART	67 000	0	0 %	Norvège
Projet de protection du milieu marin dans les mers d'Asie du Sud-Est (MEPSEAS)	475 745	305 042	64 %	Norad
Phase II du projet SENSREC	368 380	336 709	91 %	Norvège
Projet Blue Solutions	254 527	232 393	91 %	Allemagne

Appendice
Programmes régionaux et mondiaux du PICT,
autres programmes et projets thématiques à long terme en 2021 (en dollars)

Autres programmes				
Cours types de l'OMI	347 210	187 456	54 %	Fonds d'affectation spéciale pour l'élaboration de cours types de l'OMI

ANNEXE 3

PROGRAMME INTÉGRÉ DE COOPÉRATION TECHNIQUE

**Rapport annuel pour 2021
Glossaire de termes et expressions**

GLOSSAIRE

Accord du Cap	Accord du Cap de 2012 sur la mise en œuvre des dispositions du Protocole de Torremolinos de 1993 relatif à la Convention internationale de Torremolinos sur la sécurité des navires de pêche, 1977
AFS	Systèmes antisalissure
AIMS	Association internationale de signalisation maritime
APHoMSA	Forum des responsables des agences de sécurité maritime de l'Asie et du Pacifique
ARPEL	Association régionale des entreprises du secteur pétrolier, gazier et des biocarburants en Amérique latine et dans les Caraïbes
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
ASEAN MTWG <i>(sans objet en français)</i>	Groupe de travail sur les transports maritimes de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est
BCAD	Bureau de la coordination des activités de développement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BWM	Gestion des eaux de ballast
CAP <i>(sans objet en français)</i>	Plan de mesures correctives
Carib-SMART	Programme visant à créer et à mettre en œuvre un système de transport maritime durable dans la région des Caraïbes
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CHED <i>(sans objet en français)</i>	Commission sur l'enseignement supérieur
CIC	Centre interrégional de coordination
CME <i>(sans objet en français)</i>	Suivi et contrôle de la conformité
COCATRAM	Commission centraméricaine du transport maritime
Code IMDG	Code maritime international des marchandises dangereuses
Code IMSBC	Code maritime international des cargaisons solides en vrac
Code ISM	Code international de gestion de la sécurité
Code ISPS	Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires
Comité TC	Comité de la coopération technique
Convention AFS	Convention internationale de 2001 sur le contrôle des systèmes antisalissure nuisibles sur les navires
Convention BWM	Convention internationale de 2004 pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires

Convention FAL	Convention visant à faciliter le trafic maritime international, 1965, telle que modifiée
Convention OPRC	Convention internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures
Convention SOLAS	Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, telle que modifiée
Convention STCW	Convention internationale de 1978 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille, telle que modifiée
Convention SUA	Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, 1988
COP 26	Vingt-sixième Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019
CPS	Communauté du Pacifique
DA <i>(sans objet en français)</i>	Autorité désignée
DCoC <i>(sans objet en français)</i>	Code de conduite de Djibouti
Directives sur l'encrassement biologique	Directives pour le contrôle et la gestion de l'encrassement biologique des navires en vue de réduire au minimum le transfert d'espèces aquatiques envahissantes
DRTC	Centre régional de formation de Djibouti
FAL	Comité de la simplification des formalités
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FINSMART	Table ronde sur le financement du transport maritime durable
FIPOI	Fonds internationaux d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures
Fonds d'affectation spéciale LC/LP	Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique dans le cadre de la Convention et du Protocole de Londres
Fonds IMST	Fonds international d'affectation spéciale pour la sûreté maritime
Fonds international SAR	Fonds international de recherche et de sauvetage
Fonds TC	Fonds de la coopération technique
FSI <i>(sans objet en français)</i>	Application des instruments par l'État du pavillon
FSO <i>(sans objet en français)</i>	Unité flottante de stockage et de déchargement
GES	Gaz à effet de serre
GESAMP	Groupe d'experts chargé d'étudier les aspects scientifiques de la protection de l'environnement marin
GGC <i>(sans objet en français)</i>	Commission du golfe de Guinée
GHG-SMART	Programme de formation à un système durable de transports maritimes visant à appuyer la mise en œuvre de la Stratégie initiale de l'OMI concernant les GES

GI	Initiative mondiale
GI WACAF	Initiative mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe (OMI-IPIECA)
GIA	Alliance mondiale du secteur
GIF	Format d'échange graphique
GIMI	Galilee International Management Institute
GloMEEP	Partenariat mondial pour le rendement énergétique des transports maritimes
GMA	Autorité maritime du Ghana
GMN	Réseau mondial de Centres de coopération en matière de technologie maritime
GoG <i>(sans objet en français)</i>	Golfe de Guinée
GreenVoyage2050	Projet mondial visant à accompagner le secteur des transports maritimes dans sa transition vers un avenir à faible émission de carbone (projet Norvège/OMI)
Groupe du G7++	Groupe des Amis du golfe de Guinée
GU	Guichet unique
HF	Ondes décimétriques
HKC <i>(sans objet en français)</i>	Convention de Hong Kong sur le recyclage des navires
ICS	International Chamber of Shipping
IFI <i>(sans objet en français)</i>	Institution financière internationale
IKI <i>(sans objet en français)</i>	Initiative internationale pour le climat
IMLI	Institut de droit maritime international de l'OMI
IMRF	Fédération internationale de sauvetage maritime
IMSAS <i>(sans objet en français)</i>	Programme d'audit des États Membres de l'OMI
IMSSEA	Académie maritime internationale pour la sécurité, la sûreté et l'environnement
InterManager	International Ship Managers Association
IOSC	Conférence internationale sur les déversements d'hydrocarbures
IPER	Institut portuaire d'enseignement et de recherche (Le Havre)
IPSAS	Normes comptables internationales pour le secteur public
ISMI	Institut de sécurité maritime interrégional
ISO	Organisation internationale de normalisation
ITF	Fédération internationale des ouvriers du transport
ITOPF	International Tanker Owners Pollution Federation
JPO <i>(sans objet en français)</i>	Administrateur auxiliaire
KIMFT	Korea Institute of Maritime and Fisheries Technology
LPC <i>(sans objet en français)</i>	Pays partenaires principaux
LRIT	Système d'identification et de suivi des navires à grande distance

MAIP <i>(sans objet en français)</i>	Procédures d'enquête sur les accidents de mer
Manuel IAMSAR	Manuel international de recherche et de sauvetage aéronautiques et maritimes
MARINA	Autorité du secteur maritime des Philippines
MARPOL	Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, telle que modifiée par le Protocole de 1978 y relatif, tel que modifié
MCI	Enquêtes sur les accidents de mer
MDA <i>(sans objet en français)</i>	Sensibilisation au domaine maritime
MED	Division du milieu marin
MEPSEAS	Protection du milieu marin dans les mers d'Asie du Sud-Est
MMCC <i>(sans objet en français)</i>	Centre multinational de coordination maritime
MoC <i>(sans objet en français)</i>	Centre des opérations maritimes
MoU <i>(sans objet en français)</i>	Mémorandum d'entente
MSC	Comité de la sécurité maritime
MSc <i>(sans objet en français)</i>	Master ès sciences
MSD	Division de la sécurité maritime
MTCC	Centre de coopération en matière de technologie maritime
MTWG <i>(sans objet en français)</i>	Groupe de travail sur les transports maritimes
NAP <i>(sans objet en français)</i>	Plan d'action national
NextGEN	Initiative NextGEN (dont l'acronyme GEN signifie en anglais "Green and Efficient Navigation", soit "navigation verte et efficace")
NMISC <i>(sans objet en français)</i>	Centre national d'échange de renseignements maritimes
Norad	Agence norvégienne de coopération pour le développement
ODD	Objectifs de développement durable (des Nations Unies)
OEA	Organisation des États américains
OIT	Organisation internationale du Travail
OMI	Organisation maritime internationale
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONU	Organisation des Nations Unies
OPRC	Préparation, lutte et coopération en matière de pollution par les hydrocarbures
P & I Clubs	International Group of Protection and Indemnity Associations
PACPLAN	Plan régional océanien d'intervention en cas de déversements en mer
PacWIMA	Association des Océaniennes du secteur maritime

Partenariats GloFouling	Création de partenariats pour aider les pays en développement à réduire au minimum les incidences de l'encrassement biologique (projet FEM/PNUD/OMI)
Partenariats GloLitter	Projet mondial visant à prévenir et à réduire les déchets plastiques en mer provenant de la navigation et de la pêche (projet Norvège/FAO/OMI)
PBBS <i>(sans objet en français)</i>	Études biologiques de référence dans les ports
PC <i>(sans objet en français)</i>	Pays partenaires
PEID	Petits États insulaires en développement
PEMSEA	Partenariats en vue de la gestion de l'environnement des mers d'Asie de l'Est
PIC <i>(sans objet en français)</i>	Pays insulaires du Pacifique
PICT	Programme intégré de coopération technique
PID <i>(sans objet en français)</i>	Document sur l'exécution du programme
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PNUE-PAM	Plan d'action pour la Méditerranée du PNUE
PROE	Programme régional océanien de l'environnement
Projets XB	Projets financés au moyen de ressources extrabudgétaires
Protocole de Londres	Protocole de 1996 à la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets, telle que modifiée
PSC	Contrôle des navires par l'État du port
PSCO	Fonctionnaire chargé du contrôle par l'État du port
PSSA	Zone maritime particulièrement vulnérable
RAC <i>(sans objet en français)</i>	Centre d'activités régional
RCO <i>(sans objet en français)</i>	Organisme régional de coordination
REMPEC	Centre régional méditerranéen pour l'intervention d'urgence contre la pollution marine accidentelle
REMPEITC-Caribe	Centre régional d'activités de formation et de renseignements en cas de situation critique due à la pollution marine pour les Caraïbes
Réseau MAMLa	Réseau des femmes des Autorités maritimes d'Amérique latine
RETOS	Outil d'évaluation de la préparation à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures
RMU <i>(sans objet en français)</i>	Université maritime régionale
ROCRAM	Réseau opérationnel de coopération régionale des autorités maritimes des Amériques
ROCRAM-CA	Réseau opérationnel de coopération régionale des autorités maritimes de l'Amérique centrale et de la République dominicaine

RoK <i>(sans objet en français)</i>	République de Corée
SAFER	Services et applications pour les interventions d'urgence
SAR	Recherche et sauvetage
SCP	Système communautaire portuaire
SENSREC	Recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires au Bangladesh
SIMSA	Administration de la sécurité maritime des Îles Salomon
STCW	Formation des gens de mer, délivrance des brevets et veille
Stratégie initiale concernant les GES	Stratégie initiale de l'OMI concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) provenant des navires
TC	Coopération technique
TCD	Division de la coopération technique
TTT <i>(sans objet en français)</i>	Formation des instructeurs
UE	Union européenne
UMM	Université maritime mondiale
UNSDCF <i>(sans objet en français)</i>	Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable
VR	Réalité virtuelle
WA/EE <i>(sans objet en français)</i>	Asie occidentale et Europe orientale
WCA <i>(sans objet en français)</i>	Afrique de l'Ouest et du Centre
WG <i>(sans objet en français)</i>	Groupe de travail
WIMOWCA	Association des femmes du secteur maritime de l'Afrique de l'Ouest et du Centre
WISTA	Women's International Shipping and Trading Association
WOMESA	Association des femmes du secteur maritime de la région de l'Afrique de l'Est et australe
YCC <i>(sans objet en français)</i>	Code de conduite de Yaoundé